

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

BIMENSUEL

ORGANE DES MINORITÉS NATIONALES ET DES PEUPLES BALKANIQUES OPPRIMÉS
PARAISANT DANS TOUTES LES LANGUES BALKANIQUES

NOTRE ENQUÊTE AUPRÈS DES PERSONNALITÉS POLITIQUES ET LITTÉRAIRES EUROPÉENNES SUR LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

Nous avons cru utile d'entreprendre une enquête internationale sur le problème balkanique. Nous nous sommes adressés à cet effet aux personnalités les plus éminentes et les plus qualifiées des différents pays et leur avons soumis les questions suivantes:

- 1^o Considérez-vous la solution actuelle de la question macédonienne comme conforme aux principes de la justice et de la liberté, ainsi qu'aux intérêts de la paix?
- 2^o Croyez-vous que sous la réaction balkanique actuelle les droits des minorités ethniques soient suffisamment respectés et garantis?
- 3^o Quel est, à votre avis, le moyen qui permettra de mettre fin d'une part à l'oppression de minorités ethniques, et de l'autre aux rivalités qui dressent les Etats balkaniques les uns contre les autres?
- 4^o Croyez-vous à la possibilité de la réalisation d'une Fédération Balkanique par les gouvernants actuels?
- 5^o Que pensez-vous, en général, d'une Fédération des peuples balkaniques et quelles sont, à votre avis, les conditions dans lesquelles elle pourra se réaliser?

Des nombreuses réponses que nous avons reçues et que nous continuons à recevoir, nous avons déjà publié jusqu'ici celles de:

Henri Barbusse, Léon Bazaigette, Paul Louis, Marcel Willard, Jean Zyromsky, Henri Torrès, René Arcos, Luc Durain, Charles Vidrac, Gabriel Péri, Léon Werth, Jean Longuet, Jean Richard Bloch, Alphonse Aulard, Daniel Renoult, Bernard Lecache, Ferdinand Buisson, Henri Guernut, Henri Marx, Victor Magueritte, Pierre Cazals, Auguste Prenant, Raoul Veit, Charles Rappoport, Charles Baudouin, G. Dumoulin, (France); Bedri Péya, Niamil Balla, Konstantin Bosniak, Fan S. Noli (Albanie); Dr Max Uebelhör, Ed. Fuchs, Albert Einstein, Alfred Döblin, Kurt Rosenfeld, Paul Ostrich, Maximilian Hardt, Kurt Grossmann, Léo Klauber, Hellmut von Gerlach, Dr. Max Hodann, Prof. Fr. Kraus, Prof. Dr. Veit Valentini, Theodor Lessing, Georg Ledebour, Prof. Leonard Nelson, Edouard Bernstein (Allemagne); Independent Labour Party, James Maxton, prés., A. Bockway secr., Arthur James Cook, John Bromley, George Lansbury, Josiah Clement Wedgwood, William Paul, H. N. Brailford, J. M. Kenworthy, Henry Wood Nevinson, Arthur McManus, John Wheatley, Arthur Ponsonby, Ben Tillett, Hamilton Fyfe, Frederick William Lowitt, T. H. Wintringham (Angleterre); Dr. Wilhelm Ellenbogen, Dr. Julius Deutsch, Dr. Joseph Redlich, Dr. Bruno Schönfeld, Prof. Dr. Viktor Hammer, Maximilian Brandeis (Autriche); Louis Pérard, Maurice Boarquin, Charles Pilsnier (Belgique); Vassil Kolaroff (Bulgarie); Ladislaus Fényes, Charles Peyer, Nikolas Keresz (Hongrie); W. Douchan A. Dretzoun (Monténégro); P. Istrati, Ghitsa Moscu, Alexandre Nicolaou, Marcel Leonin (Roumanie); Auguste Forel, Dr. Leonhard Ragaz, Emmanuel Duvillard, Parti Socialiste Genevois; Charles Burklin prés., Lucien Guillard secr., Léon Nicole, Alice Descendres, Edouard Dufour, André Oltramare, Francis Lebet, Alexandre Mairet (Suisse); Frantichek Soukup, Theodor Bartochek, Dr. Zdenek Nejedly, Frantichek Krejci, Josef Hora, Anton Hampi (Tchécoslovaquie); Chéfik Husny (Turquie); Victor Serge, W. A. Gourko Krijajine, Alexandre Roizfel, S. N. Borodine (U. R. S. S.); Costa Novakovitch (Yougoslavie).

Erich Mühsam



Erich Mühsam est né le 6 avril 1878. Gymnase, puis Ecole de pharmacie. Depuis 1901 littérateur, poète et polémiste. De bonne heure membre actif du mouvement révolutionnaire prolétarien, comme communiste anarchiste. Dût subir de nombreux procès politiques, dont en 1910 pour son essai d'organiser révolutionnairement le « prolétariat des gueux ». Activité subversive pendant la guerre: interné. Participe, en 1918, à la révolution bavaroise. En 1919, membre du Comité Central de la République Bavaroise des Conseils Ouvriers et Paysans. Condamné par la cour martiale à 15 ans de détention dans une forteresse — il resta en prison pendant plus de 5 ans. Depuis 1925 activité intensive ora-

toire et littéraire d'agitation pour l'idée anarchiste, la révolution prolétarienne et le secours aux prisonniers politiques. Fondateur et éditeur de la revue mensuelle révolutionnaire « Fanal ».

Nul coin du monde n'a été le théâtre de luttes de pouvoir et de concurrence impérialistes aussi barbares que la péninsule balkanique. Depuis plus de 15 années, les peuples inouïment martyrisés des Balkans sont continuellement les victimes de guerres, de pillages, de persécutions, de décimations. La situation géographique de la Péninsule comme un bastion européen avancé en face des côtes de l'Asie et de l'Afrique, sa structure économique et sa variété ethnologique et culturelle font que, tant que les intérêts capitalistes décident de la vie des peuples et des constitutions des pays, il ne sera pas possible de consolider un état de choses sur la base des nécessités nationales. Toute ingérence de la diplomatie européenne dans les affaires des peuples balkaniques, avec comme conséquences les délimitations arbitraires de frontières et l'imposition de dynasties, a porté le trouble et l'inquiétude parmi ces peuples; tel fut le Congrès de Berlin de 1878, telles furent les ridicules décisions des cabinets après les guerres balkaniques de 1912 et 1913, et telles furent surtout les traités dits « de paix » après la guerre générale dans lesquels les besoins des peuples intéressés n'ont joué absolument aucun rôle et par lesquels on n'a fait que disposer des populations pour les intérêts des calculs commerciaux des grandes puissances. Nulle part ces grandes phrases humanitaires de justice et de liberté, par lesquelles les plus brutales violations ont été camouflées, ne sont tellement apparentes comme d'odieuses fourberies, que dans les Balkans où le règlement des questions des nationalités a été dicté; nulle part ailleurs la cessation des hostilités a si peu de similitude avec le rétablissement de la paix. Les Macédoniens, les Albanais, les Bessarabiens, etc. sont virtuellement condamnés à de nouvelles guerres.

Une grande partie des peuples balkaniques ont été incorporés par force dans des Etats étrangers, contrairement

à leur volonté, contrairement à leurs intérêts. Et les gouvernements des Etats balkaniques ne représentent, éhontément, que les intérêts des gros-proprétaires et des pressureurs et étrangleurs d'ouvriers, dépendant eux-mêmes des gros-capitalistes de l'Europe, de l'Angleterre en particulier. Les prolétaires et paysans indigènes de la Bulgarie, la Roumanie, la Serbie souffrent affreusement de la réaction qui sévit dans tous les Balkans; mais le sort des minorités nationales soumises sans protection aucune à ces gouvernements n'est qu'un atroce martyre. Les quelques rares informations qui nous en parviennent suffisent à nous obliger à protester et à nous solidariser avec ces victimes de la réaction.

Ce ne sont que les peuples balkaniques eux-mêmes qui pourront mettre une fin à leurs souffrances. La condition primordiale en serait l'affranchissement des exploités, de cette idée qui leur est suggérée par leurs exploités, qu'ils auraient à se considérer comme des rivaux et à défendre, les uns contre les autres, leurs particularités nationales. La reconnaissance, que les gouvernements ne sont que les administrateurs des exploités et, par conséquent, les ennemis mortels de l'homme qui travaille, déchaînera la révolution dans tous les pays. Ce sera alors la fin de l'oppression des majorités et des minorités, la fin des luttes de concurrence des pays, et les peuples pourront enfin trouver le chemin vers la Fédération.

Les gouvernements actuels n'ont que toutes les raisons pour empêcher la constitution d'une Fédération Balkanique. En premier lieu, une alliance d'Etats à droits égaux serait contre les intérêts des capitalistes qui ont besoin des rivalités des gouvernements et des luttes nationales des gouvernés, pour exciter tous contre tous afin de mieux pouvoir piller. Ensuite, l'idée d'une Fédération contient tant d'éléments de liberté, que les gouvernants d'aujourd'hui se garderont bien, par des concessions à cette idée, de mettre en péril leurs lucratives tyrannies. Sans le renversement des gouvernements balkaniques actuels, la réalisation d'une Fédération Balkanique n'est qu'une illusion utopique.

La solution du problème balkanique sera possible par la Fédération des peuples balkaniques autonomes. La Fédération, c'est-à-dire l'organisation d'en-bas, est la seule forme, compatible avec la liberté et l'indépendance, de l'union des hommes. L'autonomie des peuples est la condition indispensable de la Fédération. Sans l'autonomie des différents peuples, il ne serait constitué, par une Fédération, qu'un organisme central d'oppression non moins cruelle.

La libération politique des Balkans par une Fédération des peuples autonomes ne pourra se faire que par la révolution. Mais cette révolution serait absurde si elle ne contenait aussi en soi l'affranchissement économique. Car l'organisation politique d'un pays est toujours l'expression de sa situation économique. C'est ainsi que le fascisme déclaré ou latent, qui caractérise actuellement tous les Etats balkaniques, correspond à la situation économique actuelle de ces pays. L'Etat fasciste est l'expression politique de la dictature économique toute nue, et chaque Etat central n'est que la forme politique du capitalisme. La Fédération, pour être durable, doit avoir une forme économique socialiste; le régime économique socialiste exige la dissolution de ces Etats, le remplacement de la démocratie du nombre par la démocratie des travailleurs, c'est-à-dire le régime des conseils des ouvriers et paysans. Une Fédération des Républiques Socialistes des Conseils des Ouvriers et Paysans des Balkans — telle est la revendication révolutionnaire des peuples balkaniques, telle est la solution logique du problème balkanique.

Erich Mühsam

Sia-Ting

Sia-Ting naquit en 1903 dans la province chinoise de "Han-Wei", située dans la vallée du Yang-Tsé-Kiang. Son père était maire d'une ville de cette province. Ayant terminé ses études de bachelier dans la capitale de son pays natal, Sia-Ting se rend en France et étudie au Collège de Dieppe, puis au Lycée du Havre, jusqu'en octobre 1922, date à laquelle il part pour l'Allemagne, où il étudie à Hannover.

La mort de son père le rappelle brusquement en Chine, en novembre 1923. Revenu en France en 1924, il entre à l'Ecole des Sciences Politiques de Paris. Dès lors, et tout en poursuivant ses études, il s'occupera activement du Parti Kuomintang en Europe. En décembre 1926, désigné comme "Observateur" à la S. D. N. par le Comité Exécutif Central du Kuomintang de Hankéou, il se rend à Genève dans le but d'y surveiller les agissements et d'y

contrôler les déclarations du représentant officiel du gouvernement de Pékin. A son retour à Paris, élu membre du Comité Exécutif du Kuomintang en Europe, il est, en même temps, désigné par le Comité Central de Hankéou comme délégué de ce Parti en Europe. Il collabore aussi à plusieurs journaux d'avant-garde de Paris.



La solution actuelle de la question macédonienne n'est conforme ni aux principes de justice et de liberté, ni aux intérêts de la paix.

Cette question est aussi mal résolue que la sont, en général, toutes les questions des minorités nationales et des peuples opprimés. Les belles paroles wilsoniennes du «droit des peuples à disposer d'eux-mêmes» sont devenues l'opium dont se servent les impérialistes pour mieux opprimer les peuples faibles, après les avoir bernés. C'est ainsi qu'après la guerre mondiale, des traités injustes et inégaux favorisèrent dans les Balkans des puissances soi-disant victorieuses, telles que la Yougoslavie, la Roumanie, la Grèce, au détriment des autres.

Le régime actuel de gouvernement aux Balkans est un régime de réaction violente, de terreur même. Les droits des minorités ethniques ne sont, bien entendu, ni garantis ni respectés; pour qu'ils le soient, il faudrait que la masse laborieuse s'organise, constitue le front unique avec tous les peuples opprimés et le prolétariat du monde entier afin d'accomplir les tâches suivantes:

1. Renverser les régimes de terreur qui règnent actuellement aux Balkans;
2. Lutter pour l'abrogation de tous les traités injustes;
3. Constituer un Etat de Fédération Fraternelle Balkanique représentant réellement les intérêts de tous les peuples des Balkans.

Le fondateur du Kuomintang: Sun yat Sen avait dit: «Désormais, il n'y aura plus de guerres de races ou de nations, mais des guerres d'opprimés contre leurs oppresseurs».

Aujourd'hui notre révolution nationale est en lutte contre son propre féodalisme bourgeois et l'impérialisme des puissances étrangères; mais l'appui et la collaboration de tous les opprimés du monde seront les conditions de son triomphe et je crois que ces conditions sont aussi celles nécessaires aux peuples balkaniques qui souffrent et luttent comme nous.

C'est pourquoi je m'adresse à ces peuples laborieux des Balkans en leur disant:

Luttons ensemble, la main dans la main, pour la libération et l'indépendance des peuples opprimés, et pour la vraie paix du monde!

Sia-Ting

Giorgio Salvi

Giorgio Salvi, jeune d'âge, est un vieux militant socialiste italien. Né en 1896 dans une ville de Toscane, il embrassa l'idéal socialiste dès sa première jeunesse. Propagandiste et journaliste, il dut se réfugier en France en 1923 afin d'échapper aux persécutions fascistes. Depuis lors, il mène sans arrêt la lutte contre la terreur fasciste. Avec ses camarades exilés, Salvi fait partie du Comité Central du mouvement antifasciste italien à l'étranger. Il est membre du Comité Exécutif du Bureau International des Partis Révolutionnaires Socialistes et un des Secrétaires Généraux du Parti Socialiste Italien (Maximaliste). Comme journaliste, après

avoir été correspondant parisien de l'Avanti, le grand quotidien socialiste italien supprimé par Mussolini en 1926, il est codirecteur de ce journal depuis qu'il paraît en France. Dans ce pays il avait fondé la "Voce Socialista", qu'il dirigea jusqu'au jour où l'Avanti succéda à cet organe.

G. Salvi collabore aussi à plusieurs journaux italiens et français paraissant en France.



Le problème balkanique n'est certainement pas assez connu du grand public italien, surtout depuis que la presse libre n'existe plus en Italie. Il est hors de doute, que les peuples balkaniques subissent à l'heure actuelle la même terreur que celle qui désole mon pays. J'estime que les pays balkaniques, par suite de la politique suivie par leurs gouvernements réactionnaires, sont un foyer de guerre, de même que l'Italie sous le régime fasciste. Ces gouvernements, par leur politique d'oppression à l'intérieur et leurs rêves de suprématie à l'extérieur, entretiennent un esprit de guerre chez les peuples: guerre civile au dedans, guerre d'expansion au dehors. Et ceci se rapporte également aux minorités balkaniques. Comment voulez-vous qu'un gouvernement chauvin et réactionnaire, voire fasciste, respecte ces minorités, alors qu'il ne respecte même pas les majorités, non seulement dans leurs opinions politiques, mais dans leur existence même?

Bref, j'estime qu'aujourd'hui le fascisme balkanique, tout comme le fascisme italien, représente le plus grand danger pour la paix mondiale.

Le gouvernement italien, centre de la réaction du monde entier, excite les jalousies existant entre les divers peuples balkaniques pour les dresser les uns contre les autres, ou contre d'autres pays européens. Et les gouvernements actuels des pays balkaniques commettent une très lourde erreur en se laissant trainer à la remorque du gouvernement fasciste italien.

Pensent-ils que l'affirmation concernant le peu de solidité de ce gouvernement soit inexacte? Qu'ils en jugent! A l'extérieur, c'est l'isolement complet. Aucun gouvernement n'a confiance en Mussolini. Tous ont pu constater que cet homme, depuis cinq années qu'existe son régime, a été, tour à tour, pour ou contre telle puissance européenne. A l'in-

térieur, c'est pire encore, malgré les apparences. Le gouvernement fasciste a contre lui la presque totalité de la population italienne.

Les ouvriers sont contre le fascisme pour des raisons d'ordre idéologique, économique et moral; les classes moyennes, parcequ'elles sont en train de se prolétarianiser par suite de la situation économique du pays; les commerçants, les industriels, les banquiers, les rentiers, propriétaires de terres et de maisons, se dressent, eux aussi, contre le fascisme à cause de sa politique insensée dans le domaine fiscal, économique et commercial.

Pour s'en rendre compte, il suffit de consulter la cote des titres italiens en bourse, la liste des banques, des maisons de commerce, d'industrie etc. qui, tous les jours en plus grand nombre, sont obligées de déposer leurs bilans. Une autre preuve de ce dissentiment réside dans le fait que de nombreux propriétaires ont récemment été envoyés en villégiature forcée pour le seul motif de s'être refusés à se soumettre à certaines fantaisies mussoliniennes.

Contre le fascisme sont aussi, et pour cause, les centaines de milliers d'Allemands ou de Slaves formant les minorités des provinces annexées à l'Italie après la guerre.

Les faits que je viens d'exposer sont indéniables. Est-il possible, après cela, d'affirmer que la situation du gouvernement fasciste soit solide?

Or, qu'advient-il des individus ou collectivités, gouvernements ou partis, une fois le fascisme italien tombé?

C'est là un formidable point d'interrogation si l'on songe que la lutte antifasciste a pour objectif surtout la révision complète de tout ce qui pourrait être considéré comme le résultat d'un accord ou d'une complicité avec le gouvernement fasciste italien.

Malheur donc à ceux qui, directement ou indirectement, se seront compromis avec ce gouvernement pour établir une sorte d'internationale réactionnaire contre l'internationale des forces d'avenir et de progrès.

La salut des peuples balkaniques est dans leur union. Mais cette union ne pourra jamais être acceptée par le gouvernement mussolinien qui a trop d'intérêt à entretenir la discorde entre ces peuples.

Le gouvernement fasciste italien n'osera jamais se prononcer en faveur de l'autodétermination du peuple macédonien, car il serait trop dangereux pour lui d'admettre un principe qu'il ne veut pas appliquer chez lui, au profit des minorités nationales.

Les antifascistes italiens, au contraire, accepteront toujours avec joie une Fédération des Peuples balkaniques, surtout parce que celle-ci ne saurait être réalisée que par des partis se réclamant sincèrement des masses laborieuses et des idées d'avenir.

Je conclus: la solution radicale de la question balkanique n'est possible que si la Fédération comprend la totalité des peuples de la Péninsule, avec des droits égaux pour tous. Autrement, la Péninsule ne cessera pas de constituer un foyer permanent de troubles.

Comme socialiste internationaliste, j'estime que la solution définitive du problème est liée à la constitution d'un front unique, national et international, des forces d'avenir, intellectuelles et ouvrières, contre la réaction de tous les pays.

Une fois cette réaction écrasée, ceux qui auront lutté ensemble pour accomplir cette tâche nécessaire sauront trouver, dans un esprit de fraternité universelle, le moyen d'établir la vraie paix mondiale, dans une société nouvelle, plus juste, plus harmonieuse que celle d'aujourd'hui.

Giorgio Salvi

Le 10^{me} Anniversaire de la Révolution d'Octobre de l'U. R. S. S.

Le 7 novembre, le 10^{me} Anniversaire de l'existence de l'Union Soviétique a été gravée dans l'histoire contemporaine. Sur les débris de l'ancien royaume des Romanov et de la république bourgeoise-démocratique fut érigée, enfantée par la révolution de février, la dictature du prolétariat, la puissance des Soviets.

La Révolution d'Octobre vainquit par la force irrésistible de l'énergie révolutionnaire, par le dévouement total et l'héroïsme légendaire du prolétariat russe ayant à sa tête le parti bolchévique russe et guidé par le génie de Lénine, le plus grand stratège de la lutte révolutionnaire des classes. Les moujiks et les ouvriers de la vaste Russie de tant de nations différentes, opprimés et subjugués économiquement et politiquement pendant tant de siècles, s'élevèrent des profondeurs de leur état privé de tout droit, pour régler décidément leurs comptes, après la chute du tsarisme, avec la république «démocratique» trompeuse et à eux imposée de Miljukov, Martov, Tchernov, Dens et Kerenski. A eux, aux ouvriers et aux paysans, à l'immense majorité des travailleurs de la Russie, la révolution démocratique-bourgeoise de février et la république de Kerenski n'avaient rien donné du tout. Ni la paix, ni la liberté, ni de la terre.

Ceux qui affirment le contraire commettent un mensonge historique et une falsification insinieuse. Aussi, la révolution de février et la pseudo-république érigée dans le cadre de l'ancien appareil tsariste devaient-elles s'effondrer sous la Révolution d'Octobre. Les événements firent que, pendant la période de la chute du tsar jusqu'à la Révolution d'Octobre, Kerenski, le «héros» de la révolution de février, s'est trouvé à la tête de l'administration suprême de l'Etat. La bourgeoisie russe de toutes nuances salua chaleureusement le nouveau «sauveur de la patrie», car elle avait en lui la garantie que par le nouveau régime elle n'avait rien à perdre et tout à gagner. Kerenski fut aussi favorisé, dans les conditions d'alors de la Russie, par l'impérialisme de l'Entente à laquelle il se vendit en promettant catégoriquement — et il a aussi effectivement essayé de réaliser sa promesse — de continuer la guerre mondiale contre les puissances centrales. Servile envers la bourgeoisie dominante et l'Entente, brutal sans égards envers les travailleurs — voilà ce qu'était Kerenski, le premier dictateur de la nouvelle Russie républicaine. Il introduisit à nouveau la peine de mort. Par son gouvernement «révolutionnaire», il fit persécuter et arrêter les ouvriers, ravir les droits et les libertés des organisations politiques du prolétariat. Avec le même acharnement, il poursuivit les paysans qui avaient essayé de se dégager de leurs servitudes médiévales vis-à-vis des gros propriétaires et seigneurs féodaux et de déclarer leurs sols et la terre qu'ils labouraient depuis des siècles, qui leur appartenaient. Il oublia entièrement l'autodétermination des peuples et poursuivit à cet égard la même politique hégémoniste que pratiquée sous le tsarisme.

La Révolution d'Octobre, portée par la flamme prométhéique de la liberté sociale, nationale et économique, mit fin d'un trait hardi à cet aventurisme et bonapartisme de caricature de Kerenski. Lui, le «héros» de la révolution, s'enfuit déguisé sous des vêtements de femme, lorsqu'il vit sa vie menacée. La puissance des Soviets fut proclamée. L'Appel: «A tous!» résonna dans le monde entier. La Révolution d'Octobre n'apporta pas que la puissance politique et la vraie démocratie aux travailleurs. Elle donna aussi la fabrique aux ouvriers, le sol et la terre aux paysans, la liberté nationale et sociale aux peuples non-russes opprimés jusqu'alors, et la paix sans annexions ni contributions.

La Révolution d'Octobre fut-elle d'après la conception capitaliste et bourgeoise, un produit spécifique russe, ou a-t-elle une essence et importance internationale? C'est la seconde question qui s'affirme. Car 1° ce fut un événement gigantesque dans l'histoire de l'humanité, différent de toutes les révolutions de jusque-là, qui, sur un sixième du globe terrestre, mit fin à l'exploitation de l'homme par l'homme, anéantit les exploités; 2° la Révolution d'Octobre perça la chaîne du front impérialiste dans un des plus grands pays impérialistes; 3° le front impérialiste fut frappé non seulement en son plein centre, mais aussi dans les pays coloniaux, semi-coloniaux etc. 4° il fut créé un puissant centre révolutionnaire de la lutte de classe du prolétariat international et de la lutte de libération sociale et nationale des peuples opprimés; 5° la Révolution d'Octobre ne s'accomplit pas au nom du nationalisme, mais de l'internationalisme et est comme tel un avant-coureur d'un nouvel état de choses dans le monde, un avant-coureur de la défaite du capitalisme et du commencement de l'ère de la révolution prolétarienne et sociale du monde entier.

Les capitalistes occidentaux et la bourgeoisie internationale prédirent à cette révolution, à une telle révolution, une très courte vie, contrairement à la révolution de février. Entretemps, l'Union Soviétique, cette oeuvre de la Révolution d'Octobre, a fêté le 7 novembre 1927, le 10me anniversaire de son existence. Malgré les différentes prophéties, malgré la guerre civile sanglante et la contre-révolution de Joudenitch jusqu'à celle de Wrangel, la révolte des menchéviks en Géorgie, malgré l'intervention impérialiste et le blocus de ceux qui avaient été les alliés du tsar, malgré les catastrophes des éléments déchainés et la famine qui en est résultée, les combattants rouges d'octobre 1917 vainquirent héroïquement toutes les difficultés et tous leurs ennemis et fêtèrent le 7 novembre, ensemble avec les travailleurs du monde entier, le triomphe glorieux du plus grand événement historique de la classe travailleuse, du premier Etat des Ouvriers et Paysans. Dix années d'Union Soviétique.

Au cours de ces dix années de son existence, d'immenses progrès, tels que nul autre Etat ne peut enregistrer, ont été réalisés dans tous les domaines de l'économie nationale, de l'industrie, de la politique sociale, de la culture, etc. Ces progrès, seuls ceux pays-là peuvent les réaliser où le système exploitateur capitaliste-impérialiste est renversé et détruit ensemble avec tous ses masques et accessoires: les monarchies et les républiques «démocratiques» de différentes couleurs. Là-bas, dans l'Union Soviétique, un élan illimité, une symphonie du travail constructif d'une vie nouvelle, d'un nouveau monde; — dans l'Europe capitaliste, toujours encore la plus féroce exploitation, le déni des droits, les contradictions économiques de la concurrence capitaliste malgré les stabilisations temporaires. Là-bas, le désir le plus sincère de la paix, pour l'institution d'une vie commune sans classes et sans exploités — ici, la préparation fiévreuse de nouvelles guerres impérialistes, surtout la préparation d'une croisade contre le premier Etat des ouvriers et des paysans.

Et, les peuples balkaniques? Quelle attitude les millions de travailleurs des Balkans observent-ils à l'égard de la Révolution d'Octobre, de l'Union Soviétique et de son Dixième Anniversaire?

Les masses laborieuses balkaniques ne sont pas encore arrivées à construire leur oeuvre de libération. Ils ont cependant déjà prouvé, par les milliers et milliers de héros tombés dans les luttes révolutionnaires et les milliers et milliers des prisonniers gémissant dans les cachots des Etats balkaniques, qu'ils se sont engagés dans le chemin de la Révolution, prenant comme symbole la lutte sociale et nationale de libération de la Révolution d'Octobre. Les puissantes vagues de la Révolution entourent et atteignent les Etats balkaniques aussi: de la mer Noire jusqu'à l'Adriatique, du Danube jusqu'à la mer Egée. La réaction de la sanglante terreur des gouvernants balkaniques contre la classe ouvrière et les nations opprimées, malgré tous les assassinats et toutes les lourdes peines de prison, ne réussira jamais à étouffer cette force élémentaire qui fermente chez les peuples laborieux des Balkans, cette poussée vers la lutte pour la liberté. L'aspiration, le but des peuples balkaniques est d'atteindre ce que les peuples de la Russie ont déjà atteint: la libre Fédération, à droits égaux, le pouvoir aux ouvriers et paysans, sans aucune visée impérialiste ou hégémoniste. Dans un ardent amour pour la forte et puissante Union Soviétique, les masses laborieuses des Etats Balkaniques, des villes et des villages, jurèrent, au 10me Anniversaire de l'U.R.S.S. de défendre cet Etat des Travailleurs, contre tous ses ennemis, de tout leur corps, de tout leur coeur. Si même, au Dixième Anniversaire de son existence, l'Union Soviétique n'est pas encore reconnue par aucun gouvernant balkanique, si même des relations économiques et diplomatiques n'ont pas encore été établies, l'alliance des travailleurs de l'Union Soviétique et des peuples balkaniques a été scellée dès le premier jour.

La lutte acharnée pour la Fédération Balkanique — c'est là le serment, la promesse solennelle, le salut des masses travailleuses et des peuples opprimés des Balkans, à l'adresse des ouvriers et paysans de toutes les nations composant l'Union Soviétique, à l'occasion du 10me Anniversaire de son existence.

Dimitri Jovanovitch

Comment sont gouvernés les Etats Balkaniques

Les épisodes qui se déroulent sous nos yeux en Roumanie nous indiquent de quelle manière fonctionnent les gouvernements Balkaniques. Il s'en dégage des singulières leçons et à l'égard des peuples et pour les chancelleries occidentales qui font état de l'alliance éventuelle de ces gouvernements.

La Roumanie a conservé le régime d'avant-guerre, et l'on devrait dire que ce régime s'est encore aggravé. Elle

est assujettie à des coteries de cour et à des oligarchies possédantes, dont les fractions parlementaires ne sont que les prête-noms. Les conspirations de palais, pour être moins sanglantes qu'au temps de Byzance ou des Sultans, n'en jouent pas moins un rôle prépondérant. La reine Marie, son entourage, le prince Stirbey, Carol, sont des personnages de l'ancien temps, à peine travestis. Les frères Bratiano, les dominateurs de l'heure présente, ne s'embarassent d'aucun scrupule. On l'a vu par les procès politiques qui se succèdent, par le dédain qu'ils professent pour les libertés publiques, pour la liberté de la presse spécialement,

et par la façon dont ils ont conduit les élections. La grande propriété foncière, en dépit des prétendues lois de morcellement agraire, la grande propriété minière et industrielle, détiennent le véritable commandement du pays. Quand un parti, même monarchiste et modéré, comme le parti paysan, se permet de faire quelque opposition, on interdit ses réunions. Des contingents formidables avaient été rassemblés en Transylvanie pour le 1er novembre, parce qu'on attendait une démonstration de ce parti paysan. Qu'on juge par là de la conduite que M. Bratiano adopterait vis-à-vis des fractions d'extrême-gauche, socialistes ou communistes, si elles avaient l'idée d'une manifestation quelconque.

Le gouvernement Roumain ressemble, avec quelques différences de forme extérieure, à celui de Mussolini. Il est très curieux qu'en Europe occidentale on sache si mal ce qui se passe à Bucarest. La censure y fonctionne avec une exceptionnelle rigueur et le cabinet ne laisse passer que des nouvelles soigneusement rédigées par ses agents. Il en résulte que personne, ni en France, ni en Angleterre, n'y croit plus et que toutes les rumeurs se donnent carrière.

Mais les chancelleries n'en essaient pas moins de se concilier la faveur du gouvernement Roumain, soit en lui ouvrant leur Trésorerie, soit en lui promettant un appui armé au cas où il aurait recours à elles. La France, l'Angleterre, l'Italie sont en concurrence auprès des oligarques de Bucarest, dont elles couvrent implicitement les méfaits.

La situation n'est pas très différente dans les autres Etats Balkaniques. Partout, les camarillas de cour ou des comités parlementaires plus ou moins étroits, sont omnipotents.

En Yougoslavie, Alexandre a maintenu les traditions de sa famille. La Constitution n'existe qu'en théorie. Le monarque appelle au pouvoir les hommes qui lui sont agréables et dont il est sûr. Lorsqu'il veut changer de ministres, les intrigues de cour lui fournissent, à point nommé, l'occasion qu'il recherche. Le morcellement de la Chambre est tel, que rien de stable ne peut s'édifier et que les aventuriers ont beau jeu. L'extrême-gauche, comme en Roumanie, est tenue pour illégale en vertu des lois d'exception. L'attitude de certains chefs de partis — de Raditch surtout — a été si ondoyante qu'elle a fini par démoraliser la population. Les combinaisons de forces se transforment au gré des convoitises de quelques uns. Le véritable peuple, qui ne peut que subir, souffrir et payer, est écarté de la gestion de ses propres affaires.

En Bulgarie, la sanglante dictature de Liapcheff continue à maintenir une sorte de terreur. L'amnistie attendue et réclamée n'a pas été annoncée. Les partis d'opposition sont taxés d'illégaux et tout est permis contre eux. Les autonomistes macédoniens gouvernent le roi Boris et son premier ministre, et tandis qu'ils multiplient les crimes au dedans contre tous ceux qui ne pensent pas comme eux, ils provoquent des incidents aux frontières au risque de susciter une conflagration générale.

Si la France a paraphé avec la Yougoslavie une alliance qui n'est pas encore définitivement signée et qui lui ferait encourir les pires périls dans l'Europe sud-orientale, le gouvernement fasciste d'Italie a conclu un accord avec la Bulgarie. Protecteur de l'Albanie et suzerain en quelque façon du cabinet de Sofia, il peut mettre à tout instant le feu aux Balkans.

Quant à la Grèce, la forme républicaine de l'Etat ne peut abuser personne. Cette république à l'administration de laquelle concourent les monarchistes de la nuance Metaxas, est aux mains d'une aristocratie de la finance et de la navigation. Ce qui le prouve, ce sont les mesures arbitraires et draconiennes qui s'abattent sur les fractions socialistes et communistes.

Domination de classe, suprématie militaire, toute-puissance de l'argent, mépris des lois faites par la bourgeoisie elle-même: voilà ce qui caractérise les Etats Balkaniques. C'est seulement au jour où les masses populaires s'y lèveront et conquerront le pouvoir pour elles-mêmes qu'ils cesseront d'être des éléments de perturbation en Europe.

Paul Louis

Pour la paix des Balkans

Nous avons le plaisir d'annoncer la collaboration à notre journal de l'un des maîtres du journalisme italien: Paolo Davila, dont nous publions aujourd'hui le premier article. On sait que sous ce pseudonyme se cache l'un des leaders les plus célèbres ou, pour mieux dire, le chef intellectuel du socialisme italien.

N. D. L. R.

La paix a trahi les peuples balkaniques. Tous les arrangements territoriaux établis par les Traités n'ont visé qu'à

garder la péninsule balkanique sous l'influence hégémonique des Grandes Puissances. L'Autriche-Hongrie, disparue comme Empire, la Russie, isolée et recueillie dans la gigantesque oeuvre de défense de la Révolution Soviétique, ont laissé leur place, dans les intrigues balkaniques, à l'Angleterre, à la France, à l'Italie. Le grand rêve de la Fédération balkanique, qui avait fleuri durant les années terribles de la guerre, sombra à l'heure de la victoire. En effet, si la guerre pour le droit, la liberté, etc. avait un sens, si ce sens était bien celui d'éliminer dans l'Orient les rivalités attisées par les Puissances étrangères, n'est-ce pas, que l'idée fédérative dans laquelle fraternisaient les partis socialistes balkaniques était la seule capable de réaliser l'indépendance de la Péninsule? Qu'est-ce qui s'opposa à sa réalisation et la fit échouer? L'existence, des monarchies serbe, roumaine, bulgare; toutes, les unes plus chauvines que les autres, toutes convoitant plus les agrandissements de «leurs» couronnes que le bonheur et la sécurité des peuples. Les puissances impérialistes qui dictèrent la paix, tout en se regorgeant de grands mots démocratiques, n'ont considéré le régime républicain que comme un châtiment à infliger aux vaincus et comme un régime de faiblesse pour les empêcher de se relever. Voilà comment il s'explique que les couronnes séculaires des Habsbourg et des Hohenzollern ont roulé dans l'effondrement, tandis que les dynasties des roitelets balkaniques — bien récents pourtant — non seulement furent sauvées, mais rehaussèrent même leur «prestige».

Or, on peut maintenant s'amuser au spectacle des querelles intérieures de la dynastie roumaine (si peu roumaine d'ailleurs), autour de laquelle roulent et s'acharnent les différents camarillas fascistes des latifondistes de Roumanie; mais on ne peut pas songer sans effroi à l'influence délétère que le principe monarchiste exerce dans les Balkans, y attisant toutes les causes de guerre et dressant un obstacle infranchissable à l'avènement de la Fédération Républicaine Balkanique.

Les deux questions les plus brûlantes d'aujourd'hui, la macédonienne et l'albanaise, sont bien là pour fournir la preuve de notre affirmation. La Macédoine, déchirée, prolonge ses souffrances en Bulgarie. Les comitadjis y maintiennent la terreur fasciste. Ils se livrent aux attentats sanglants aux frontières de la Yougoslavie, avec l'aide si peu désintéressée du fascisme italien! Ces «patriotes» farouches, grands soutiens des Cobourg, ne craignent pas de solliciter les secours étrangers et tout spécialement le concours de la puissance qui cache le moins son ambition à dominer les Balkans. Cette puissance, qui rêve de se substituer à l'Autriche-Hongrie en Orient, est elle-même, d'ailleurs, un instrument de la politique de scission européenne qu'inlassablement poursuit l'impérialisme anglais. Faut-il rappeler ici le rôle auquel la Grande-Bretagne employa le jeune impérialisme mussolinien, le lançant contre la Turquie, lors de l'affaire de Mossoul?

Or, la solution de la question macédonienne ne se trouvera jamais dans n'importe quel partage. Au contraire, la Macédoine ne peut avoir la paix, ni la donner aux Balkans, que dans son entière autonomie, garantie par un système confédératif embrassant tous les Etats qui la convoitent: serbe, bulgare, grec, roumain. Ce système sera ou républicain, ou ne sera pas.

On parvient à la même conclusion si l'on examine la question albanaise. On a discuté longtemps la question de savoir si l'Albanie présentait les conditions nécessaires pour se régir d'une façon indépendante. Nous ne sommes pas de ceux qui adorent le fait accompli, et le pronent comme immuable. Toutefois, le traité de Tirana est un argument formidable dans les mains de ceux qui nient la possibilité d'une Albanie indépendante. Lorsqu'un impérialisme allonge ses griffes sur l'Albanie, il n'est que trop naturel qu'un autre impérialisme déçu, jette les hauts cris. Voilà l'Italie et la Yougoslavie aux prises. Autour d'elles, les puissances se rangent pour assister au match, prêtes à protéger ou à frapper, selon leurs intérêts. Le cas de guerre est créé. Il plane sur l'Europe. La Société des Nations mesure ses forces et trouve que cela n'est pas de sa juridiction. Mussolini n'a-t-il pas déclaré que jamais il ne consentira à soumettre à l'Aréopage de Genève son traité de Tirana? Et voilà comment la paix s'exile des Balkans et conséquemment risque de s'exiler de l'Europe.

Eh bien! ici encore, il est de toute évidence qu'on ne soustraira l'Albanie à la mainmise de l'impérialisme des bourgeoisies italienne et yougoslave qu'en appuyant son autonomie nationale dans une Fédération libre des Etats balkaniques. C'est même le seul moyen pour la soustraire à la féodalité — dont Ahmed Zogu est le digne représentant — qui exploite les masses paysannes et qui, pour maintenir et dé-

fendre ses privilèges, livre aux étrangers les intérêts de tout le pays. Pour l'Albanie, la révolution fédérale marquera à la fois son émancipation des tyrans du dehors et des tyrans du dedans.

De quel côté qu'on examine la question des Balkans, on arrive à la même conclusion: l'unique solution pratique et équitable, c'est la République Fédérative des Balkans. Les conditions préalables d'une telle Fédération existent déjà aujourd'hui, malgré les conflits actuels; on pourrait même dire: à cause de ces conflits mêmes. En effet, ces conflits sont en quelque sorte artificiels, oeuvre des facteurs étrangers à la vie naturelle balkanique. Mais l'hostilité n'a pas de racines profondes dans les masses. Elle a été alimentée sans cesse par les cliques gouvernementales, par les dynasties et par les diplomates, mais les conditions premières d'ordre économique et culturel pour l'union des Balkans existent déjà.

Les Balkans forment une tout économique-social assez homogène. Les principaux obstacles pour la Fédération des Balkans sont, comme je l'ai dit, les monarchies. Un rapport des socialistes yougoslaves au Comité organisateur de la Conférence socialiste internationale de Stockholm (1918) le proclamait énergiquement: «La tâche principale des socialdémocraties balkaniques — y lisait-on — sera de discréditer les monarchies et les dynasties dans les Balkans. La guerre a déjà eu cet effet par elle-même et dans une grande mesure».

Depuis, vint la paix, la paix des traités qui, au nom de la démocratie, sauvèrent les dynasties; et tout continua dans les Balkans, comme avant la guerre . . .

Il appartient au prolétariat de reprendre et d'achever la politique d'Union Fédérative Républicaine, pour la libération des Balkans, pour la paix du monde.

Paolo Davila

L'ORIM Unifiée et les derniers attentats en Macédoine sous joug serbe

A la suite des derniers attentats commis par l'Organisation de Protoguéroff et Mikhaïloff en Macédoine sous joug serbe le Comité Central de l'ORIM Unifiée a lancé au peuple macédonien un Appel dont un exemplaire nous a été envoyé. Vu la grande importance de cet Appel, nous le publions ci-dessus in-extenso:

Peuple macédonien!

La tragédie de notre peuple, qui lutte pour sa liberté et son indépendance, est unique dans l'histoire. Après vingt années de luttes incessantes acharnées et hardies contre le régime despotique des sultans turcs, après les potences, les cachots et les exils dans les îles de la mer Egée, dans les domaines asiatiques et africains de l'ancien Empire turc, après les vains espoirs d'une meilleure vie chez des frères corréligionnaires et de même race, notre pays, déchiré en trois parties, s'est vu soumis à des régimes bien plus féroces que celui des pachas et des sultans turcs. Au lieu d'obtenir des droits plus larges et une vie meilleure, le peuple macédonien fut privé même des droits dont il jouissait auparavant. Les nouveaux dominateurs fermèrent les églises, les écoles, les bibliothèques, les salles de lecture, où notre peuple, dans ses diverses races, faisait ses dévotions, apprenait, s'instruisait depuis des siècles, chacun en sa langue. Ils interdirent même la langue maternelle dans la famille. Il y eut des cas où un instituteur, féroce agent de la politique d'un des gouvernements tyranniques, piquait avec des épingles la langue de petits écoliers, pour avoir causé avec leurs petits camarades en leur langue maternelle. Par suite de colonisations forcées, d'arbitraires et de terreur administratives de la part de divers facteurs responsables et irresponsables, l'oppression économique s'est renforcée et la population locale fut dépouillée de ses terres. Il s'ensuivit la famine, la misère, un dépeuplement systématique du pays, et la dégénérescence s'empara de la population et surtout de l'émigration.

Dans toutes les trois parties de la Macédoine, la population est mise, de fait, hors la loi. Elle est privée des droits et libertés les plus élémentaires. Toute manifestation légale de sa conscience nationale lui est interdite. Les massacres individuels et en masse sont choses courantes. Il suffit de rappeler Garvan, Tarliss, Gorna-Djoumaja, pour caractériser le régime dans les trois parties de la Macédoine. Les prisons sont bondées de Macédoniens, dont le seul tort est d'avoir combattu pour leurs droits et libertés.

Tel est le régime, avec des différences insignifiantes, dans toutes les trois parties de notre patrie subjuguée. Il est tout naturel que sous un pareil régime il ne peut y avoir ni paix et ni tranquillité. Sous de telles conditions, le mécontentement et la révolte bouillonneront et augmenteront sans cesse, jusqu'à ce que la tyrannie disparaisse et qu'une fin soit mise à ces iniquités. Une autre semence ne peut pas croître sur un tel terrain.

Les attentats récemment perpétrés dans la partie de la Macédoine subjuguée par la Yougoslavie, ont excité les esprits dans tous les Etats balkaniques, mais surtout en Yougoslavie et en Bulgarie; et l'on appréhendait déjà une rupture entre Belgrade et Sofia.

Mais l'écho de ces attentats s'était répandu aussi au-delà des frontières balkaniques, et les grandes puissances impérialistes, qui instiguent constamment des conflits dans les Balkans, ne désiraient pas cette fois-ci une conflagration. Aussi, le gouvernement anglais, d'accord avec le gouvernement français, fit des démarches énergiques et simultanées à Belgrade et à Sofia, et le moment critique du danger fut écarté.

Le monde entier connaît déjà les auteurs de ces attentats. Les patriotes patentés de Sofia annoncèrent avec fierté, par un communiqué spécial, que ces «hauts faits» avait été leur oeuvre. Ils proclamèrent: «Nous mettons le feu, et s'il le faut, la couverture brûlera avec les puces». On avait fait accroître à quelques Macédoniens que par des attentats on attirerait l'attention des grandes puissances, qui seraient enfin touchées du malheureux sort du peuple macédonien martyrisé, et que finalement elles interviendraient. Et des gens induits ainsi en erreur, exécutèrent ces attentats, et quelques uns parmi eux payèrent même leur acte de leur vie. Il existe malheureusement encore dans les rangs de l'organisation de Protoguéroff des Macédoniens qui ne soupçonnent pas le véritable rôle des traitres payés, qui en sont les chefs.

Frères!

Les facteurs décisifs actuels en Europe sont toujours ces «grandes puissances» qui élaborèrent et signèrent les traités «de paix», conclus après la plus effroyable boucherie humaine de l'histoire. Ce sont ces mêmes puissances qui proclamèrent sacré et inviolable l'ordre actuel dans les Balkans. Craignant la conscience indignée des masses populaires révoltées, elles s'étaient couvertes, au début, du séduisant manteau des principes de Wilson de l'autodétermination des peuples subjugués et opprimés, pour ôter ce manteau dès le lendemain même de la démobilisation et du désarmement de ces masses populaires, et le placer dans la garde-robe de l'hypocrisie et des mensonges, pour plus tard. Elles laissèrent intacts l'esclavage et l'oppression, elle les légalisèrent même à nouveau et jetèrent de nouveaux peuples dans l'esclavage. Ce furent ces mêmes grandes puissances qui sanctionnèrent pour la seconde fois le partage de la Macédoine entre leurs protégés.

N'était-ce pas encore l'Angleterre impérialiste qui força la Bulgarie à signer la convention monstrueuse et barbare de l'émigration «volontaire» des populations, convention grâce à laquelle la Macédoine du sud fut dépeuplée dans sa plus grande partie des Macédoniens autochtones, et cela uniquement pour garantir la proie macédonienne à sa vassale la Grèce? N'était-ce pas Chamberlain qui déclara à plusieurs reprises à la Société des Nations que la question macédonienne n'existait pas pour la Grèce, qu'elle était définitivement résolue? Ne sont-ce pas les gouvernants anglais qui recommandent aujourd'hui la solution et la liquidation de la question macédonienne en Serbie au moyen du même système d'émigration de la population locale, un système qui aurait rendu des résultats si «bienfaisants» pour la Grèce!

Le peuple macédonien peut-il s'attendre à autre chose aussi de la part de la France impérialiste, protectrice et alliée de la tyrannie et de la réaction de Belgrade?

Les Protoguéroff et consorts répandent des illusions perfides; ils disent que l'impérialisme italien et Mussolini sont intéressés sérieusement à la liberté et l'indépendance de la Macédoine. Il est vrai que l'impérialisme italien apparaît en ce moment comme l'ennemi le plus acharné de la Yougoslavie actuelle. Mais cela s'explique seulement par les appétits de conquête de Mussolini dans les Balkans. Ses plans de conquête ne peuvent amener qu'un nouveau partage, un nouvel esclavage, mais nullement la libération de la Macédoine.

Les grandes puissances, après les attentats, montrèrent leurs crocs à Belgrade et à Sofia; mais elles ne prononcèrent pas un seul mot en faveur du peuple macédonien, en faveur de sa libération. La question macédonienne, le peuple macédonien, n'existent pas pour elles.

Peuple macédonien!

Est-il nécessaire de faire encore des expériences au prix de sacrifices humains et matériels que nous ne pouvons plus supporter? Les attaques de tchetnikis, les attentats de bombes et de dynamite, sous le régime d'Abdul Hamid, n'étaient-ils pas suffisants pour attirer l'attention des grandes puissances, pour faire appel au sentiment «humain» de ces facteurs pour le compte desquels travaillent les chefs vénaux des Macédoniens égarés? Nous étions témoins, à la veille de la guerre balkanique, des attentats de Todor Alexandroff inspirés par la cour et le gouvernement bulgares et nous avons goûté jusqu'à la lie des «douceurs» de cette guerre et de celle entr'aliés qui s'ensuivit. Les mêmes résultats funestes, mais dans une plus large mesure, ne furent-ils pas obtenus par l'envahissement des tchetnikis à Valandovo, en 1915, organisé aussi par T. Alexandroff et par le traître général Protoguéroff, alors au service simultanément du roi bulgare et de l'empereur autrichien? Le cas de l'action des tchetnikis organisée de même par T. Alexandroff et Protoguéroff en 1923, inspirée et armée cette fois encore par la cour bulgare agissant de connivence avec l'impérialisme italien, n'est-il pas encore dans toutes les mémoires? Le résultat de cette action fut pour le peuple macédonien: les victimes de Garvan, des centaines de maisons incendiées à Kotchani et environs, et des prisons remplies de laborieux citoyens et paysans de différents endroits de la Macédoine, tandis que le «libérateur» Mussolini se débarassa bien vite de T. Alexandroff, après s'être emparé de Fiume. Peut-il exister le moindre doute de ce que les attentats actuels et les actions des tchetnikis, oeuvres des mêmes inspirateurs et agents, finiront à nouveau par un nouveau règlement quelconque à la question fiumienne» entre Mussolini et Voukitchévitch, et peut-être aussi par un traité de commerce et d'amitié entre ce dernier et Liapcheff? Y a-t-il encore des naïfs qui croient qu'en cas d'une nouvelle guerre dans les Balkans entre la Bulgarie et la Yougoslavie, ou entre cette dernière et l'Italie, le peuple macédonien sera libre et obtiendra son indépendance? Et, quand et comment la libération de la Macédoine des jougs grecs et bulgares devra-t-elle avoir lieu? Sous le régime des coteries actuellement régnant dans les Balkans, cette politique d'oppression n'est-elle pas commune pour tous les Etats balkaniques qui rivalisent avidement pour la domination et le pillage d'une plus grande partie de la proie macédonienne? Et Rome, Londres et Paris ne sont-ils pas derrière eux? Comment pourrait-on alors espérer aujourd'hui la libération de la Macédoine, d'une nouvelle guerre?

Macédoniens!

Après tant d'expériences instructives de notre passé révolutionnaire, est-il nécessaire de prouver que dans la situation internationale actuelle de la Macédoine, les attentats et les actions isolées des tchetnikis ne sont que des prétextes bienvenus pour le renforcement de la terreur et de la réaction sur la population, pour l'affaiblissement de l'énergie et de l'esprit combattif des Macédoniens, par conséquent l'éloignement du jour de la révolution générale qui sera aussi le jour d'une entière libération nationale et politique? Si nous suivons encore ce chemin, notre pays natal ne sera que le vaste cimetière du peuple macédonien. Une grande partie de ce peuple est tombée victime des événements, victime des catastrophes. Une autre partie non moindre que la première, languit dans divers pays, dispersée à travers le monde entier. Y a-t-il une plus grande folie criminelle que ce qu'accomplissent aujourd'hui les

Macédoniens qui poursuivent, consciemment ou inconsciemment, le même chemin catastrophal? N'assument-ils pas le rôle de fossoyeurs, non seulement de l'idéal de la Macédoine Indépendante, mais aussi de l'existence même de leur propre peuple? Il n'y a pas de doute que les conséquences de ces attentats seront, pour le peuple macédonien, les mêmes que jusqu'ici. Peut-on attendre de ces attentats autre chose que des pendants, des prisons remplies et l'exil, pour les plus éveillés du peuple? Les chefs mercenaires constamment au service de différents maîtres ne méritent-ils pas la malédiction du peuple macédonien pour leurs actes criminels tellement néfastes?

Combattants macédoniens!

Les conditions actuelles ne ressemblent pas à celles qui existaient lorsque les Etats balkaniques, aujourd'hui «indépendants», se libérèrent successivement du joug des sultans. L'Empire féodal en décomposition des sultans turcs, pouvant être attaqué d'un côté et d'un autre, n'existe plus depuis longtemps dans les Balkans.

Pour la Macédoine et le peuple macédonien, pour la solution du problème des peuples balkaniques, des peuples opprimés en général, ce sont les peuples opprimés et exploités des Balkans, du monde entier, qui seuls s'intéressent, ces peuples qui mènent une guerre énergique contre ce même impérialisme dont nous souffrons nous aussi.

Il n'y a actuellement qu'un seul chemin juste et droit pour la libération du peuple macédonien. C'est le chemin de la révolution des masses populaires. Un chemin désigné par l'histoire des autres peuples, de même que par l'expérience de notre propre passé révolutionnaire. La Macédoine ne sera libre que lorsque la population macédonienne de ses trois parties subjuguées s'unira en une unique organisation révolutionnaire et travaillera à l'unisson pour sa propre libération; lorsque, ainsi organisée et unifiée, elle cherchera le soutien et deviendra l'alliée des organisations des autres peuples opprimés et exploités des Balkans qui luttent de même pour leur propre libération nationale, politique et économique. La Macédoine sera libre, lorsque le peuple combattif macédonien sera imbu des idées et des principes de l'ORIM Unifiée, la descendante directe de l'ancienne Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne, et lorsque le peuple entier se groupera sous le drapeau immaculé de l'ORIM Unifiée et déploiera tous ses efforts pour la réalisation des mots d'ordre inscrits sur ce drapeau: Macédoine Indépendante et Fédération Balkanique. En suivant ce chemin, le peuple macédonien pourra non seulement s'assurer la sympathie de tous les facteurs démocratiques de l'Europe, mais aussi obtenir l'appui effectif des masses laborieuses populaires et de leurs organisations et partis. Et il pourra alors briser les chaînes de son esclavage.

En avant donc vers l'organisation et l'union fraternelle de tous les Macédoniens, sans distinction de religion ni de nationalité!

En avant vers le Bloc Uni des peuples opprimés et exploités des Balkans!

En avant vers une lutte révolutionnaire commune pour le renversement des régimes tyranniques actuels des Balkans, pour la conquête d'une Macédoine Indépendante et l'édification de la Fédération Balkanique!

A bas les régimes oppresseurs des Balkans!

A bas les actions provocatrices des mercenaires étrangers!

Vive la lutte solidaire des peuples opprimés et exploités des Balkans!

Vive la Macédoine Libre et Indépendante et la Fédération des Peuples Balkaniques!

Macédoine
Commencement d'octobre
1927

Le Comité Central de l'Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne Unifiée.

La réaction fait rage en Bulgarie

La réaction s'intensifie de plus en plus en Bulgarie. Des facteurs responsables et «irresponsables» disposent à gré des droits et des libertés des citoyens et de leur vie aussi. La presse bulgare en publie journellement des nouvelles révoltantes au plus haut degré. Ce qui se passe aujourd'hui en Bulgarie nous rappelle l'époque de la plus sombre réaction et de la plus noire terreur du régime Tsankoff-Rousseff-Volkoff.

La presse ouvrière est persécutée le plus brutalement.

On confisque les journaux légaux qui défendent les intérêts et les droits des masses travailleuses. Ces derniers temps ont été opérées trente-trois confiscations de journaux ouvriers: du Novini, Rabotnitschesko Delo, Zemledelsko Vozdrajenié, Mladechka Douma, Nakovalnia, Edinstvo, etc. etc.

On crée perpétuellement des chicanes, on menace les rédacteurs et les différentes personnes techniques, les organes policiers les assignent sans cesse aux commissariats, des détectives les «surveillent» constamment, leurs demeures sont «gardées» par des facteurs «irresponsables», on fabrique de toutes pièces des procès comme celui qui eut lieu récemment contre le personnel rédacteur et technique du journal

«Novini» et qui se termina par l'acquiescement de tous les «accusés». Des procès furent intentés contre tous les journaux de l'opposition. De nouveaux procès sont à l'horizon. Trois nouveaux procès sont intentés rien que contre le journal «Novini». A Sofia, et en beaucoup d'autres villes, la police empêche les colporteurs de vendre les journaux ouvriers sous peine d'arrestation et en les menaçant de «disparaître sans traces». Beaucoup d'abonnés ne reçoivent pas leurs journaux.

Les autorités policières et administratives exercent les arbitrages et les violences les plus iniques contre les organisations professionnelles et ouvrières. Nous avons devant nous l'exposé de l'Union des Syndicats Ouvriers Indépendants adressé au gouvernement et dans lequel sont exposés les innombrables faits de violences contre les organisations professionnelles locales et contre les syndiqués; on disperse des réunions des syndicats et de leurs comités d'administration, on menace et on bat des militants syndicaux; on attaque et on appose des scellés sur les clubs ouvriers, on pille les archives des syndicats etc. etc. Bref, on exerce les violences les plus révoltantes contre les travailleurs et leurs organisations. On agit de même à l'égard du parti Ouvrier. On arrête des membres de ce parti, on disperse ses réunions, on ferme ses clubs.

Cette campagne de violence du pouvoir zgovoriste est aussi dirigée contre l'Union Agricole. On a dispersé récemment, à Plevna, la réunion départementale de la jeunesse agricole de cette ville, on y a interdit aussi la convocation de la réunion départementale de l'Union Agricole.

Les violences se répandent par tous le pays. Les facteurs «irresponsables» sont tout-puissants. Le cas du meurtre en «tentative de fuite» de l'instituteur populaire Guéorgui P. Issaïeff et la disparition du dossier de l'instruction par laquelle il avait été établi qu'un certain Nicoloff, membre de l'association «Koubrat», était l'assassin de Issaïeff est encore dans toutes les mémoires. Le tribunal de Trn fut attaqué par une bande qui avait à sa tête ce même koubratiste Nicoloff; ces individus arrivèrent en camion de Sofia pour s'emparer des documents qu'avait fait constituer le père de l'assassiné et pour empêcher l'ouverture d'un second procès (le premier procès ayant été mis à l'acte grâce aux machinations de ces mêmes individus); puis on enferma les juges dans l'édifice même du tribunal départemental.

Et il en est de même dans le pays tout entier.

C'est surtout dans les départements de Pétritch et de Plevna, et particulièrement dans les districts de Lovetch et de Troyan, que ces violences des autorités se commettent avec les plus de cynisme et de fureur.

Le département de Pétritch est soumis à des conditions bien plus terribles que n'importe quel autre pays conquis. Les «disparitions sans traces» y sévissent sans trêve. Des nouvelles nous parviennent nous disant que ces derniers temps, à Gorna Djoumaja, en emmène tous les jours hors de la ville, dans un camion, des paysans, des artisans et des ouvriers macédoniens, on les tue, puis on jette leurs corps dans la Strouma.

On connaît les meurtres qui eurent lieu l'an dernier dans les districts de Troyan et de Lovetch. Plus de 100 paysans et ouvriers y furent tués, et ces deux districts furent placés sous l'état de siège pendant tout l'été. La population passa deux mois entiers sous la plus effroyable terreur. Et, maintenant, sous le prétexte de poursuivre des bandits, la police et l'armée ont entamé à nouveau une action de répression. Les violences y sont si insupportables, les actes de la police et de l'armée si révoltants, que même la Ligue Bulgare pour la Défense des Droits de l'Homme se vit obligée de sortir de sa passivité et de protester auprès de Liapcheff contre les infamies que ses organes exercent dans ces deux districts. Dans son exposé, la Ligue Bulgare a souligné que ces deux districts se trouvent sous l'état de siège, que personne ne peut aller plus loin que 500 mètres des localités habitées, que l'on force les habitants à éclairer pendant la nuit leurs demeures, sous peine de voir incendier toute maison non éclairée. La Ligue Bulgare des Droits de l'Homme cite encore des cas de punitions physiques tellement atroces que les torturés en meurent — et tout ceci sans tribunal ni jugement. Citons ici rien que des cas parvenus à la connaissance de la Ligue: le cordier du village de Slatina, district de Lovetch, tué; Petko Ouzounoff, de Lovetch, tué; 6 personnes du village de Raduvéni dont l'ancien maire V. Karadjoff, enlevées et emmenées on ne sait où — «disparues sans traces»; 10 personnes du village de Slatina et quatre autres de Lovetch, arrêtées: on parle encore de beaucoup d'autres cas de «fuites» et de «disparitions sans traces».

Sous le régime du Zgovor, on exerce des violences particulièrement brutales contre les détenus politiques. Dans

les colonnes de ce journal ont été souvent exposés des cas de persécutions sadiques, comme récemment celui contre des jeunes gens arrêtés à Plovdiv, accusés de participation à des organisations conspiratives; tous les «accusés», au nombre de trente-quatre, déclarèrent au tribunal qu'ils furent battus et torturés le plus cruellement, que tous leurs «aveux» devant les autorités policières et devant les juges d'instruction leur furent arrachés par la violence — mais tout cela n'a pas empêché le tribunal à condamner deux jeunes gens à mort et environ vingt autres à de lourdes peines.

Des milliers de détenus politiques gémissent dans les cachots obscurs de la Bulgarie zgovoriste, soumis à un régime affreux, pire que celui des criminels de droit commun, tandis que leurs familles sont privées de leurs soutiens et vivent dans la plus profonde misère.

Afin de caractériser la situation insupportable dans laquelle se trouvent les victimes de la dictature fasciste, rappelons les traits essentiels de l'Appel que le Comité des familles éprouvées adressa au président du Sobranié, aux rédactions de tous les journaux, aux groupements politiques et aux représentants de différentes associations culturelles et de bienfaisance (Voir *Féd. Balk. Nr. 79 — La Réd.*). On y décrit la situation des familles des détenus politiques, des émigrés politiques, des disparus «sans traces» et de toutes les victimes de la terreur blanche, et ces familles se débattent dans la misère, la faim, la dégénération. Et le Comité prie tous les militants humanitaires d'intervenir, au nom du devoir envers les générations nouvelles, au nom de l'humanité et de la justice, pour une amnistie intégrale et sans conditions, pour l'annulation de la loi pour la Défense de l'Etat, de cette loi ignoble et anti-constitutionnelle, pour un secours d'Etat aux victimes de la terreur blanche, et pour la protection des droits et des libertés du citoyen, pour faire rétablir enfin la vie normale en Bulgarie.

Les militants humanitaires entendront-ils la voix des victimes de la terreur blanche en Bulgarie?

D. Vlakhoff

En Roumanie, situation toujours trouble et imprécise

Dans les desseins de M. Bratiano, le coup porté par l'arrestation de M. Manoïlesco et son envoi devant le conseil de guerre devait atteindre deux buts: d'abord, forcer les partis politiques à se prononcer d'une manière claire et définitive dans la question dynastique, et ensuite au cas où ce but n'aurait pas été atteint ou que le parti National-Tsaranieste se serait prononcé contre la Régence, empêcher, par la terrorisation, l'«Assemblée Nationale» de Alba-Julia. Il faut constater qu'aucun de ces buts n'a été atteint.

Les rapports entre les partis et leur attitude dans la question dynastique et celle de la Régence, au lieu de s'être clarifiés et précisés, se sont plus encore obscurcis. Lesquels des partis sont-ils «carlistes», et qu'est-ce qu'ils poursuivent? Voilà une question à laquelle le gouvernement, malgré sa provocation retentissante, n'a pas obtenu une réponse claire, et à laquelle on ne peut pas répondre encore. Le «Parti du Peuple» paraissait le plus engagé dans la question Carol. Or, dans son discours au Sénat, le général Averesco a abandonné définitivement M. Manoïlesco. «M. Manoïlesco, a-t-il déclaré, a fait ce qu'il a fait non pas comme exposant de notre parti». Qu'est-ce que le général Averesco poursuit par cet abandon, par ce lâchage honteux et lâche de son ami et messager carliste? Regagner la confiance de M. Bratiano, qui s'est montré l'homme tout-puissant? Il paraît. Et cela d'autant plus que nous constatons que dans son discours le général s'est mis dans la position de... défenseur de la Régence, accusant précisément M. Bratiano que lui, par sa politique de dictature, la compromet et met par là en danger l'institution de la monarchie elle-même.

L'attitude du parti National-Tsaranieste n'est pas, elle non plus, plus claire après la provocation Manoïlesco. Au contraire. Dans son discours à la Chambre, le chef du parti, M. Maniu, s'est déclaré contre la mise immédiate à l'ordre du jour de la question Carol, mais a admis en principe la possibilité de la réouverture de cette question «au moment opportun». En même temps, il a nié que son parti aurait invité Carol à faire valoir ses prétentions au trône. Une attitude donc de pour-et-contre. Plus précis a été M. Vaida-Voevod, vice-président du P.N.-Ts., dans son interview accordé à l'«Adeverul». Quoiqu'il déclare qu'il s'adresserait à Carol Caraïman, s'il le rencontrait à Paris, avec le titre de «Majesté», M. Vaida lui dirait pourtant: «Vous êtes oublié». «Mais, poursuit M. Vaida dans son interview, qui peut garantir que, si la vie économique continue à être étranglée (par les libéraux), la magistrature à être violentée,

si la mauvaise administration persiste, et si, en même temps, celui qui est absent (Carol) continue à être diffamé, qui peut garantir que ne se produiront à l'avenir des courants non pas pour la révision de l'acte intangible du 4 janvier, mais, par exemple, dans le cas d'une regrettable démission d'un des hauts régentes, pour le remplacement du démissionnaire par la personne dont il est interdit de prononcer le nom? Comme on le voit, un langage obscur, destiné à cacher et non pas à éclaircir la pensée.

Mais si les chefs du P.N.-Ts. se refusent à s'exprimer ouvertement et d'une manière décidée dans la question du changement dynastique, ils se donnent toutes les peines du monde pour se faire comprendre quant à celle du changement... du gouvernement. C'est l'interview de M. Vaïda qui nous le montre. Entente avec les libéraux? «Mais si! Qui peut manquer tellement de patriotisme pour ne pas le désirer? Mais... Il y a un grand «mais» ici. Si le gouvernement (de M. Bratiano) n'a aucune cohésion intérieure, et si le parti libéral ne dispose pas de la sympathie publique, il pourra alors assurer la tranquillité du pays par une simple intervention des rôles, en passant dans l'opposition et en collaborant dans l'opposition avec le parti national-paysan...»

Il est donc clair: dans la question Carol, une attitude ambiguë, mais — si vous nous cédez le gouvernement, alors nous vous laissons en paix et nous reconnaissons l'ordre constitutionnel en vigueur. Tout comme l'argent, le pouvoir n'a pas pour messieurs les nationaux-tsaranistes de l'odeur, indifféremment qui le leur donne: Carol ou Bratiano.

Mais si quelqu'un doute encore de ce que la question dynastique n'est pour les chefs nationaux-tsaranistes qu'un moyen pour extorquer le pouvoir des mains de la Régence et des libéraux, il se convaincra définitivement du bien-fondé de nos affirmations quand il saura ce que dit un autre chef du P.N.-Ts., M. Const. Stere. Dans un interview publié dans l'«Adeverul» il dit vertement que toute la question (la crise dynastique) n'est qu'un prétexte, un moyen pour dénaturer le sens vrai de nos luttes politiques et jeter un voile sur les buts réels poursuivis par les combattants... Pour M. Bratiano, la question dynastique n'est qu'un prétexte destiné à justifier sa toute-puissance personnelle. Et quelques adversaires du régime de M. Bratiano ne voient, eux aussi, dans cette question qu'une arme de lutte désespérée contre un despotisme odieux.

Les affirmations de M. Stere ne sont qu'à demi vraies. Il est vrai que, au moins pour le moment, la question dynastique n'est pour les chefs nationaux-tsaranistes qu'une arme politique de lutte contre le monopole bratiano et pour forcer les libéraux à accepter les chefs nationaux-tsaranistes aussi au partage du pouvoir et des richesses du pays. En fait, ils ne veulent pas s'engager sérieusement dans la voie carliste pour l'amour de Carol. Pendant qu'à Paris ils incitent discrètement le prince noceur à revendiquer le trône, à Bucarest ils jurent par tous les saints, parce qu'ils redoutent comme le tonnerre la vengeance des bratianoistes, qu'ils ne poursuivent pas du tout une «révolution» carliste. Tout comme Averesco a lâché Manoilescu, redoutant les libéraux, de même les nationaux-tsaranistes ont lâché Carol, l'abjurant comme le Diable quand ils ont vu les libéraux leur montrer le poing et... Jilava. Ce qui a eu une conséquence picante aussi: Carol, qui s'est vu lâché, s'est hâté à abattre le jeu en dénonçant dans l'«Intransigeant» qu'il n'a pas pensé à poser la question de ses droits au trône, mais que depuis trois mois il est prié par les chefs de certains partis, particulièrement par les chefs paysans, de faire valoir ses droits, et il a fini par se laisser convaincre.

Il est donc clair que les nationaux-tsaranistes, comme nous l'avons souligné, ne voient pour le moment dans la question Carol qu'un moyen de lutte contre M. Bratiano.

Mais l'autre moitié des affirmations de M. Stere, disant que pour M. Bratiano aussi la question n'est qu'un prétexte pour justifier sa toute-puissance personnelle, n'est pas si vraie. M. Bratiano redoute réellement un mouvement carliste. Un tel mouvement a jeté déjà des racines, indépendamment des intrigues nationales-tsaranistes, dans l'armée et dans tout l'appareil de l'Etat, jusqu'à présent des facteurs sûrs entre les mains des libéraux et sans la confiance desquels la dictature de ceux-ci devient incertaine. Puis, le carlisme, comme mouvement fasciste spécifique de la Roumanie, a des possibilités de jeter des racines aussi dans les couches petites-bourgeoises et d'une certaine partie de la paysannerie. De ce point de vue, du point de vue d'un carlisme de masse, les libéraux ont toutes les raisons d'avoir peur, d'être en panique. Et le carlisme, une fois devenu une force de masse, attirera, groupera autour de son axe les nationaux-tsaranistes eux-mêmes, qui, aujourd'hui, balancent entre oui et non.

Et c'est là le grand danger pour la lutte d'émancipation du peuple roumain et des autres peuples de la Roumanie. Les nationaux-tsaranistes, par leur politique, provoquent de la confusion dans le sein des masses, sèment et renforcent des illusions, l'illusion notamment qu'il est suffisant que Bratiano s'en aille en leur laissant à eux la place, pour que tout change radicalement. Et comme Bratiano ne veut pas leur céder la place de bon gré, comme il ne veut pas se suicider par persuasion, alors... que Carol vienne l'y forcer, le chasser. Le danger le plus grand est que, au lieu que la lutte des masses prenne le chemin d'une lutte tant contre les libéraux et leur Régence, que contre les carlistes et leur roi noceur, au lieu que la lutte prenne le chemin d'une lutte pour la République, pour un gouvernement ouvrier-paysan, les aspirations des masses, par la démagogie des nationaux-tsaranistes, peuvent prendre le chemin du carlisme.

On ne peut donc attendre de la part des nationaux-tsaranistes, dans aucun cas, le salut. Même s'ils ne se mettent pas à la tête du carlisme — et il est possible qu'ils n'y se mettront pas par peur des libéraux et de leurs Jilava et conseil de guerre, — même alors, les nationaux-tsaranistes ne sont pas capables de donner aux masses une direction juste, la direction vers la République, parce qu'ils savent que cela présuppose, dans les conditions actuelles de la Roumanie, un mouvement révolutionnaire, et ils redoutent la révolution peut-être plus encore que les libéraux eux-mêmes, auteurs maintes fois de coups d'Etat. Entre le carlisme et l'entente avec les libéraux — tel est le chemin politique des nationaux-tsaranistes.

Mais le chemin des masses travailleuses, pour l'émancipation de toute dictature politique, de toute oppression, de tout asservissement économique et social, ne peut être que celui de la République et du Gouvernement des Ouvriers et Paysans.

I. Mateescu

De nouveaux procès carlistes à l'horizon

Malgré les mesures prises par le gouvernement Bratiano pour «interdire» et empêcher la discussion autour de la question dynastique, cette discussion s'est élargie et répandue de plus en plus, et bat maintenant son plein. Chaque expression publique dans cette question «interdite», précisément parce qu'elle est interdite, acquiert l'importance d'un événement, la saveur d'une sensation. Une telle sensation a été provoquée par un article du professeur Ghiulea paru dans l'officieux national-tsaraniste «Dreptarea». L'article est intitulé «Le Dictateur» et vise à préciser que la question dynastique n'est pas une question Carol, mais une question Bratiano. Mais la grande qualité de l'article est qu'il nomme les choses de leurs vrais noms. Jusqu'à présent, dit M. Ghiulea, Bratiano a pu imposer son régime de dictature, parce qu'il «avait pris comme gérant de ses gouvernements abusifs le roi Ferdinand, le forgeron de la Grande-Roumanie». — «Mais à quel prix?» se demande le professeur national-tsaraniste. Et il répond: au prix de la compromission de la dynastie et de l'institution monarchique dans le cœur du peuple. «Mais aujourd'hui la situation n'est plus la même. M. Bratiano ne peut plus se cacher. La Régence ne peut pas, n'a pas de quoi garantir la dictature de M. Bratiano. Le parlement élu par des fraudes n'a pas le prestige suffisant pour donner une forme constitutionnelle à toutes ses actions illégales et injustes. M. Bratiano est démasqué.»

Tout cela est bien et joliment dit. Mais la grande question se pose maintenant du: que faire? Et ici M. Ghiulea bredouille. A une question tellement grande, il ne trouve qu'une réponse vraiment piteuse. «Dans quatre ans, à l'expiration du mandat du parlement actuel», à la fin de la législature en cours, M. Bratiano sera forcé de se déclarer «ouvertement» dictateur. A vrai dire, nous ne comprenons pas ce que M. Ghiulea veut dire par cela. Est-ce que la dictature bratiano n'est-elle pas assez «ouverte» à présent même? Est-ce qu'il y a quelqu'un qui en doute encore? Mais supposons qu'il y en ait encore. Dans quatre ans, M. Bratiano peut faire de nouveau des élections par des fraudes. Et alors, le jeu, ce jeu sanglant, va recommencer de nouveau, — d'après les calculs de M. Ghiulea même, pour quatre autres années.

Il paraît donc que l'on ne voit pas trop d'où viendrait le salut. Mais M. Ghiulea en trouve un. La Régence. Dans quatre années, M. Ghiulea attend un... conflit entre Bratiano et la Régence. Nous ne voyons pas bien d'où pourrait jaillir le conflit sauveur, puisque la Régence est constituée par les hommes de confiance des libéraux. Mais, suivons M. Ghiulea. Dans ce conflit, la Régence ne pourra

pas disposer de la force armée... qui (grâce aux mesures de «purification» et de corruption que M. Bratiano prend dès à présent) sera l'exécutrice de la volonté et des ordres de M. Bratiano. Et alors? Voici maintenant la «solution» de l'honorable professeur: «Si la Régence s'incline, M. Bratiano reste le Dictateur de Sa Majesté, si la Régence s'en va, alors M. Bratiano devient le Président de la République Roumaine, une république bien-entendu de nature mexicaine.»

Ainsi donc, d'après M. Ghiulea, l'avenir de la Roumanie, quelles que soient les voies qu'il prendra, est condamné à rester en tout cas bratianoiste... Triste avenir!... Seulement, et personnellement pour M. Bratiano, M. Ghiulea prévoit une... fin tragique: «Mis en pièces par la bombe d'un anarchiste, déperé dans une prison révolutionnaire, ou déporté par un ennemi du pays qui nous aurait vaincus et conquis.»

Donc, par la mort de M. Bratiano, l'histoire de la Roumanie est-elle finie?... M. Ghiulea n'a donc pas de perspective de salut pour le peuple roumain?

Pourtant, pour cet article, M. Ghiulea va être traduit devant la Commission disciplinaire du Ministère de l'instruction publique pour être chassé de l'enseignement. Mais il n'existe aucun doute que ce procès, comme tant d'autres préparé par la réaction pour juguler la discussion autour de la crise de l'Etat, au lieu d'étouffer le mouvement et le bouil-

lonement va les renforcer plus encore. Mais pour nous, il est de notre devoir de ne pas manquer de souligner, que M. Ghiulea, tout comme ses collègues de la direction du parti National-Tsariste, prouve et témoigne dans son article une complète impuissance, devant la difficile et grave situation de la Roumanie. La «mise en pièces de M. Bratiano» dans un avenir plus éloigné que proche... le plus tôt dans quatre années... est-elle une solution qui puisse sauver le peuple roumain de la dictature financière sous laquelle il gémit? Pas du tout! La seule solution ne peut être que la levée du peuple et le balaiement de la dictature bratianoiste, mais non pas pour la remplacer par une autre dictature carliste, mais pour mettre à sa place le règne du peuple travailleur sous la forme d'une République des Ouvriers et Paysans. Quiconque se garde de poser cette question, de la poser ainsi, et se berce dans les illusions de la Régence et des bombes d'anarchistes, ne mérite pas de se nommer chef de la paysannerie, est un charlatan et un lâche traître aux intérêts vitaux des paysans.

C'est seulement la République des Ouvriers et Paysans de la Roumanie, dans le cadre de la Fédération des Républiques Balkaniques, qui est le mot d'ordre sous lequel les masses peuvent conquérir leur libération de la dictature bratianoiste et de toute autre forme de dictature capitaliste.

Delablaj

La réaction intensifiée en Macédoine Violences iniques — actions de démoralisation — tueries

Lettre de Belgrade.

Tous les Macédoniens ici sont soumis à un régime d'exception. Il en est de même des émigrants bulgares. Les uns et les autres sont traqués par la police. Il y a quelques jours, des agents se rendaient de maison en maison et demandaient aux propriétaires s'ils avaient chez eux des locataires macédoniens. On recherche des Macédoniens dans les ateliers et dans les magasins aussi. On n'exclue pas des persécutions même ceux des Macédoniens qui passaient pour des serbo-philés sous le régime turc. Rien n'y fait. Dit-on qu'on est Macédonien, on est suspect.

Pendant les jours qui suivirent l'attentat de Chtip, la police organisa ici une intensive chasse aux Macédoniens. La Glavniatcha (la prison trop célèbre de Belgrade) est remplie de petits artisans arrivés de la Macédoine occidentale. Il a été interdit aux Macédoniens de vendre dans les rues des gâteaux, des croissants, des sucreries etc. Un grand nombre d'eux sont donc actuellement sans travail. Ils n'ont rien pour vivre, et un morne désespoir s'est emparé d'eux et de leurs familles.

De terribles nouvelles parviennent de la Macédoine. La situation y a empiré. On y reconte partout des agents de police et des patrouilles de soldats. On demande à tout le monde des cartes d'identité. C'est l'état de siège dans toute sa rigueur. Dans les trains de Scopié à Belgrade, tous les voyageurs sont obligés à exhiber 4 à 5 fois leurs cartes d'identité et tout voyageur macédonien est soumis à un contrôle rigoureux.

On a arrêté environ 250 personnes à Chtip, dont même le professeur Slavko Nedkoff, marié à une Serbe et qui passait pour un ami intime de Jika Lazitch, le tristement célèbre chef de la Sûreté Générale de Belgrade. Quelques uns seulement de ces arrêtés ont été remis en liberté.

Après le premier des attentats, plusieurs paysans du village de Klissoura furent arrêtés, et l'un d'eux fut tué.

Quoique les «autonomistes» de Sofia aient eux-mêmes reconnu l'attentat de Guévguéli, ainsi que les autres attentats, comme leurs propres actes, on détient toujours encore dans la prison de la même ville le pharmacien Tachko Anastassiévitch, Macédonien serbisant depuis le temps même du régime turc, puis Mito Hadji Nakoff, riche commerçant, et plusieurs autres.

Partout en Macédoine ont lieu des meetings: à Chtip, à Radoviche, à Kotchani, à Koumanovo, à Vélés, à Scopié, à Kavardarsi, à Prilep et ailleurs. Ils sont convoqués sur l'ordre des autorités locales qui en désignent aussi les orateurs. Ceux-ci sont ordinairement des citoyens en vue qui étaient des militants, des patriotes et des révolutionnaires bien connus au temps même du régime turc. Les autorités serbes leurs dictent ce qu'ils doivent dire. Et, à la fin, on lit une résolution, rédigée à l'avance dans les bureaux du Zoupan, et, après être «acceptée» par les assistants, on

l'envoie au gouvernement et à la presse de Belgrade. Toutes ces résolutions ont au fond une même tendance: que les Macédoniens sont des Serbes, qu'ils jouissent de toutes les libertés, qu'ils sont heureux sous le régime actuel, et qu'ils protestent contre les malfaiteurs de Sofia qui, par leurs attentats, troublent la paix. Ils exigent la dispersion du comité macédonien et insistent pour des mesures sévères contre la Bulgarie officielle.

Dans beaucoup d'endroits cependant, plusieurs parmi ceux «invités» à tenir de pareils discours aux dits meetings, s'y sont refusés.

La presse chauvine invente divers discours qui soi-disant auraient été prononcés dans ces meetings. Elle publie en général des nouvelles absolument mensongères et tenancieuses de la Macédoine. Elle a par exemple publié qu'à Chtip, par suite de la grande affliction produite par la mort du général Kovatchévitch, que tous considéraient comme un «père», on ferma les magasins pendant deux jours, en signe de deuil. La vérité, cependant, est que le marché entier resta fermé pendant une semaine entière à la suite de l'effroi et de la peur de la population, tout comme pendant les massacres sous le régime des sultans. Un autre exemple: 200 personnes assistèrent au meeting de Prilep, tandis que les journaux annonçaient le nombre de 5000. Dans les villages, la situation est plus terrible encore. Des emprisonnements en masse et des bastonnades sont à l'ordre du jour. Il est impossible d'énumérer toutes les terreurs auxquelles sont soumis les malheureux Macédoniens.

Belevsky

*
Lettre de Chtip.

Le fléau sanglant dans le district de Bregalnitsa sévit avec toujours plus de férocité. La terreur ne connaît plus de limites.

Chtip est encore cerné par des gendarmes et des troupes, qui patrouillent aussi sans cesse dans les rues de la ville, terrorisant tous les habitants. Plus de 150 citoyens, la plupart de tout jeunes gens, gémissent dans les prisons. Les autorités savent fort bien que ces personnes n'ont eu rien de commun avec les attentats perpétrés, mais les tyrans sanglants ont décidé de profiter de cette bonne aubaine pour briser toute velléité de protestation de la population contre l'arbitraire et la terreur. Dans les villages et les vallées des alentours circulent des patrouilles qui, d'après toutes les rumeurs, commettent les pires iniquités et crimes — mais à cause de la situation d'exception on ne peut pas en établir les preuves.

Le 31 octobre, la nuit, ont été assassinés, sur le pont entre Chtip et Novo-Selo, Miché Gavriloff et son fils Christo, père et frère d'Ivan Mikhaïloff, de l'ORIM verkhoviste. Tout le monde affirme ici qu'ils ont été assassinés par l'ordre exprès du Zoupan, le lieutenant colonel Mikhaïlovitch.

Sans aucun prétexte, le jour même de leur assassinat, Miché Gavriloff et son fils Christo avaient été arrêtés à Chtip, alors qu'ils rentraient chez eux vers les 5 heures de leur magasin, et ils ont été relâchés plusieurs heures plus tard, en pleine nuit... pour que les ténèbres facilitent le crime de leurs agresseurs. Ils sont les premières victimes de la liste noire, dressée par les autorités... pour venger l'assassinat du général Kovatchévitch. Et tout ceci, par ordre supérieur du fameux Zoupan Matkovitch et de la «Bela Rouka», la «Main Blanche».

Une terrible panique s'est emparé de toute la population macédonienne et chacun se demande quand viendra son tour d'être assommé par la furieuse vague sanglante.

* Bregalnichki

Lettre de Scopié.

Les attaques des comitadjis se sont arrêtées. Les fracas des bombes et des revolvers ne se font plus entendre. Les criminels se sont retirés en lieu sûr, derrière les frontières. Mais pour nous, ici, après le «travail» des criminels, commencent les souffrances et les persécutions atroces. Quoique les oppresseurs de Belgrade sachent fort bien que les attaques et les attentats ont été perpétrés par des étrangers, par ordre étranger, et dans l'intérêt d'une action étrangère, ils ne lâchent pas l'occasion de profiter de l'atmosphère créée pour asséner encore un coup à la population macédonienne.

Un grand nombre de Macédoniens, des paysans, des citoyens, hommes, femmes, furent jetés dans les prisons. Bien peu nombreux sont ceux qui, après avoir été battus et torturés, eurent l'heur d'être mis en liberté au bout de plusieurs jours de prisons. En maints endroits, à Chtip par exemple, des familles entières sont arrêtées. On emprisonne et on persécute ceux qui se sont pas des partisans déclarés et actifs du gouvernement. Toute la population de par sa nationalité macédonienne, est une épine aux yeux des oppresseurs.

Mais il y a encore un malheur plus terrible que la sanglante terreur physique, c'est: l'oppression morale et l'humiliation, cette oppression terrible qu'on exerce sur l'âme des Macédoniens: des meetings commandés, et l'humiliation et la déchéance de ceux que l'on oblige à tenir dans ces réunions des discours de grâce à l'adresse du gouvernement serbe.

De parails meetings ont eu lieu dans presque toutes les villes de la Macédoine. Des agents de police faisaient des tournées spéciales et forçaient la population à se rendre à ces démonstrations commandées, et des maires, des citoyens et des paysans en vue, des Macédoniens honnêtes, ont été forcés à organiser ces meetings. Dans toutes ces villes, on a forcé des anciens militants populaires macédoniens, des révolutionnaires dévoués et respectés, à tenir de ces discours contre leurs convictions, à louer leurs bourreaux! à jurer de leurs sentiments serbes, de leur origine purement serbe! à glorifier le roi Alexandre et le gouvernement de Belgrade, à louer un Etat qui les opprime, les emprisonne, les bat et les tue!

Tous les Macédoniens sont indignés des attentats provocateurs et des attaques des tchetnikis: ils expriment hautement cette indignation et désapprouvent les aspirations

criminelles de la bande des Protoguéroff. Mais la comédie humiliante des meetings n'atteint pas cette bande et les facteurs qui se trouvent derrière elle, mais la population macédonienne elle-même et ses désirs sacrés. Les tyrans veulent, au moyen de ces meetings, faire ce que les prisons et les persécutions ne sont pas en état de faire: démoraliser la population et la priver de sa foi en elle-même. En effet, c'est terrible que de voir des instituteurs populaires, des révolutionnaires et des militants respectés de tous, forcés à appeler, aujourd'hui, le peuple ignorant sur le chemin du serbisme et de la politique de rapine de Belgrade! Combien sont ceux qui saisiront cette tragédie? Et combien sont parmi ces orateurs ceux qui pourront se libérer de cette pente dangereuse et ne pas devenir, sous les menaces, des instruments des oppresseurs? N'avons-nous pas devant nos yeux les exemples des révolutionnaires et des militants d'hier qui sont aujourd'hui les plus grands agents de Belgrade en Macédoine et qui, par leurs actes, indignent tous les Macédoniens honnêtes?

C'est là une des conséquences des attentats criminels — une conséquence qui se fait ressentir lentement, mais qui introduit de grandes destructions dans l'âme populaire macédonienne. Le fait suivant prouve, par exemple, ce que cette oeuvre destructrice accompli: dans la Macédoine occidentale, où des attentats et des tchéts manquent, la population est sauvegardée, il n'y a presque pas de renégats et de traîtres, tandis qu'en Macédoine orientale, où des attaques des tchetnikis et des attentats ont lieu depuis quelques années, les renégats sont nombreux et la situation est actuellement telle qu'on n'ose même pas se confier à ses plus proches.

Cette situation doit préoccuper tous les Macédoniens, et surtout nous-autres ici, car elle se fait ressentir le plus douloureusement par nous. Il faut chercher des moyens de résistance. Le premier moyen en est l'organisation — nous devons élever notre Organisation Révolutionnaire comme résistance contre le poison de Belgrade et comme lutte pour la conquête de la Macédoine Libre.

* Orékhoff

D'une lettre de Gorna-Djoumaya.

Les bourreaux de Gorna Djoumaya se sont procuré une automobile moderne de prison. Pendant tout le jour, cette automobile se trouve dans le garage situé au dessous de l'ancienne direction de la Sûreté Générale, tout près de la place principale. Le soir, elle disparaît, quelque part. Elle revient quelques heures plus tard au garage. Au ronflement du moteur de cette automobile, tous les citoyens tressaillent de terreur, car ils savent que l'on tue à nouveau. Elle n'est employée que pour prendre les victimes de la prison et les emmener au lieu du supplice, aux bords de la rivière Strouma, non loin du village Gramada...

L'automobile se rend aussi aux autres arrondissements et même en Vielle-Bulgarie — elle emmène de partout du bétail humain, pour les assommer, pendant la nuit, à Gorna-Djoumaya, et les jeter ensuite dans la Strouma.

Et cela continue toujours, tous les soirs; mais littéralement tous les soirs; l'automobile ronfle et sème la mort et la terreur...

* X. Y. Z.

LA RÉACTION DANS LES BALKANS FAITS ET ÉVÉNEMENTS

Albanie:

La population refuse les billets de la Banque «Nationale». — La banque dite «Nationale» inspirait depuis longtemps de la méfiance à la population. C'est que cette banque n'est qu'une entreprise politico-financière italienne ayant pour but de mettre sous la tutelle du fascisme toute la vie économique de l'Albanie, ce qu'elle a d'ailleurs en majeure partie réussi à réaliser grâce au concours servile d'Ahmed Zogou. Or, la population albanaise refuse actuellement d'accepter les banknotes de cette banque «nationale» italienne. Et Ahmed Zogou s'est empressé d'édicter de lourdes peines contre tous ceux qui continueraient à les refuser.

Bulgarie:

Les persécutions ouvrières. — C'est de tous les coins de Bulgarie que parviennent des protestations contre les persécutions d'ouvriers et les dispersions des réunions ouvrières que le gouvernement du Zgovor perpète avec une

brutalité particulièrement renforcée ces derniers temps. Nous publions ci-dessous des extraits de quelques-unes de ces dépêches de protestation, adressées au ministre-président et au ministre de l'intérieur, avec copies aux journaux de gauche:

de Viddine: 8. novembre. «Aujourd'hui votre police a dispersé brutalement une réunion publique que nous tenions. Des gendarmes et des provocateurs arrêtaient et battaient tous ceux qui voulaient se rendre à la réunion... est-ce là votre démocratie?» — Signé: Le secrétaire de l'Union Agrarienne: Jordanoff; l'organisateur principal de la réunion: Verguil Dimoff; Bechkoff, député.

de Constantine: 10 novembre. «Aujourd'hui un détachement de la police a dispersé la réunion des Organisations du district dans le village de Bebrôvo, et il ne fut tenu aucun compte des protestations véhémentes du député Abadjieff. Nous protestons violemment

contre cet acte arbitraire. — Signé: pour le bureau des Organisations du district: Lijeff; le vice-président: Komitoff.

de Vratza: le 4 novembre: »La police, avec à sa tête le chef de poste Vitansky, a dispersé aujourd'hui, sans aucun motif, la réunion des organisations du district, sous les yeux mêmes du procureur et du préfet. Nous protestons avec violence contre ces arbitraires...« Signé: le député St. Karloff; Tsolo Liloff, président de l'Organisation agrarienne du district; Tséno Androff, président du Comité socialiste du district.

Etc., etc.

L'armée et la police ont bloqué Sliven. On y a défendu la réunion du parti ouvrier. Dans le district de Kustendil (dans les villages de Goranofsi, Politintsi, et autres) de nombreux paysans ont été arrêtés. Quatre ouvriers, ont été arrêtés à Haskovo. A Eski-Djoumaya, la réunion de l'association professionnelle a été dispersée et l'ouvrier G. Tcholakoff a été arrêté. Le fils de St. Spassoff a été cruellement battu dans le village de Mélané. A Bata-noftsi, le secrétaire de l'Organisation agrarienne a été cruellement maltraité. A Karayssen, un ouvrier a été battu féroceement. La terreur sanglante sévit partout sous les bottes fascistes.

(»Novini« du 4 novembre.)

Le Congrès Socialiste. — Le Congrès du parti socialiste bulgare qui vient d'avoir lieu a naturellement servi de prétexte à quelques violences gouvernementales supplémentaires. La dépêche suivante, adressée de Ferdinand au Congrès, en fait foi: »Privés par le régime sauvage du Zgovor de la liberté d'être parmi vous, ayant été arrêtés par la police et empêchés de partir, vous demandons de protester avec nous contre cette injustice. Levez haut le drapeau du Bloc de fer contre la tyrannie du Zgovor qui a foulé aux pieds toute liberté individuelle et sévit aujourd'hui«. Délégués du village Jivovtzi: Damianoff; de Ferdinand: Vlakowsky. La résolution votée par le Congrès constate la situation grave et la crise profonde dont souffre le pays, recommande, entre autres, comme remèdes, la lutte pour la restauration de la représentation proportionnelle par département, la lutte contre les impôts lourds et injustes, etc. Elle réclame l'amnistie large, proteste contre les persécutions des citoyens et des fonctionnaires pour leurs opinions politiques, contre la politique de persécution et de destruction du mouvement coopératif et professionnel, contre le régime exceptionnel et contre les organisations illégales.

Le Congrès des Syndicats Indépendants. — Les assises du premier Congrès des Syndicats Indépendants bulgares ont été convoquées pour les 6, 7, 8 et 9 courant. Après quatre ans de vie irrégulière, les organisations ouvrières vont reprendre une vie professionnelle normale et mener les luttes systématiques pour la défense des intérêts de la classe ouvrière opprimée si terriblement depuis quatre ans. Des organisations étrangères soeurs ont été invitées à participer aux travaux dudit congrès. A cette invitation, la C. G. T. U. a répondu en envoyant un représentant.

Grèce:

La répression anti-ouvrière. — La commission chargée d'organiser la répression du mouvement communiste, jusqu'ici légale, mais qui tend à frapper toute l'action ouvrière, a arrêté les termes de son rapport sous la présidence de M. Pétsas, commandant de la gendarmerie. M. Pétsas le soumettra à M. Zaimis, président du Conseil. On va juger à Athènes les trois ouvriers accusés d'avoir tué le nommé Patlacas lors de la bagarre devant la Bourse du Travail, le 19 octobre 1926, après la prise du pouvoir par le général Condylis. De nombreux témoins affirment que ce malheureux a été tué par les gendarmes, mais la cour a continué les poursuites malgré ces témoignages et le mouvement populaire de protestation. Il y a actuellement 80 ouvriers déportés dans les îles. Leur situation y est affreuse. Le gouvernement a refusé de leur allouer la modique somme de 10 drachmes réservée aux déportés politiques sur ces îlots où on meurt de faim. Le »Secours Rouge« grec a lancé un appel en faveur de ces malheureux.

Macédoine:

Le procès contre les étudiants. — Le procès contre les étudiants et citoyens arrêtés à Uskub après l'attentat de Ptchinia, sur la ligne Uskub-Vélès, va être jugé le 15 prochain. Sont accusés de »haute trahison« les personnes suivantes d'Uskub, Vélès, Istip, Guevguéli, Stroumitza, Monastir, Krouchévo et Prilep: Dimitri Guzeleff, étudiant en philosophie; Ivan Chopoff, menuisier; Jordan Sapoundjieff, étudiant en art dramatique; Dimitri Mezeff, fonctionnaire des

postes; Peter Hadji Pantevitch; Kiril Vangueloff, étudiant en pharmacie; Guéorgui Hadji Maneff, étudiant en droit; Hristo Hadji Kinoff, employé de commerce; Dimitri Chkatroff, étudiant polytechnique; Haralambi Foukaroff, ingénieur; Todor Gutcheff, étudiant en médecine; Boris Andréeff, étudiant vétérinaire; Serguui Bozdoff, étudiant en médecine; Manol Tchoutchkoff et Kiril Kouzmanoff, étudiants agronomes; Boris Izvetoff, étudiant en médecine; Blagoi Maneff, étudiant technicien; Todor Kristoff, étudiant en médecine; Strahil Ivanoff, étudiant forestier, et Kiril Karadjoff, étudiant des beaux-arts.

C'est pour avoir participé à des associations travaillant pour l'indépendance de la Macédoine et la Fédération balkanique que ces jeunes gens sont traduits devant les tribunaux des bourreaux serbes, sous l'infâme accusation d'avoir participé aux attentats commis en réalité par des provocateurs à Ptchinia, au début de juin dernier.

Roumanie:

Le martyr humain en Dobroudja. — Les journaux publient les détails des actes de terreur et de violence perpétrés dans la Dobroudja du sud par les colons roumains contre la population autochtone. Et les autorités roumaines les encouragent et les aident de leur mieux. Le »Wiener Allgemeine Zeitung« publie une dépêche de Sofia du 13 novembre, qui donne les détails suivants: un colon a été tué par un inconnu, et sous le prétexte que ce meurtre aurait été commis par les habitants du village de Kazimir, tous les hommes dudit village ont été soumis à une inquisition terrible. Les notables du villages ont été liés ensemble par un groupe de colons et conduits à l'administration où ils ont été cruellement torturés. Un certain Demeter Koleff, fut pendu par les pieds, les mains liées, la tête en bas, et de la paille a été allumée sous son visage. Les paysans du village de Sarsanlar et d'autres localités ont dû subir de similaires tortures, et les autorités ne bronchèrent pas. Les victimes se chiffrent par centaines.

La corruption de la justice. — Deux procès sensationnels devant les cours martiales de Cronstadt et de Bucarest ont à nouveau révélé la corruption de la justice roumaine. Le chef du parquet militaire, le commissaire royal commandant Cristea, avait accusé Mme Eugénie Novak, la fiancée d'un détenu politique, pour offenses et insultes contre lui en exercice de fonctions, Mme Novak, au cours du procès contre son fiancé, ayant déclaré que Cristea avait essayé de lui soutirer de l'argent en lui promettant l'acquiescement de son fiancé. Après une longue détention préventive, vint le procès, et Mme Novak réussit à prouver ses assertions. Là-dessus, elle fut acquittée. Il en fut de même du capitaine Banu qui avait publiquement accusé Cristea de chantage et qui, accusé pour offenses et insultes contre un supérieur hiérarchique, fut également acquitté. Toute la presse de gauche relève à cette occasion toute la corruption de la justice militaire et en demande l'abolition immédiate. Et cependant, ce commandant Cristea vient d'être promu lieutenant-colonel!

L'utilité des conseils de guerre. — Le conseil de guerre de Jassy vient de condamner à 15 jours de prison, M. Amarteu, de Soroca, pour avoir pénétré dans un bureau de la mairie sans se découvrir, alors que sur le mur était accroché le portrait du roi. Il est à noter que M. Amarteu subit d'abord le réglementaire »passage à tabac«, et est resté plusieurs mois en prison préventive.

L'échec de la colonisation aux frontières. — Le gouvernement roumain poursuit depuis quelques années une large politique de »roumanisation des frontières«. Cette politique prend, selon les contrées, des formes différentes. Pour les frontières hongroise et yougoslave, dont nous allons nous occuper ici, furent employés les paysans sans terre de Transylvanie et de l'ancien royaume. On leur a distribué des terres pierreuses et infertiles. On leur a pris 12.000 leis par wagon pour le transport de leurs biens qui, bien souvent, n'en valaient pas tant. Les colons sont donc arrivés sur place endettés déjà par le transport. Il leur manqua ensuite tout moyen d'installation, tout cheptel et tout outil. Le gouvernement ne leur accorda aucune aide pour bâtir leurs maisons. Ils furent donc obligés de se construire eux-mêmes des huttes de boue où ils logent dans des villages où les autochtones, paysans allemands, hongrois ou serbes, possèdent des maisons modernes et aisées. Il y a ainsi 1.500 colons dans la province du Banat, et ils y vivent dans les conditions les plus misérables. Dans certaines communes, par exemple à Ivanov, les colons ont été réduits à céder la moitié de leurs terres aux paysans allemands ou serbes autochtones afin de pouvoir régler leurs dettes.

Yugoslavie:

La situation de Vouyovitch et Koussovatz. — Des nouvelles encore inquiétantes ont été reçues en ce qui concerne la situation de Koussovatz et Vouyovitch. Après un transfert dans une autre prison, ils ont été réintégrés à la Glavniatcha, dans des cellules en béton, où il y a plusieurs centimètres d'eau. Sans lit, sans couvertures, ils y souffrent affreusement du froid. Vouyovitch en est tombé gravement malade. Tout son corps est enflé, ses doigts sont tout bleuis, son regard est voilé et sa voix tremble. Et pourtant c'était un homme d'une santé brillante!

Famine au Monténégro. — A la Skoupchtina, le député Chaoulitch a adressé, le 3 novembre, au président du Conseil, une interpellation concernant l'état économique effroyable de la population du Monténégro. Il y constate que seule une aide immédiate et efficace pourra éviter la mort de faim en masse, et il s'indigne qu'on ne l'ait pas encore fait. L'hiver et le froid aggraveront la situation de la population et empêcheront même le transport des vivres. M. Chaoulitch demande donc que le gouvernement prenne tout de suite des mesures suffisantes pour remédier à la situation. Il faut remarquer que la crise économique du Monténégro est depuis longtemps déjà devenue chronique. Elle n'est autre chose que le résultat inévitable du système économique imposé au pays par le gouvernement annexionniste de Belgrade.

Nouvelles arrestations. — La police a procédé, à la fin du mois d'octobre, à de nombreuses arrestations et perquisitions dans les milieux intellectuels et ouvriers de Bel-

grade. Plus de 35 personnes ont été arrêtées, notamment: Kerchovani, journaliste, Dr. Schlesinger, Dr. Markovitch, conseiller municipal; Paul Kovatchévitch, Sima Milouche, Nikola Kotour, étudiant, et d'autres intellectuels et ouvriers. La police prétend avoir découvert «une organisation communiste, qui n'avait pas encore commencé à fonctionner». Pourquoi n'avoir pas découvert «une organisation qui n'avait pas encore été formée»?

Une accusation contre M. Voukitchévitch. — MM. Raditch, Pribitchévitch et Yovanovitch ont présenté à la Skoupchtina une accusation contre M. Voukitchévitch au sujet de la terreure électorale. M. Voukitchévitch a répondu le 29 octobre. De vives discussions ont eu lieu. Il est intéressant que M. Raditch a attaqué non seulement les radicaux, mais aussi les démocrates, disant qu'il n'y a pas de différence entre les radicaux et les démocrates, que ces deux partis ont des idées turques sur l'Etat, et que tout le problème, pour eux, se pose dans cette question: «Qui aura le pouvoir?» En signe de démonstration, M. Davidovitch a quitté la séance de la Skoupchtina au cours de ce discours de M. Raditch. Trente six orateurs de l'opposition se sont fait inscrire pour parler au sujet de l'accusation contre M. Voukitchévitch.

Nouveau procès politique. — Le 31 octobre a eu lieu à Belgrade le procès contre Stokitch, Mikhaïlovitch et Khorway, inculpés de propagande communiste. Depuis sept mois, ils sont arrêtés. On les accuse d'avoir diffusé le journal illégal «Le Jeune Bolchévik». C'est seulement maintenant qu'ils sont déférés au tribunal. Stokitch et Khorway ont été condamnés à un an de prison, Mikhaïlovitch a été libéré à cause du manque absolu de preuves.

DIE BALKAN-FÖDERATION

HALBMONATLICHE ZEITSCHRIFT

ORGAN DER NATIONALEN MINDERHEITEN UND UNTERDRÜCKTEN VÖLKER DES BALKANS

ERSCHEINEND IN ALLEN BALKANSPRACHEN

UNSERE ENQUETE

BEI DEN POLITISCHEN UND LITERARISCHEN PERSÖNLICHKEITEN EUROPAS
ÜBER
DIE BALKAN-FÖDERATION

Erich Mühsam

Erich Mühsam ist geboren am 6. April 1878. Er besuchte das Gymnasium; dann erlernte er den Apothekerberuf. Seit 1901 freier Schriftsteller. Verfasser dichterischer und polemischer Werke. Frühzeitig tätig in der revolutionären proletarischen Bewegung als kommunistischer Anarchist. Etliche politische Prozesse, so z. B. 1910 wegen des Versuches, das sogenannte Lumpenproletariat revolutionär zu organisieren. Während des Krieges subversive Tätigkeit, später Zwangsaufenthalt. 1918 Beteiligung an der bayrischen Revolution, 1919 Mitglied des Zentralrates der bayrischen Räterepublik. Vom Standgericht zu 15 Jahren Festung verurteilt, davon über 5 Jahre verbüsst. Seit 1925 rednerische und schriftstellerische Agitationsarbeit für die anarchistische Idee, die proletarische Revolution und die Fürsorge für die politischen Gefangenen. Begründer und Herausgeber der revolutionären Monatsschrift „Fanal“.

Kein Winkel der Erde hat in so nachhaltiger und so barbarischer Weise den Schauplatz imperialistischer Macht- und Konkurrenzkämpfe abgeben müssen wie der Balkan. Seit über 15 Jahren sind die maßlos gequälten Völker der Halbinsel ununterbrochen die Opfer von Kriegen, Ausplünderungen, Verfolgungen und Dezimierungen. Die geographische Lage als europäisches Außenfort vor den Küsten Asiens und Afrikas, die wirtschaftliche Struktur und die ethnologische und kulturelle Mannigfaltigkeit des Balkans lassen, solange kapitalistische Interessen das Leben der Völker und die Einrichtungen der Länder bestimmen, eine Konsolidierung der Zustände im Sinne der Regelung nach nationalen Notwendigkeiten nicht zu. Jeder Eingriff der europäischen Diplomatie in die Angelegenheiten der Balkanvölker mit willkürlichen Grenzziehungen und Einsetzung aufoktrozierter Dynastien, hat statt Frieden Wirrnis und Entfremdung unter die Balkanvölker getragen; ebenso der Berliner Kongreß 1878 wie die lächerlichen Entscheidungen

der Kabinette nach den Balkankriegen 1912 und 1913, und erst recht die sogenannten Friedensverträge nach dem Weltkrieg, bei denen die Bedürfnisse der beteiligten Völker schon überhaupt keine Rolle mehr spielten, sondern lediglich nach den Handelskalkulationen der imperialistischen Großmächte über die Bevölkerungen verfügt wurde. Nirgends sind die humanitären Redensarten von Gerechtigkeit und Freiheit, mit denen die brutalen Vergewaltigungen umkleidet wurden, so klar als ruchloser Betrug erkennbar wie bei der diktierten Nationalitätenregelung am Balkan, nirgends auch hat der Abschluß des Krieges so wenig Aehnlichkeit mit der Herstellung des Friedens wie dort. Die Mazedonier, Albanier, Bessarabier usw. sind zu neuen Kriegen förmlich verurteilt worden.

Ein großer Teil der Balkanvölker ist in fremde Staatsgrenzen gegen ihren Willen und gegen ihr Interesse hineingezwungen worden. Die Regierungen der Balkanstaaten aber vertreten mit robuster Schamlosigkeit ausschließlich die Interessen der Grundbesitzer und der von den europäischen, insonderheit britischen Großkapitalisten abhängigen Arbeiterschöpfern. Leiden schon die einheimischen Proletarier und Bauern Bulgariens, Rumäniens, Serbiens entsetzlich unter der grauenvollen Reaktion, die den ganzen Balkan beherrscht, so ist das Schicksal der jenen Regierungen schutzlos unterworfenen Minderheiten ein einziges Martyrium. Die spärlichen Nachrichten, die darüber zu uns gelangen, genügen, um uns zu Protest und Solidarität mit den Opfern der Reaktion zu verpflichten.

Ein Ende des Leidens der Balkanvölker, vor allen der unterdrückten Minderheiten kann nur von diesen Völkern selber kommen. Vorbedingung wäre die ideologische Befreiung der Ausgebeuteten von der ihnen von den Ausbeutern suggerierten Meinung, sie seien unter einander Rivalen und hätten ihre nationalen Besonderheiten gegen einander zu verteidigen. Die Einsicht, das stets nur die

Regierung jedes Landes als Sachwalter des Ausbeutertums dieses Landes der Toffeind der arbeitenden Menschen desselben Landes ist, wird in allen Ländern die Revolution herbeiführen, die das Ende der Unterdrückung von Majoritäten und Minoritäten, das Ende auch der Konkurrenzstreitigkeiten der Länder untereinander herbeiführen wird, deren Völker sich föderativ zusammenfinden werden.

Die gegenwärtigen Regierungen haben nur Gründe, die Schaffung einer Balkanföderation zu verhindern. Zunächst würde ein Bündnis gleichberechtigter Staaten den Interessen ihrer kapitalistischen Auftraggeber zuwiderlaufen, die die Rivalität der Regierungen und die nationalen Kämpfe der Regierten brauchen, um alle gegen alle auszuspielen und dadurch umso besser ausplündern zu können. Ferner aber trägt der Gedanke der Föderation soviel Elemente von Freiheitlichkeit in sich selbst, daß die gegenwärtigen Machthaber sich hüten werden, durch Konzessionen an diesen Gedanken ihre einträgliche Tyrannei zu gefährden. Ohne den Sturz der jetzigen Balkanregierungen ist die Verwirklichung einer Balkanföderation eine utopistische Illusion.

Dagegen wird die Lösung des Balkanproblems nur durch die Föderation der autonomen Balkanvölker möglich werden. Föderation, das heißt Organisation von unten nach oben, ist die einzige Form des Zusammenschlusses von Menschen, die mit Freiheit und Selbständigkeit vereinbar ist. Autonomie der Völker ist notwendige Voraussetzung der Föderation. Ohne sie würde nur statt vieler ein einziger zentraler und nicht minder grausamer Unterdrückungsorganismus entstehen.

Die politische Befreiung des Balkans durch die Föderation der autonomen Völker kann nur auf revolutionärem Wege erfolgen. Sie wäre aber sinnlos, wenn sie nicht die ökonomische Befreiung in sich trüge. Denn die politische Organisation eines Landes ist immer der Ausdruck seiner ökonomischen Lage. So entspricht der offene und verkappte Faschismus, der gegenwärtig alle Balkanländer charakterisiert, dem derzeitigen Wirtschaftszustand der Länder. Der faschistische Staat ist der politische Ausdruck nackter Wirtschaftsdiktatur, jeder zentrale Staat ist politische Form des Kapitalismus. Föderation, soll sie Bestand haben, bedingt sozialistische Wirtschaftsformen; sozialistische Wirtschaft wiederum bedingt Auflösung dieser Staaten, Ersatz der Auszahlungsdemokratie durch die Demokratie der Arbeitenden, das ist das Rätewesen. Eine Föderation sozialistischer Räte-republiken des Balkans, das ist die revolutionäre Forderung der Balkanvölker, das ist die logische Lösung des Balkanproblems.

Erich Mühsam

Zur Jahrhundertfeier Ludwig Kossuth's Ludwig Kossuth und die Föderationsidee

„Ludwig Kossuth ließ uns sagen
Sein Regiment ist geschlagen
Alle müssen mit ihm gehen
Wenn nochmal seine Fahnen wehen.“
(Kossuth-Hymne, 1849)

Ludwig Kossuth, der »Bauernbefreier«, Kossuth, der Bannerträger der republikanischen Idee gegen Habsburgs Vorkherrschaft in Südosteuropa, wird als Träger der ungarischen Nationalidee von den Feinden seiner Politik gefeiert. Kossuth hat mit dem amtlichen Ungarn von heute nichts zu schaffen. Die offiziellen Stellen, welche sein Denkmal enthüllen, stehen in Habsburgs Dienst, die Legitimisten wie die freien Königswähler. Der ungarische Unabhängigkeitsgedanke hat mit ihnen nichts gemein. Für uns Föderalisten, ist die Jahrhundertfeier Kossuths deswegen von Interesse, weil Ludwig Kossuth es gewesen ist, der nach dem Frieden von Villafranca in seinen »Essays über Ungarn« den Gedanken einer Donaubalkanländischen Föderation zu propagieren versuchte.

Zehn Jahre nach dem Freiheitskampf des ungarischen Volkes hat Kossuth in der Emigration in England die Wichtigkeit der ungarischen Frage für die europäische Öffentlichkeit dargetan. Wir können natürlich nicht verlangen, daß Kossuth auf Grund der Erfahrungen unserer Zeit, seinen Standpunkt festlegte. In England war damals die Auffassung maßgebend, daß Oesterreich eine »europäische Notwendigkeit« sei. Ähnlich, wie der brave Alttscheche Palazky, meinten auch die feudalen Konservativen und die »liberalen Crétins«, in England, daß Oesterreich, wenn es nicht da wäre, geschaffen werden müßte. Kossuth suchte nun zu beweisen, daß Ungarn nicht nur in der Vergangenheit das »allerchristlichste und beste Bollwerk« gegen die Türkengefahr gewesen sei, sondern auch den Hort der Westeuropäischen Kultur gegen den Panslavismus darstellt. Aus nationalistischen Erwägungen an die nationalen und imperialisti-

schen Interessen seiner englischen Zuhörer appellierend, versuchte Kossuth, die Bedeutung eines selbständigen Ungarns für die Lösung der orientalischen Frage darzutun. Er trat für die Selbstbefreiung der kleinen Balkanvölker ein und sagte wörtlich: »Ungarn würde den befreiten kleinen Völkern sagen: Grossmächte umgeben uns, verbinden wir uns daher, damit wir uns gegenseitig unterstützend, unsere Unabhängigkeit wahren können.« Wenn man in Betracht zieht, daß die Unabhängigkeit der kleinen Balkanvölker nur im Kampfe gegen die damals schon wankende, aber nicht gebrochene Gewalt der »Hohen Pforten« errungen werden konnte, gleicht dies einer Kampfansage an das türkische Volk. Aber dies wollte Kossuth nicht. Ausdrücklich erklärte er in seinem Vortrage, daß er innigst wünsche, »daß in dieser Kombination auch die Türkei inbegriffen sei«. Kossuth betonte natürlich seine Sympathie für die Türken, weit weniger aus »rassentheoretischen« Gründen, als deshalb, weil er und die Seinen als Emigranten zuerst auf türkischem Boden vor der Rache Habsburgs und des russischen Zarismus ein besseres Asyl gefunden hatten, als einst Alexander Ypsilanti (der Gründer der Heteria) in Munkacs.

Kossuth trat mit größter Energie dafür ein, den Zusammenschluß aller Balkanvölker als Gebot für alle kleinen Nationen zu verfechten. Mochte er in seinem mystischen Glauben an die Bedeutung der achtziger Jahre das Ziel näher sehen, als es damals erreichbar war, an dem Glauben selbst jedoch hing er mit klarer politischer Ueberzeugung und Zähigkeit. Ein selbständiges Ungarn im Rahmen einer Gemeinschaft freier Völker war für ihn ein nahegestecktes Ziel. »Ich bin fest überzeugt davon,« sagte er, »daß die Konföderation der kleinen Donaulationen das imperative Postulat der historischen Logik sei.« Mit Recht hat Kossuth noch kurz vor seinem Tode mit Stolz darauf hingewiesen, daß er schon im Jahre 1858 den einzigen Weg zur Regelung der Orientfrage aufgezeigt habe.

Auf dem Gebiete der Geheimdiplomatie, dem damals einzigen gangbaren Wege, die Konföderation anzubahnen, war er freilich weniger glücklich. In den »interimistischen Briefen« finden wir einen Kontrakt, den er mit dem Fürsten Cuza, dem Herrn der Moldau-Walachei, geschlossen hatte. Die moldau-walachische Minderheit Ungarns sollte freilich nur für die ungarische Freiheitsbewegung mobilisiert werden; allerdings gegen Zusage kommunaler Autonomie innerhalb der ungarischen Republik — Gedanken, die dem traditionellen Bilde Kossuths durchaus widersprechen am meisten aber jenen, die ihn als Vorkämpfer des tausendjährigen Reiches der Stephanskronen feiern. Allerdings war die Anlage von Waffendepots für ungarische Insurgenten auf walachischem Boden eine positive Errungenschaft. Auch im Kontrakt mit dem rumänischen Bauernbefreier wird stolz erklärt: »Unser Ziel ist die Konföderation der drei Donaustaaten Ungarn, Serbien und der Moldau-Walachei.« Praktisch kam freilich damals nicht viel heraus. Auch die Unterredung mit Michael Obrenović, dem damaligen Fürsten Serbiens, zeitigte letzten Endes keine positiven Resultate. Wohl wurde das Bündnis der kleinen Nationen zur Verteidigung ihrer Selbständigkeit unter Bezugnahme auf Kossuths Reden in England bekräftigt, wohl wurde der Vertrag mit Cuza auch dem Verkehr mit Serbien zugrunde gelegt, aber das ersehnte Ziel der Föderation der Balkan- und Donauländer kam nicht zustande.

Die Idee einer Balkanföderation der Herrscher war schon damals zum Scheitern verurteilt. Der Herrentraum der Karageorgeović, eine Föderalisierung der Balkanstaaten, den Völkern des Balkans als Ersatz für eine Föderation der Balkanvölker zu bieten, ist ein klägliches Plagiat, das Alexander I. und Michalakopulos an dem großen Revolutionär begingen. Sie werden damit ebensowenig wie er etwas erreichen. Daß in Serbien schon Michael Obrenović und sein Vorgänger Alexander Karageorgeović ein gemeinsames Vorgehen mit dem revolutionären Ungarn nicht zustande bringen konnten, hing allerdings auch damit zusammen, daß der Kampf des ungarischen Nationalstolzes gegen die »Raitzen«, die Serben der Vojvodina ins Habsburglager gedrängt hatte. Heute wird eine Föderation der Balkan- und Donaustaaten daran scheitern, daß die Dynasten und Gewalthaber einer der beiden imperialistischen Mächtegruppen angehören: der anglo-italienischen Kombination, wie Ungarn, Bulgarien, Albanien und bis zu einem gewissen Grade Griechenland und die Kleine Entente unter Frankreichs Protektorat, die Tschechoslowakei, Jugoslawien und Rumänien.

Die Idee einer balkanisch-donauländischen Föderation von oben, die Ludwig Kossuth versucht hat, war trotz hoffnungsvoller Anfänge unerfüllbar, und seine unwürdigen Nachhänger auf dem Belgrader Königstron werden nicht mehr erreichen als er. Nicht im Dienste der fremden Imperialisten, nur im Kampfe gegen den Imperialismus selbst, also von unten auf müssen sich die unterdrückten Donau-Balkanvölker zusammenschließen, und in diesem Sinne ist zwar die geheimdiplomatische Praxis Ludwig Kossuths gescheitert, aber nicht seine großen und umfassenden Gedanken. Die von fremden imperialistischen Mächten geknechteten kleinen Völker, die mit einander ein großes Wirtschaftsgebiet bilden, müssen sich gegenseitig unterstützen, um ihre formelle Unabhängigkeit zur tatsächlichen zu machen. Nur durch den innigen Zusammenschluß aller Donau- und Balkanvölker, all jener, die durch die Friedensverträge von Neuilly, Trianon und St. Germain geknechtet wurden, kann eine bessere Zukunft gezimmert werden.

Vor 70 Jahren hat Ludwig Kossuth, wenn auch vielleicht sich der Idee als Werkzeug engherziger nationaler Pläne bedienend, allen Völkern Südosteuropas den Weg gewiesen, überzeugt davon, daß die Konföderation der kleinen Donaul- und Balkannationen imperatives Erfordernis der historischen Logik sei. Der genialste Gedanke Ludwig Kossuths wird erst durch die Bauern- und Arbeiterrevolution in Südosteuropa erfüllt werden.

Planinsky

Ludwig Kossuth: „Meine Schriften aus der Emigration“, Verlag K. Stämpfel, Pressburg, Leipzig 1881.

Die permanente Krise in Griechenland

Der Bandenkrieg in den Grenzdistrikten hält an. Während Zaimis nicht wagt, den Ministerrat einzuberufen, um Differenzen zwischen Venicelisten und Metaxisten zu vermeiden, verschärft sich die Lage immer mehr. Schon ist die Gefahr erster Unruhen in Macedonien so weit gediehen, daß »unoffizielle« Abkommen mit den serbischen Grenzbehörden getroffen wurden und eine griechisch-serbische Abwehrfront gegen die Bandenoffensive hergestellt wurde. Nachträglich beilegte man sich freilich in den höchsten Tönen, die Annäherung an S. H. S. zu dementieren, man habe nur Höflichkeiten ausgetauscht, denn man vermeidet alles, was den englischen Protektor und Geldgeber verstimmen könnte. Von Monastir bis Saloniki ist trotz alledem eine Einheitsfront aufgerichtet. Zwei Teilungsmächte Macedoniens, schließen sich gegen den dritten Partner zusammen. Vom militärischen Standpunkt aus wäre dies weit weniger bedenklich als unter dem Gesichtspunkte der inneren »Befriedigung«. In S. H. S. beginnt man mit Gegenattentaten der Kontratscheten, in Griechenland mit der weiteren Abstiftung bulgarophoner Bauern. Bulgarien sucht sich zu rächen durch Absperrung gegen griechische Produkte und Einreiseverbote gegen griechische Reisende. Daß diese Maßnahmen mit hygienischen Erwägungen verdeckt werden, hindert nichts an der Tatsache.

Die Verfolgung der linken Gewerkschaften wird mit erneuter Energie aufgenommen. Die »Reinigung« des öffentlichen Dienstes von »subversiven Elementen« wird mit Tatkraft durchgeführt. Selbstverständlich betrifft dies nicht die Monarchisten. Die sitzen weiter in ihren Aemtern und freuen sich der Langmut der Republik. Wie denn auch nicht! Trotz aller republikanischer Proteste regiert General Metaxas über Post und Telegraph, als Vorposten der monarchistischen Idee im Kabinetts des Juste-Milieu. Neue Parteien entstehen, alte brechen zusammen; die Handwerker sondern sich aus den Regierungsparteien, um selbstständig ihre Interessen zu vertreten. Das Attentat gegen Präsidenten Condioti wurde zu einer regelrechten Hetze gegen die Anhänger des Arbeits- und Bauernblocks verwendet, bis die offiziellen Stellen selbst feststellen mußten, daß sie dem bestehenden Zustande einen schlechten Dienst erweisen, wenn sie eine mißglückte Individualaktion zu einer Tat von politischer Bedeutung erheben. Nach einigen Tagen wütender Pressehetze, erklärte man freimütig, daß keine einzige politische Partei die Verantwortung für die Tat eines schlechten Schützen trägt. Es ereignen sich aber auch Dinge, die in ihrer scheinbaren Geringfügigkeit wichtige Probleme enthalten. Wieder einmal ist es zwischen klein-asiatischen Griechen und der autochthonen Bevölkerung Macedoniens zu Zusammenstößen gekommen. Es ist nur eine kleine Episode, aber ist es nicht ein Symptom für die Unhaltbarkeit der

gegenwärtigen Verhältnisse, daß Bauern gegen Bauern mit Sensen und Sichel losschlagen, um den Kampf um den Boden mit Gewalt auszutragen? Der Panhellenismus genügt sich selbst und bedarf keiner auswärtigen Beispiele. Aber haben die Griechen in der Krim nicht 1921 ihren Boden lastenfrei übernommen und den des Großgrundbesitzers unter sich verteilt?

Das Kabinetts des »Juste-Milieu« führt eine Campagne gegen die »bolschevistische Gefahr«. Man sperrt ein, man verbannt, man löst auf, aber man wagt es nicht, dem klein-asiatischen Griechen auf Kosten des Großgrundbesitzers Boden zuzusprechen, man hetzt lieber Emigranten und Autochthone gegen einander, wie in Vromeris und ist noch recht stolz darauf, daß man mit Flintenschüssen »Ruhe und Ordnung« wieder herstellen konnte. Ohne Agrarreform gibt es keine Ruhe, man kann weder die autochthone Bevölkerung vernichten, noch die Flüchtlinge verhungern lassen. Bei dem kleinen Gefecht wurden nur 10 Personen verwundet, nur 12 verhaftet, aber die Flüchtlinge denen man Boden zugesagt, müssen anders beschwichtigt werden, als mit Gefängnis oder Pulver und Blei. Diejenigen, welche eine Agrarreform verhindern, und seien sie noch so »demokratische« Republikaner, sind eben solche Staatsverbrecher am griechischen Volke, wie irgend ein bonapartistischer Haudegen à la Tserouliis, den man als Hochverräter vor Gericht stellte. Die national-republikanische Partei des Generals Kondylis entfaltet eine lebhaftige Tätigkeit. Die Frage der Emigranten gibt ihm die Möglichkeit berechtigter Angriffe gegen die Regierung, die alle ihre bisherigen Anhänger in das Lager ihrer Gegner treibt. Braucht man mehr, als daß Deputationen der Fischer beim ehemaligen Innenminister Tsaldaris vorsprechen, um gegen die hohe Steuer von 43% des Fischertrages, zu protestieren. Will man durchaus, nachdem man die ungeheure Mehrheit der Arbeiter, dem Arbeiter- und Bauernblock in die Arme getrieben die kleinbürgerlichen Schichten der monarchistischen »Volkspartei« überliefern. In Paris hat sich Prinz Nicolaus niedergelassen, um gegen die griechische Republik zu konspirieren, die Taktik des Herrn Metaxas, scheint höheren Ortes gebilligt zu werden. Man erlaubt den gewonnenen Freunden sogar, das republikanische Banner zu schwenken, bis zu dem Augenblick, da ein Staatsstreich das Trottoir roulant der »Just-Milieu-Demokratie« durch die feste Basis einer militärischen Autokratie, mit monarchistischer Spitze ersetzt. Aber diese Sorgen stören nicht den Schlaf der Herren, der »Ruhe und Ordnung«. Die royalistischen Umtriebe sind ebenso uninteressant, wie die Verwaltungsreform, oder die Brotpreiserhöhung. Justizminister, Gendarmerie-Kommandanten und Literatur-Professoren müssen sich mit der »Reinigung« der Universität beschäftigen, bolschevistische Bazillen im Laboratorium zu finden. Dabei bemerken die Herren gar nicht, daß das Elend der Tabakarbeiter (wieder kam es zu Betriebsbesetzungen durch Arbeitslose) und die Unzufriedenheit der Flüchtlinge revolutionäre Faktoren sind als die gesuchten Flugschriften.

Der Bürgermeisterkongress, der Ende Oktober zusammentrat, hat keine besonderen Resultate zeitigt. Immerhin ist es ein Zeichen der Zeit, daß selbst die loyalen Bürgermeister den Ruf nach Gemeindeautonomie erheben, den Ruf nach Befreiung von den Fesseln der staatlichen Einmischung in alle Lokalfragen. Die französische Verwaltungsmethode der Hegemonie der Präfekten über die Lokalbehörden wird immer deutlicher abgelehnt. Selbst eine Lokalautonomie in deutschem Sinne wäre unter den gegebenen Verhältnissen bereits ein Fortschritt, aber das Juste-Milieu hat keine Zeit, es ist zu sehr mit anderen Fragen beschäftigt. Die Frage der Schulden an Frankreich, der Bewegung im 5. Armeekorps stehen im Vordergrund. Schließlich mußte man dem republikanischen Unwillen der Massen doch irgendwie Rechnung tragen und Papanastassiou durfte sogar gegen die »Volkspartei« der Monarchisten eine heftige Rede halten. Allzu ernst darf man seine Versicherung nicht nehmen, daß, wenn es nötig wäre, die monarchistischen Offiziere, die in die Armee wieder aufgenommen wurden, aus derselben wieder entfernt würden. Man möge die republikanische Energie nicht überschätzen. Der einzige, entscheidende Schlag, den der Liberalismus führen könnte, die Lösung der Agrarfrage, will der Agrar-Minister doch nicht wagen. Erst, wenn die Stützen der monarchistischen Bewegung, die Großgrundbesitzer ihren Boden den landhungrigen Massen der Emigranten und Kleinbauern übergeben müssen, wenn die Entfernung der monarchistischen Intriganten unter der Kontrolle der einfachen Soldaten erfolgt, entrückt der Sphäre parlamentarischer Schachergeschäfte, wird die Republik gefestigt sein.

Melingos

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЯ

ДВУСЕДМИЧЕН ВЕСТНИК

ОРГАН НА НАЦИОНАЛНИТЕ МАЛЦИНСТВА И ПОТИСНАТИТЕ НАРОДИ НА БАЛКАНИТЕ
ИЗЛИЗА НА ВСИЧКИ БАЛКАНСКИ ЕЗИЦИ

България пред финансова катастрофа

От като военната лига заграби чрез ношен държавен преврат властта, България преживява много остра политическа, социална, економическа и финансова криза. Тук ние ще разгледаме финансовата криза, която е взела такива широки размери, че с положителност може да се каже, какво страната е пред прага на финансова катастрофа. Данъците и разните тежести, които българския народ е заставен да понесе, са толкова грамадни, че те не могат да се увеличат нито с стотинка. Бюджета на държавата, т. е. обикновения държавен бюджет за текущата финансова година е 6.993 милиона български лева или 263 милиона зл. фр., когато преди войната, той беше 175 милиона зл. фр. През време управлението на Сговора, редовния държавен бюджет е увеличен с 60 %, при слабо изменение курса на лева.

Приходния бюджет се състои главно от косвените данъци, които за текущата финансова година съставляват около 50 % от общите приходи на държавата, а преките данъци—само 12 %, и то на книга, защото в действителност достиганията по това перо съставляваха през последните години не повече от 4 %. Не много отдавна беше, когато получената от преките данъци сума беше по-голема от тая на косвените данъци.

Събраните от косвените данъци суми падат изключително върху трудящите се народни маси, защото те са, които съставляват грамадното болшинство от населението и те са които плащат всеки ден тия данъци, като купуват на високи цени продуктите от първа необходимост.

Разгледаме ли разходната част на бюджета, то ще констатираме, че половината от тоя бюджет се изразходва за непроизводителни цели, най-вече за консолидиране на фашистката и военна диктатура в страната, както и за увеличение печалбите на българските и чужди капиталисти.

Но не са само тежестите на обикновения бюджет, който трябва да понесе българския народ. В тази страна има и други бюджети. В България съществува бюджет за фондовете, които за текущата финансова година достигат грамадната цифра 2.380 милиона лева. Тази сума, без 100 милиона лева, се събира от българския народ в формата на извънредни такси, берии и пр. Вжл. от тия два бюджета, има още един такъв, наречен извънреден бюджет, който тая година достигна сумата 240 милиона лева. И тжй, общия бюджет на държавата ще бъде 9.523 милиона лева. Но с това не се изчерпват финансовите тежести, които българския народ понесе. Той трябва да плаща на общини и окръзи една сума от 4—5.000 милиона лева.

Така че сумата, която се събира от българския народ по всички тия бюджети е 14—15.000 милиона лева. Като се вземе пред вид, че целия национален доход на България е около 30—35.000 милиона лева, то ясно е, че българския народ е принуден да плаща почти половината от своя доход за да се покрият разходите на държавата, окръжите и общините.

Ако българския народ понесе една таква непосилна тежест, това става с цената на най-големи лишения: той е заставен да понесе една неописуема черна мизерия.

Ето какво е положението. След няколко години то ще се влоши още повече. Защото сумите, които българското правителство трябва да плаща за репарациите се увеличават в една прогресивна пропорция. На 1 януари т. г. репарационните задължения са съставлявали 642 милиона зл. фр., а от 1923 г. насетне, вжл. основа на сключеното споразумение с държавите от Сягласението, България ще трябва да плаща много по-големи суми. След няколко години тая бедна страна ще трябва да плаща за репарации, лихви и погашения, ежегодно 1.175 милиона лева и това чак до 1985 г.

Но това не са всичките репарационни дългове. България е задължена да плати още една сума, която възлиза на 1.700 милиона зл. фр.; за тоя дълг до 1953 г. тя не ще плаща никакви лихви. Но след тая дата, един нов товар,

и то няколко пъти по-тежък от този, който посочихме по-горе, ще легне върху плещите на българския данжкоплатец.

Таква е картината на финансовото положение на България. И вместо да напъне своите сили за да облекчи това положение, правителството на Сговора, яхнало върху гърба на българския народ, продължава да покровителствува банкери и спекуланти. Вместо да намали разходите за непроизводителни цели, то ги увеличава все повече и повече. Вместо да иска премахването или поне намалението на репарациите, то заявява, че е едно лоялно правителство, че България е единствената от всички победени страни, която държи на своите ангажменти, поети съгласно мирните договори и пр. и пр.

Финансовата политика на Сговора тласка страната към една неизбежна катастрофа и предизвиква остра криза в целия стопански живот, което би могло лесно да се забележи, ако се хвърли един бърз поглед върху състоянието на търговията, индустрията, занаятчийството и земледелието.

Политиката на сегашното правителство неминуемо тласка страната към разорение, към банкрут. Това правителство ще продължава да следва тая политика, защото то е представител и изразител на едрата буржуазия, то ще продължава да покровителствува разните гешефтери, банкери и спекуланти и ще им дава възможност да се обогатяват, стоварвайки всички държавни тежести върху широките народни маси. Тая политика то ще следва още, за да може да задоволи ненаситните апетити на чуждите капиталисти, покровителствувани от великите сили, за да подкрепят тия последните военната диктатура на Сговора, против трудящата се български народ.

В интереса на българските народни маси е наложително да се атакува политиката на Сговора, да се разкрива неговата същина. Защото да атакуваш и се бориш против Сговора, да работиш за да дойде на власт едно друго правителство, правителство което да изхожда от средата на българския народ, което да представлява и защитава истинските неговии интереси, това значи да работиш за да спасиш страната от една неизбежна катастрофа; това значи да работиш за благоденствието на българския народ.

Д. Влахов

Патентованите предатели

Софийските и петричките главорези чрез органа си »Свобода или Смърт«, в статията »Опасни рушители«, издават отчаен вик против »родоотстъпниците« и »предателите«, каквито техните кървясали очи виждат в хората на В. М. Р. О. (Обединена) и в тези около вестниците »Балканска Федерация« и »Македонско дело«.

Изгубила отдавна всекакъв здрав разсъдък, Протогеровата мафия изпада в противоречия: До вчера тя твърдеше, че хората около посочените места били един кръжок без никакво значение, а днес горчиво се оплаква от тех, че »заблуждавали« чуждото обществено мнение и »деморализирали« македонските маси. За да се види кои са предатели и родоотстъпници в македонското освободително движение, ще напомним някои факти от недавнашното минало.

Историята се повтаря с поразителна точност.

Когато преди четвърт век старата ВМРО разрастваше и обхващаше македонските маси без разлика на вера и народност, рекрутирайки своите борци изключително из между селяните, работниците и интеллигентите в лицето на народните учители; когато тя издигна лозунга за автономна Македония и против всекаква външна намеса в революционното движение, борейки се с еднакъв жар, както против тиранията на Цариград, така и против домогванията на София, Белград и Атина; когато тя стана мощен фактор на Балканите за който европейските сили не можеха да не държат сметка; когато тя бе успела вече да раздвижи прогресивното европейско обществено мнение в своя полза, — тогава именно София се уплаши. Фердинандовщината и народнианцината, взети в всички нейни разновидности, се смутиха. Те помислиха, че македонския въпрос може да се разреши мимо тех и против техните интереси и завоевателни стремежи.

Неможейки да подчинят старата ВМРО под свое влияние и разпореждане, те си послужиха с шантаж и клевети. За целта беха наети тогавашните Протогеровци, известни под името **върховисти**. Последните нададоха «патриотически» вик, че апостолите и революционерите били «коцкари», «паразити», «жърлежи», които се били впили в снагата на Македония, за да смучат кръвта ѝ. Тогава Гоце Делчев, Даме Груев, Пери Топчев, Яни Сандански и хиляди честни самоотвержени борци беха титулувани като «коцкари» и «врагове» на македонския народ.

Организацията обаче, беше мощна, та тая «морална» кампания не можеше да я засегне. Но софийските «доброжелатели» не се отчаяха. Те, които разполагаха с пари от тайните фондове и с оръжия от българските държавни складове, си послужиха и с физически средства. Почнаха изпращането на бандитски експедиции за избиване на «коцкарите» и превземане на вътрешни райони. Знаят се борбите — това е история. Но и това не помогна. Те пак не се отчаяха. Требаше да се поздравят с по-резултатен успех и те нанесоха големия, може би, смъртоносен удар с Горно-Джумайското върховистко въстание — Херостратовското дело в историята на македонското революционно движение.

По место и време, това въстание имаше двойка цел: да се нанесе смъртоносен удар на ВМРО и да се покаже на представителите на царска Русия, които по това време присъстваха на шипченските тържества (между многото руски попове и генерали имаше и един велик княз), че Фердинанд е господар на Балканите и когато той иска, може да ги запали. Не може да се отрече успеха им. Разрушиха една от крепостите на ВМРО, след което хайката против «коцкарите» джирисаха на султана в Цариград. Там вече погледнаха по-сериозно на революционното движение и решиха да го смажат. Аферите бързо зачестиха. Така се ускори Илинденското въстание. То е гордостта и ореола на македонския народ, но то е и злодеянието на Фердинандовщината и орждията ѝ, които предумишлено ускориха народната революция, преди тя да бъде окончателно подготвена и с това причиниха първата катастрофа на македонския народ.

Белград и Атина също си взеха бележка, че София се намиса в живота на революционна Македония и че в своята бандитска дейност, те са останали назад от своята поестрима. И те започнаха усилено изпращането на банди в Македония и с това нанасяха удари на ВМРО, като се настаняваха в някои от районите ѝ. От този момент насетне политиката за дележи и завоевания е не само академически въпрос в дипломатическите канцеларии на балканските правителства, но той слиза вече и в практиката. И така завърши трагедията на борческа Македония — с «братски» договор балканските хищници, в лицето на българската, сръбска и гръцка народняцини, разпокъсаха нейното живо тело. Другото се знае — и това е история.

Проводниците на тогавашната Фердинандо-народняшка политика беха днешните Протогеровци. Те и днес играят същата роля. Виждайки в лицето на хората около ВМРО (Обединена) и вестниците «Балканска Федерация» и «Македонско дело» духовните и политически наследници на първите апостоли и революционери, които умираха под знамето на бившата ВМРО за автономна Македония с крайна цел Балканска Федерация; чувствуйки идейните, морални и организационни връзки между тях и македонските маси и емиграция, същите тия Протогеровци днес надават познатия «патриотически» вик. Днес, вместо «коцкари» и «паразити», те кренат с модното: ето «предателите», ето «родоотстъпниците»!

Това обаче, нас не ни смущава. Днес е на мода да се таксуват като «предатели», «родоотстъпници», «московски орждия» и пр. всички ония, които се борят за освобождението на поробените и угнетени народи.

На отчаяните кресъци на тая мафия отговорихме с

факти от историята, запечатани с кръвта на хиляди паднали борци и рамкирани с черната забрадка на македонската майка, с паметта на която народняшките македонци винаги са кощунствували. Това сторихме не за тях, а за ония, които «заблуждаваме» и «деморализираме». Последните отдавна знаят кои са предателите и родоотстъпниците, заклеймени с знака на позора от историята, чиито факти не могат да се потулят, нито с истерични кресъци, нито с фарисейски пози.

Били сме «опасни рушители», «предатели», «родоотстъпници», «московски орждия», «жалки и презрени». Отговаряме с нашата програма.

Да си за масова революционна борба, за общ фронт с поробените и угнетени народи на Балканите против реакцията и фашизма, на това не се казва рушителство, а къртово творчество, от което ще се сгромоляса тиранията, за да възкръсне свободата.

Да се борим против завоевателната политика на всички балкански правителства, които разпокъсаха Македония; да демаскираш техното и на орждията им «доброжелателство», за да не търгуват повече с македонския народ — на това не се казва предателство, а верна служба на народа.

Да вземеш поука от катастрофалното минало, да препричиш правилно новите условия на Балканите и Европа, да си близо до масите, които изнасят целата борба и верно да диагностираш пулса им, та съобразно с това да насочиш и своята дейност, — на това не се казва родоотстъпничество, а трезвост и любов към родината.

Да си против английския империализъм, който с факти от историята е доказал, че е против свободата на балканските народи и особено против тая на македонския народ; да не блееш пред италианския империализъм, който е много по-опасен и по-страшен от сръбския; да жигосваш фашизма на софийските палачи, които засилват и полагат усилия за да продължат робството на българския и македонския народ, т. е. да се борим против трите икони, пред които Протогеровата мафия жалко коленичи, — на това не се казва московски орждия, а честна и самоотвержена служба в олтара на народа. А дали сме «жалки и презрени» имат думата масите в Македония и македонската емиграция. Че не сме такива, най-красноречиво доказват отчаяните писъци на македонските народняци. Защото «жалки и презрени» хора не могат да бъдат опасни, особено между македонските маси, които са калени в борбите и опарени в много заблуждения и предразсъждения, за да се оставят да бъдат третирани като невежествени тълпи, за каквито ги смета Протогеровата мафия.

Протогеровите народняци усвоили и византийството. Неможейки да отрекат, че ние се борим и против сръбската и гръцка тирании, те кренат, че това сме вършили само за прикритие и хвърляне прах в очите на наивните, за да можем по-удобно да атакуваме тях. Днес нема наивници, за да си служим с наивни средства. Ние еднакво считаме за палачи на македонския народ орждията на Белград, София и Атина. Матковичовци, Протогеровци, Панталосовци еднакво олицетворват и провеждат трите тиранически и завоевателни политики. Техните имена са синоними на Гарван, Търлис и на всички злодеяния, които те са извършили над българския народ. Защо да крием позора на Протогеровци и Михайловци — жертвите в Гарван и Търлис бледнеят пред тия на петричките людоеди.

Казваме, че ние къртовски творим. Признаваме че ние рушим само в едно направление: рушим властта на белградските сатрапи, на атинските тирани, на софийските палачи и сградата на петричките людоеди, в която те вакханалствуват с ненаниетното кървожадие на Молоха.

И един от резултатите на нашето рушителство е на лице: Протогеровци и Михайловци надават писъци на давящи се, които потъват в тинята на собствените си престъпления и в избилната кръв на невинните жертви.

Н. Терзиянов

В. М. Р. О. (Обединена)

и последните атентати в Македония под сръбска власт

По случай последните атентати, които е извършила организацията на Протогеров и Ив. Михайлов в Македония под сръбска власт, Ц. К. на В. М. Р. О. (Обединена) е разпращала до населението един позив, от който един екземпляр се получи и в нашата редакция. Поради големия интерес, който този позив пред-

ставява, ние го публикуваме изцело в настоящия брой на вестника.

Ред. Балк. Федерация

Съотечественици,

Безподобна е трагедията на нашия народ, борящ се за свобода и независимост. След 20-годишна упорита, смела

и непрекъснатата борба против деспотическия режим на турските слугани, след бесилките, занданите и изгнаничеството по беломорските острови, азиатските и африканските владения на обширната тогава турска империя, след младенческите надежди за по-носен живот при братя едноверци и еднородци, в нашата страна, разсечена на три части, се въдвори един режим много по-свиреп от тоя при турските наши и султани. Вместо по-широки права и по-носен живот, македонския народ бе лишен от ред неотемлими права, с които по-рано свободно се ползуваше. Затвориха се черкви, училища, библиотеки и читалища, в които нашия пълтър в народностно отношение народ се молеше, учеше и просвещаваше от десетилетия и столетия насам всеки на своя език. Взеха се мерки дори по домовете да не се говори на майчин език. Изнесоха се случаи, как учител-звер, проводник на политиката на тираническото правителство, е бодил с игли езика на малко дете-ученик, защото неосетно било продумало с другарчетата си на майчин език. Чрез колонизация, административен произвол и терор на разни отговорни и неотговорни фактори се засили економическия гнет и се ограби земята на местното население. По този начин настъпи систематическо обезлюдяване на страната, настъпи глад, мизерия и израждане всред целото македонско население и особено всред прокудената негова част.

И в трите части на Македония това население е поставено фактически вън от законите. То е лишено от най-елементарните права и свободи. Нему не се позволява никакво легално проявление на неговото национално самосъзнание. Единичните и масови убийства са обикновено явление. Достатъчно е да споменем Гарван, Търлис и Горно-Джумайската касапница, за да се характеризира режима и в трите части на Македония. Затворите са препълнени с македонци, чиято вина е тази, че са се борили за своите права и свободи.

Такъв е проче режима, с незначителна разлика, и в трите части на нашата поробена родина. При такъв режим, твърде естествено е, че мир и спокоен живот не може да има. При тия условия негодуванието и бунтарството там ще кипат и растят, непрекъснато и прогресивно, докато тиранията изчезне и се тури край на беззаконието. На такъв почва друго семе не може да вирее.

Извършените напоследък атентати в заробената от Югославия част на Македония възбудиха духовете, особено чувствително в Югославия и в България и по-слабо в другите балкански държави. Отношенията между правителствата на поменатите две държави се обтегнаха до такъв степен, че не бе изключена една нова война на Балканите.

Ехото на тези атентати се разнесе и зад границите на Балканите. Великите империалистически сили, които постоянно подклаждат конфликтите на Балканите, не пропуснаха случая и този път да се явят в ролята на «миротворци». Английското правителство, в съгласие с това на Франция, направи енергични и идентични постъпки едновременно пред Белград и София. В резултат на тия постъпки, предполага се, че критическият момент в отношенията между България и Югославия е вече преминал и опасността от разрыв избегната.

Сънародници,

Известно е на цел свет вече чие дело са тия атентати. Патентованите и наемни патриоти от София с неодоимото желание и видима гордост разтържиха чрез специално комонике и чрез вестниците, че тоя «подвиг» е техен. «Ще запалим пожара, па макар заедно с бълхите да изгори и юргана», викаха те. Верваше се, че чрез атентатите ще се привлече вниманието на великите сили и ще се предизвика тяхното вмешателство; те щели да се трогнат най-после от нещастната съдба на мъченическия македонски народ. С такъво съзнание и надежда са били сигурно и заблудените борци, които извършиха непосредствено тия атентати и некои от които платиха за тех с цената на своя живот. Ние не можем да не признаем, че в редовете на Протогеровата организация има, за жалост, македонци, които идеализират тези акции, без да подозират продажната и предателска роля на водителите.

Родни братя,

Решаващите понастоящем фактори в Европа са пак същите тия «велики сили», които изработиха и сложиха подписите си под известните «мирни» договори, сключени след най-големата до сега човешка касапница. Те са същите ония сили, които провъзгласиха за свещен и неприкосновен, съществуващия понастоящем ред на Балканите; които, страхувайки се от възмутената съвест на негодуваните народни маси, бежа на първо време облечки примамливата дреха на лицемерните Уайсонови принципи за самоопределение на поробените и потиснати народи, за да я съблекат още на другия ден след демобилизирането и обезоръжението на

тия народни маси и я запратят в гардероба на лицемерието и лажите за други по-трудни времена. Те са същите, които оставиха недоказаното робство и потисничеството и наново го озакониха, които хвърлиха нови народи в робство, а трупа на Македония подложиха за втори път на дележ между повече и по-малко тем симпатични протежета.

Не беше ли същата тази империалистическа Англия, която за да обезпечи македонската плячка на своя васал — Гърция, застави България да подпише чудовищната и варварска конвенция за «доброволното» изселване, чрез която южна Македония в по-големата си част е вече обезлюдена от местното население? Не беше ли Чемберлен, който на няколко пъти заяви в Обществото на народите, че за Гърция македонски въпрос не съществува, че там той е вече окончателно ликвидран? Не са ли управниците на същата Англия, които днес препоръчват разрешението и ликвидиранието на македонския въпрос в Сърбия чрез същата система на изселване местното население, която система била дала тогкова «благотворни» резултати за Гърция?

Може ли македонския народ да очаква нещо по-друго и от империалистическа Франция, покровителка и съюзница на белградската тирания и реакция?

От страна на Протогеровци се разпространяват пакостните илюзии, че италианския империализъм и войнственния Мусолини били сериозно заинтересувани за свободата и независимостта на Македония. Не е ли очевидна измамата и заблудата, които тия господа наемници разпространяват? Мусолини не дава ступена пара за свободата на Македония и съдбата на македонския народ. Истина е, че италианския империализъм понастоящем се явява най-страшен враг на днешна Югославия. Но това се обяснява само с завоевателните апетити на Мусолини на Балканите. Неговите завоевателни планове могат да доведат само до ново разпокъсване, ново робство за Македония, но в никой случай не и нейната свобода.

Но какво направиха тия «велики» сили сега, след извършените атентати от наемните софийски патриоти? Чрез устата пак на тоя същия Чемберлен те стиснаха зъби на Белград и София и нищо повече. За Македония и македонския народ нито думица, ако не се смета пожеланието им за растуриането на Протогеровата организация. За тех македонски народ и македонски въпрос сякаш не съществуват.

Македонски народе,

Има ли нужда да се правят още експерименти с цената на непоносими човешки и материални жертви? Не бежа ли достатъчни опитите с четнишки нашествия, бомбени и динамитни атентати през време на Хамидовия режим за привличане «просветното» внимание и извикване «хуманното» чувство на същите тия фактори, към които продажни македонци и заблудени наши братя днес наново протегат ръка и обръщат погледи? Не видехме ли ние, в надвечерието на балканската война, атентатите на Тодор Александров — инспирирани от българския дворец и правителство — и не изпитахме ли до край «сладостите» от тая война и от последвалата я междусъюзническа война? Не даде ли същите злополучни резултати, само че в много по-голям размер, и известното Валаандовско четнишко нахлуване през 1915 г., организирано пак от Т. Александров и от злокобния генерал Протогеров, главени тогава на ратайска служба едновременно при българския цар и австрийския император? Ами не е ли още пресен в паметта ни случая с четнишката акция, тоже на Т. Александров и Протогеров през 1923 г., инспирирана и въоръжена и тоя път от българския дворец, но в съдружие вече с италианския империализъм? Не остана ли македонския народ и от тази акция само с жертвите от Гарван, с стотици опожарени къщи от Кочанско и препълнени затвори с работоспособни граждани и селяни от разни места на Македония, а «освободителя» Мусолини, след като докопа Фиуме, ритна кросното на Т. Александровци? Може ли да има съмнение, че и днешните атентати и четнишки акции, дело на същите инспириатори и орждия, ще свършат пак с уреждането на некой нов Фиумски въпрос между Мусолини и Вукичевич и може би с некой договор за търговия и приятелство между последния и Ляичев? Има ли още найвници да верват, че в случай на още една война на Балканите, между България и Югославия или между последната и Италия, македонския народ ще се освободи и добие своята независимост? Ами как и кога ще стане освобождението на Македония под гръцко и българско иго? Под режима на властващите днес котерии на Балканите, тая потисническа политика не е ли обща за всички балкански държави, които така хищно се съгезават за надмощие, и за заграбване на по-голям дел от плячката, каквато се явява за тех днес Македония? А зад тех не стоят ли Рим, Лондон и Париж? Как тогава е мислимо, при днешното политическо положение и съществуващите прави-

телства на Балканите, да се надеваме за ослободението на Македонија како резултат на една нова војна?

Македонци,

Нуждно ли е след толкова поучителниот опит од нашето револуционерно минало да докажваме, че, при днешното меѓународно положение на Македонија, изолираните атентати и четнички акции, са само поводи за засилвање на теророт и реакцијата над населението, за омаломошаване на неговата енергија и борбениот дух и следователно, за отдалечување дена на револуцијата, којшто ќе биде и ден на пълно национално и политическо ослободување? Следвајќи тој път, нашата родна страна заприлича на гробница за свој народ. Голема част од тој народ стана жртва на преживените бурни и катастрофални събития. Друга — не по-малка част, чезне по знајни и незнајни крајци, пржната кжде повеќе, кжде по-малко, из цел свет. Има ли по-големо безумие од тоа, което вършат днес тия македонци, които съзнателно или несъзнателно още продължават да върват по същия път? Не се ли явяват те в ролята на гробокопатели, не само за съществуването на идеята за Независима Македонија, но и за съществуването на свој собствен народ? Има ли съмнение, че последиците од тия атентати за македонскиот народ ќе бидат и в настоящия случай същите ония, които той е изпитвал не един път до сега? Може ли да се очаква од тия атентати нешто по-друго од бесилки, преплнени затвори и изгнаничество за нај-будната част од народа? Не заслужават ли постоянните наемници, ту на едни, ту на друг господар, проклетие и общо народно презрение за јавно противонародните им дела?

Македонски борци,

Днешните условия не приличат на ония, когато съществуващите сега »независими« балкански държави се освобождаваха од турското владичество. На Балканите од давна не съществува вече разлагащата се феодална империя на турските султани, за да ја постригват ту од една, ту од друга страна.

За Македонија и македонскиот народ, за разрешението на неговата и изобщо тая на балканските народи проблема са заинтересовани и се застъпват само потиснатите и експлоатирани народи на Балканите и во света, които водят безпопадна војна против сжщия този империализъм, од којшто и ние страдаме.

За ослободението на македонскиот народ днес има само един път — сигурен и прав. Той е път на масовата, всенародна револуција. Път посочен и осветен, както од историјата на другите народи, така и од опита на нашето собствено револуционерно минало. Македонија ќе се освободи, когато македонското население од трите поробени нејни части се обедини во една единна револуционна организација и зароботи за своето собствено ослободување; когато, така организирано и обединено, то потърси подкрепата и влезе во сжжюз с организациите и партиите и на другите потиснати и експлоатирани народи на Балканите, които се борят сжщо така за собствено национално, политическо и економическо ослободување. Тя ќе се освободи, когато борбениот македонскиот народ се проникне изцело од идеите и принципите на ВМРО (Обединена), прамата наследница на бившата Вътрешна Македонска Револуционна Организација и когато целия този народ се групира и нареди под нејното чисто знаме и положи усилия за осъществувањето на написаните върху тоа знаме револуционерни лозунги: Независима Македонија и Балканска Федерација.

И следвајќи тој път, македонскиот народ ќе може да спечели не само симпатиите на всички демократични фактори во Европа, но и да получи реалната подкрепа на трудящите се народни маси и техните организации и партии и да счупи веригите на робството.

Проче, напред кјм организација и братско единение на всички македонци, без разлика на вера и народност!

Напред кјм единен револуционерен блок на потиснатите и експлоатирани народи на Балканите!

Напред кјм задружна револуционна борба за сриване на днешните тиранически режими на Балканите, за извокување на Независима Македонија и изградане на Балканската Федерација!

Долу потисническите режими на Балканите!

Долу провокаторските акции на чуждите наемници!

Да живее солидарната борба на потиснатите и експлоатирани народи на Балканите!

Да живее Свободна и Независима Македонија и Федерацијата на балканските народи!

Македонија,

Централен Комитет на

ачалото на Октомври, Вътрешната Македонска Револуционна Организација (Обединена).
1927 год.

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА

ПОЛУМЕСЕЧНИК

ОРГАН НАРОДНИХ МАЊИНА И ПОТЛАЧЕНИХ НАРОДА БАЛКАНА

ИЗЛАЗИ НА СВИМ БАЛКАНСКИМ ЈЕЗИЦИМА

Врховистички атентати у Македонији

После вишемесечног интензивног »рада« на делу »зближења« изненадијо је београдске и софиске властодржце, низ врховистичких атентата у Македонији. Крајем септембра, непосредно после скупштинских избора бачена је прва бомба у Бевђелији. То је био први сигнал. Одмах иза бевђелиског атентата дошао је други на железничкој прузи Скопље — Бевђелија — Солун, код станице Удово. Трећи је покушај био у Кочанима, а четврти најважнији: јесте успели атентат почетком октобра о. г. у Штипу, на бригадног ђенерала Михајла Ковачевића.

Овај атентат био је првобитно намењен по изјавама ухваћеног атентатора Кралева, великом жупану брегалиничке Области, Вујовићу; како се међутим Вујовић у те дане није налазио у Штипу, атентатори су гајали и убили ђенерала Ковачевића, да неби губили време. Овом, по своме значају најважнијем атентату, следово је по вестима београдских листова, оружани судоб једне врховистичке тројке са жандармеријом код Витоља, други озбиљнијих размера, на граници предратне Србије и Бугарске — код Клисуре и неколико безначајнијих.

У врло кратком размаку пет узастопних атентата В. М. Р. О. морају имати и своје објашњење, по готову ако се има на уму да су врховисти у последње време били врло скромни у својим акцијама. Откуд та изненадна активност врховисти у јесење доба, која није уобичајна на Балкану?

Имају ли ови последњи атентати у Македонији један

локални карактер просте провокације, или су то добросмишљене унапред прорачунате акције агената, на Балкану заинтересованих западних империјалиста? И једно и друго.

Енглеска балканска политика сјер Остен Чемберлена своди се у садашњој ситуацији на припремању терена ради увлачења балканских држава у сферу антисовјетског блока. Свим могућим средствима покушава британски империјализам да оствари своје планове, јер је Балкан стратегијски и економски прворазредна база и објект у планском припремању крсташког похода на Совјетску Унију. Подразумевајући ту и околност, да ће се радни народ на Балкану у својој целини тешко, ако не и искључено, моћи покренути као активни борбени чинилац ради остварења империјалистичких прохтева капиталистичке Европе. Отуда ово вешто маневрисање Енглеске са балканским државама, по готову у питању »зближења« између Софије и Београда. У целој овој комедији игра знатну улогу и питање: разних зајмова и кредита, као и политика аграризације Балкана.

Француска, притешњена са више страна многим другим проблемима, поставши при том и један од најновијих фронтдера антисовјетског блока секундира данас политици коју води Остен Чемберлен и ако, њена девиза »Мале Антанте« и парола »Балкан балканским народима« не одговара потпуно Чемберленовим интенцијама.

Немачка, маршала Хинденбурга, по свој прилици бубући отворени савезник Чемберлена, нема за сада директних политичких аспирација на Балкану. Она се тренутно засада задовољава само економском експанзијом.

Остаје дакле још фашистичка Италија, чија империја-

лестичка пенетрација иде **непосредно** преко Балкана и на Балкан. Италија има за сада Албанију на Балкану, у којој је мање витале апсолутни господар. Њој очигледно смета версало-сенжерменска монархија С. Х. С. и обратно. Јер великоsrпски империјализам претендује на то да буде и постане **доминантна** сила на Балкану, незаборављајући уз то ни Солун, ни Тирану т. ј. Валону. А Француска, за коју је италијански империјализам латента опасност, помаже свог стално угроженог београдског савезника свим средствима, јер су Француски интереси супротни италијанским аспирацијама.

*

Из горе изложеног видимо у најкраћим потезима сплет империјалистичких планова и тежња европских капиталиста. Објашњење и уједно одговор на горе постављено питање: откуд је потекла духовна замисао и који карактер носи последња серија врховистичких атентата, можемо јасно уочити у изложеном компонентама империјалистичких супротности које се на Балканском Полуострву укрштавају.

Значи да су поједине водеће личности из кругова Демократическог зговора, војне лиге, камарила и једним делом чланови данашње бугарске владе знали, јавно и тајно помадали акцију македонских врховистичких атентата. Акцију далекосежну и смишљену коју су припремили били по инспирацији фашистичке италијанске дипломатије разни: Иван Михајлови, Кулишеви, Протогерови и остале вође В. М. Р. О., играјући при том објективно и непосредно најбистарију улогу **ажан** — **провокатера италијанског и бугарског фашизма**. Ђалчев и Буров и ако формално приморани да осуде Штипски и остале атентате, јер су најобичнији шпијони Лондона и Рима овога пута, искористили су саму чињеницу, да уважају претом на »нерешено македонско питање.« Али је најважнији момент ситуације био тај, што су поново искористили да покрену питање: стајаће војске, повећања контингента плаћеничке армије, олакшица у погледу отплате послератних обавеза, кредита, зајмова и т. сл. све то у циљу припреме и готовости да угуше у мору крви сваки покушај **обарања њихове власти** од стране радника и сељака.

За тренутак је постојала акутна опасност да дође до прекида односа, па чак и отвореног сукоба између Југославије и Бугарске. Колико проније?! Од летошњег састанка Александра и Бориса у Минхену — као најглавнија атракција у акцији »зближења« милитаристичко — потлачивачке монархије С. Х. С. и фашистичке, девето — јунске Бугарске, — до убиства генерала Ковачевића у Штипу! . . . До новог балканског рата да је то **Енглеска хтела!** В. М. Р. О. слободно је припремала атентате, јер је знала да се противу њених акција ништа стварног неће предузимати. Она је **потребна** још увек и стоји на **расположење** како Мусолинију, тако бугарским Цанковима за неки нови покољ бугарских радника и сељака. Она је била и остаје оруђе у рукама првенствено бугарских властодержаца, **далеко од онога чему радни народ Македоније: тежи, хоће и мора да оствари**. Опасно стање у два погранична округа Петрич и Вустендил, само је формална сатисфакција за раздражене али ипак пред Енглеском послушне београдске властодержце. Ђалчев и Влков искориставају уједно то опасно стање да истребе у колико је то могуће своје непријатеље.

Политика »зближења« продужује се. Чемберлен и Поенкаре хоће пошто пото »братски споразум« између Београда и Софије. Италијански политички метак и бомбе врховиста нису овога пута успели да прекину акцију концентрације балканске крупне буржоазије, камарила и династија.

*

Шта је у ствари са Македонијом? Који ће фактори решити Македонско питање?

Познато је да се без **отвореног** рата Македонија не може отети од велико српских властодержаца. Ни под коју цену »зближења« данас српска владајућа буржоазија **неће** дати, ма и најмању концесију било које природе у питању Македоније, бугарској владајућој буржоазији. За српску владајућу буржоазију **не постоји** Македонија. За њу једино постоји »Јужна Србија« — »колевка старе српске царевине и културе«. Па ипак је та »Јужна Србија« и. т. д.: **Сибир монархије С. Х. С., колонија најбезобзирније плачка, најсвирепијег терора, покрајина најужаснијег угњетавања, каквог равнот нема ни у афричким колонијама**. Обесправљена је та »Јужна Србија« **теже и горе** но што је она под Османлијама **стењала**, политички и културно а по готову **економски**. Македонију је преплавио **најгори башибозук великоsrпски властодержаца**, који треба понова да **оживи** »стару српску културу и свест« »Јужно Србијанаца«. Суд, полиција, попови и учитељи, жандармерија, официри и остали органи београдске владе **крвавим насиљем у плачком** врше културтрегерску улогу у тој »колевци старе српске културе и царевине.« Европа, капиталистичка и завојевачка, која претендује да је »носилац« цивилизације — **зна и добро је обавештена о оном**

што се тамо збива, али она **одобрава** тај начин културтрегерства, јер је **учитељ** ових ситних злочинаца и у чију се помоћ и интервенцију било с које стране **не треба надати и не може очекивати**. Више од 2.500 македонских синова бачени су у разне тамнице Александрове »парламентарно — уставне« монархије С. Х. С. После штипског атентата и оних осталих ушло је **нових** 1000 у влажне македонске казамате. Међутим, главни и духовни творци ове крваве хајке на »македонску браћу« безбрижно и сигурно заптићени кују нове планове и походе да »протестују« против српског терора.

Македонски радни народ **нема** ничег заједничког са својим тобожњим »осветницима« из В. М. Р. О., још **мање** пак са Бугарском Ђалчева, Цанкова, Бурова, Молова, Бориса и сличних; поготову **ничег** заједничког са хегемонистичком и угњетавачком бандом политичких злочинаца и насилника из Београда, којима ће се **скупо светити** њихова »велика и благодотворна мисија препорођаја« Македоније.

Одбацујући као средство успеле и целисходне борбе — појединачне атентате разних фанатика или плаћеника, широке масе радног народа широм целе Македоније **не очекују** своје политичко, културно и економско ослобођење ни од Европе, ни из Софије, а још мање из Вумаје, Петрича и Вустендила. Разни Протогерови и И. Михајлови јесу за радни народ Македоније оно **исто** што су и разни Вујовићи, Добрице Марковићи, Жике Љазичи, генерали Томићи и т. д. Македонске радне масе вароши и села имају један пут и тај је: **организовано масовном борбом под вођством В. М. Р. О. (Обединена) у најтежем савезу са осталим потлаченим нацијама југословенске монархије С. Х. С. и угњетеном радничком класом оборити режим насиља и угњетавања — извојевати одоздо заједнички: националну, културну, држаноправну и класну слободу и равноправност.**

Димитрије Јовановић

Питање Боке Которске и Француско-југословенски уговор

Са много страна се наглашава да уговор између Француске и Југославије има већи политичко — војни значај него му то придају (или желе да прикрију) извесни полузванични листови кеј д'Орсеја и Жуте Куће, те »компетентне« и »добро упућене« личности спољне политике двеју уговорних држава. Остављајући за следећу прилику да се опширније позабавимо овим уговором, када ћемо његовим регистравањем код Друштва Народа имати ваљда и текст истог, сада, да се позабавимо једним јединим питањем и то: **Боком Которском.**

Добро обавештени немачки, затим енглески, италијански и други листови товоре о претварању овог природног, иначе изванредно подесног залива у једну модерно изграђену војну навалну луку за подводнице, са модерним утврђењима која ће да је штите.

Да би смо испитали могућност ових претпоставки морамо помотрити: у колико Бока Которска представља једну важну тачку за Јадран и Средоземно Море, колику вредност полагају Француска и Југославија на исту, шта уговором желе да постигну — те отуда колико вероватноће у верзијама о овоме плану?

Последњи светски рат 1914—1918, показао је ратујућим силама сву важност навалних операција чиме је и вредност појединих лука невероватно порасла. Али, у очима војних стручњака и навалних стратега, ни једној луци није скочила вредност сто-процентно и више од тога, него је то случај са Боком Которском. Позната је ствар да је Средоземно Море било за време минулог рата широко поље операција за сумарне Централних Сила. Као што се зна, Антанта је 1916—1917—1918, имала у Средоземном Мору веће губитке у тонажи потопљених лађа него у свима другим морима. Ове губитке већим делом и у главном проузроковале су аустро-немачке подморнице које имаху, за базу Боку Которску.

Од колике је важности ова лука за случај рата, ми ћемо се послужити мишљењем француског моринског капетана **A. Thomazi**, који, служећи се документима француског министарства морине, у својој књизи »La Guerre navale dans l'Adriatique« пише:

»... Бока Которска би била за нашу (француску) флоту једна савршена база, дозвољавајући оклопницама да се склопе у сигурним заливима и да се блокира не само излазак из Јадранског Мора (Отрански канал), него и сва аустриска обала« (стр. 52).

»... Окупација овога места не би дала само једну навалну базу нашим лађама: она би касније дозволила да се спречи одступање српске војске (Мисли се из Црна Горе преко Албаније) и да потпуно измени изглед подморског рата у Средоземном Мору« (стр. 57.)

Према овом стручном мишљењу француског маринског капетана **Thomazi**-а јасно је: да поседник Боке Которске има од исте једну савршену базу за успешно извођење војних навалних операција што од француских војних кругова није остало непознато и што у **заметној борби између Италије и Француске око превласти у Средоземном Мору није француско—југословенским уговором могло да остане недодиривано.**

Сви услови дакле, за стварање од Боке Которске једне солидне (француско—југословенске) војне луке за навални, у првом реду подморски рат — постоје и нови савезнички уговор прибавља политичких могућности за реализовање тога стратешког плана.

Неопходно је још да овде подвучемо чињеницу како је **Ловћен** нераздвојив, саставни део Боке Которске као навалне базе. То долази отуда што исти као стратешка позиција доминира целом заливом и за случај рата, Бока Которска, изложена Ловћену са кога се топовским зрима може уништити сва склоњена флота, не може да служи као навално склониште.

Са свим нежељено овде нам се намеће питање о улогама које су имале ове две стратешке позиције за време прошлог рата, када се зна да је Антанта држала Ловћен а Централне силе се ипак служиле Которским заливом као полазном тачком за своје навалне операције.

У протеклом рату Ловћен није доминирао Боци Которској! Невероватно и чудновато али из разлога и просто зато: што није поседовао артиљерију са далекометним топовима да бацају преко 10. км., а најудаљенија тачка Боке је 16. км.).

О јачини аустријске војске и артиљерија, капетан **Thomazi** вели:

» . . . У ствари, 8. јануара 1916. непријатељ помогнут артиљеријом са флоте, напао је на Ловћен; упркос херојизма 5.000 људи (Црногораца) који га браћаху (1. чета француске колонијалне пешадије била је у првим редовима) морали су допустити пред 30. хиљада аустријанаца чија артиљерија **не бројаше мање од 500. топова.** (Међу овима је било 2. топа од 42. см. и 10. од 30,5 см.).

Насупрот овој сили Ловћен је, према рапортима Црногорске врховне команде, у моменту напада располагао са свега 21. топова старог система, немајући при томе више него 1562. ирапнела и 6426. граната којима се у осталом, при одбијању напада пешадије, не служи (О томе у књизи »Le Monténégro pendant la grande guerre« par V. Popovitch, — Paris 1918.).

Али није само то »омашка« »савезника«! Документа француског министарства морине које нам пружа **A. Thomazi** говоре: да је почетком 1915. француска влада на захтев црногорске била одлучила да се Бока Которска војнички заузме. Међутим тај пројект је спречен од стране српских империјалиста. **Овим су хтели да одклоне улазак Црногораца у Боку јер тиме излажу опасности саму луку да доцније буде резервисана за Црну Гору.** (О томе на стр. 55.).

Сулуда империјалистичка политика српске монархије и при највећим опасностима, не водећи рачуна на жртве које треба да падну, мислила је само на задовољење свога апетита. Бока Которска је могла још у пролеће 1915. да буде у рукама антантинских војске чиме би се уштедела збиља **трагична**, али и искоришћена за славу сулуде империјалистичке династије Карађорђевић, судбина повлачена преко Албаније са њених **преко сто хиљада људских жртава, од којих 40. хиљада младића између 14. и 18. година старости!** Само тај разлог, апетит династије Карађорђевић за превласт на Балканском Полуострву, био је: да српски народ буде десеткован, зашта носи **најпуну одговорност**, а доцније да Црна Гора изгуби своју слободу.

Шта све собом доноси нови уговор између Поенкареове Француске и Александрове Југославије — питање је које морамо потпуно расветлити. За сада само толико, да народима у Југославији и на Балкану не доноси ничег доброг, још мање корисног — чак и у том случају када би предвиђао само и једино гаранцију за одржање данашњег постојећег стања како то изјављује г. Маринковић, стања империјалистичког status-quo-а и санкције права на највећу неправду: развојничко потлачивање и угњетавање балканских народа.

Јастребац

BALKANSKA FEDERACIJA

POLUMJESEČNIK

GLASILO NARODNIH MANJINA I POTLAČENIH NARODA BALKANA

IZLAZI NA SVIM BALKANSKIM JEZICIMA

Naša anketa

kod znamenitih evropskih političara i književnika
o Balkanskoj Federaciji

Alfred Döblin

Rodjen godine 1878 u Stettinu, Pommern. Liječnik i književnik. Pisac većeg broja romana, nekoliko kazoličnih komeda, novela i eseja. Glavna su mu djela: „Tri skoka Wang-lu“, kineski revolucionarni roman; „Wallenstein“ (roman); „Manas“ (epika pjesma sa indijskim sujetom), zatim „Borba Wadzeka sa parnim kotlom“; „Država i književnik“; „Brda, mora i gorostasi“. Alfred Döblin pripada mlađoj njemačkoj književničkoj generaciji, koja se jasno odvaja od starije škole još živućih književnika (Hauptmanna, Thomasa Manna).

Držim, da sadašnje stanje na Balkanu ne odgovara potrebama balkanskih naroda niti interesu evropskog mira. U Makedoniji, toj srčiki balkanskog pitanja, naseljeno je ispremišano stanovništvo, tako da je nemoguća njena podjela i rastrgnuće između Bugarske, Grčke i Jugoslavije. Položaj je ovdje zamvšeniji nego li u Poljskoj, gdje su barem sve narodne manjine osim jevrejske uglavnom kompaktno naseljene u Makedonije je stanovništvo potpuno ispremišano, što je posljedica povjesnog razvoja. Učinak balkanskih ratova i svjetskog rata bio je upravo podjela Makedonije i predaja njenog stanovništva u ruke narodnojedinstvenih država, da ih na svoj način pokušaju advarodite i asimilovati. U Evropi je još rašireno ludilo, da se pokušava tuđe narode asimilovati na mjesto da ih se podiše i podupire u njihovom osebnom životu. Pa ista Engleska, koja ne da autonomije, da po poznatim metodama od podjavmljenih naroda učini svoje kolonijalne narode i da ih trgovački što više izrabu — nije zapravo nikad pokušala, da taj narod i asimiluje. Francuska je sada dobila Elsas-Lotringiju, ali ne podusimlje nikakvih mjera, da uništi njemački jezik i kulturne osebine

onog kraja, pa je i posljedica sasvim druga, nego li je u svoje vrijeme imalo gospodstvo soldateske, koja je uvijek smatrala i osjećala Elsas-Lotringiju kao nešto tudjega.

Najbolje bi bilo riješeni za Makedoniju, da je se oslobodi iz pandža država, koje su je sada zaposjele. Ovakovo je riješenje potrebno iz dva razloga: prvo u interesu samih Makedonaca t. j. u interesu njihovog oslobođenja od svih nacijski nanih proganjanja, a drugo u interesu Balkana, da ga se oslobodi od pogibeljne i stalne ratne opasnosti. Opće je poznato, kako se narodi i narodne mase dadu veoma teško nacionalno potlačiti, to vam je Makedonija najbolji primjer, jer njene čete i četništvo poznate su po cijeloj Evropi.

Radi ovih dvaju veoma važnih razloga ja sam za autonomnu Makedoniju. Na političarima je, da nadju državopravni oblik i da ga omoguće. Autonomna Makedonija u okviru balkanske federacije vjerovatno je najpraktičnije i naisretnije riješenje. Na svaki način moraju priznati sadašnje okupatovne vlasti, da polurazvijenim narodnima još nije nikad pošla za rukom asimilacija bilo kojeg naroda. Kulturni stupanj ovih država, koje bi htjele asimilovati Makedoniju nije dovoljno visok, da privuče i uvjeri Makedonce, a sila je veoma krhko oružje.

Ne poznajem potpuno tačno — vjerovatno veoma netačno postupak sadašnjih balkanskih vlada prema njihovim narodnim manjinama. Mogu samo nešto a priori kazati i kao veoma vjerovatno pretpostaviti. Mlade države, koje su još u stanju razvoja, koje se same moraju još izgraditi, koje još nisu u unutrašnjosti dovoljno konsolidovane, koje kolebaju između revolucije i reakcije imaju uopće tendencu, da ne poštuju svoje narodne manjine. Prije svega naginju, da mjesto prirodne narodnosne države učvrste i ojačaju „državni narod“, što se događa u borbi ili nepaženju i zanemaranju narodnih manjina. Nužno vlada i kod balkanskih država ovaj put, pa kao što i u drugim državama morat će se i ovulje tek izvoštiti pravo na

zaštitu narodnih manjina Moram nadodati, da je pitanje narodnih manjina politički najvažnije i najpogibelnije pitanje ne samo na Balkanu, nego uopće u istočnoj Evropi.

Kako će se dokrajčiti sa ovim stanjem na Balkanu?

Odgovaram u smislu „Balkanske Federacije“. Borbe će tek nestati u času, kad se ostvari balkanska federacija. Gdje prestaje strogost granica, tu prestaje i imperijalistički gajena mržnja naroda — ne vjerujem u prirodnu mržnju naroda, pa ni susjeda, ta je mržnja između naroda više plod rada i interesa ekspanzivnih i nasilničkih vlada, koje ovu mržnju gaje za svoje ciljeve. Koliko je meni poznato, sadašnje su balkanske vlade teško militarističke. Da militaristička vlada pusti i pe-

dalj zemlje — sasvim je nemoguće. Takvu vladu zahvaća ludilo posjeda. Ona ne poznaje pojam narodnog samoodređenja. Drukčije je to kod demokratskih vlada, koje su zaista demokratske, a ne možda plutokratske. Prava demokratska vlada bit će brzo spremna na pregovore, koji će osigurati i položaj njene države. Odstup buntovnog dijela zemlje sasvim je razumljiv za demokratsku vladu, kao i odstranjenje nezdravog dijela tijela. Demokratska će vlada priznati i za druge narode ona načela, koje je uspostavila za svoju vlastitu državu i bit će spremna, da ih u potrebi primijeni. Samo pod pravim demokratskim vladama može se ostvariti autonomija balkanskih naroda i balkanska federacija.

Alfred Döblin

Nacionalno pitanje u Sovjetskoj Uniji

II.

Nacionalno pitanje u Sovjetskoj Ukrajini

Nacionalni sastav radničkih sindikata i Komunističke partije Ukrajine.

U Sovjetskoj državi vodeću ulogu igra radnička klasa i naročito radničke sindikalne organizacije i komunistička partija. Zbog toga nam nacionalni sastav tih organizacija pokazuje dijelomično i udio pojedinih nacija u vlasti.

Dne 1. X. 1925 brojili su sindikati Ukrajine 1.465.000 članova, od njih je rođenih Ukrajinaca 40% (po raznim sindikatima od 20—70%). Ali od rođenih Ukrajinaca ukrajinski govori samo polovica. Druga polovica rusificirana je za vrijeme dugogodišnjeg života i rada u gradovima. Djeca tih rusificiranih otaca osjećaju se već Ukrajinacima, a ukrajinstvini vraćaju se pomalo i očevi. Nove mase proletarizovanih ukrajinskih seljaka, koji dolaze na rad u gradove, ostaju Ukrajinacima. U vezi se procesom ukrajinizacije gradova vidimo naglu promjenu u nacionalnom sastavu gradova.

Porast ukrajinskog elementa u vladajućoj „Komunističkoj Partiji Ukrajine“ (koja ima prava oblasne organizacije centralizovanoj na cijelom području SSSR-a, „Komunističke Partije Sovjetske Unije“ išao je ovako (u %):

	1. I. 1924	1. I. 1925	1. VII. 1925
Ukrajinci	33,4	37	39,9
Rusi	48	43	40
Jevreji	14	11,9	11,8
Ostali	4,6	8,1	8,3
	100 %	100 %	100 %

Proces ukrajinizacije vidi se još jače iz cifara o nacionalnom sastavu „Saveza Komunističke Omladine Ukrajine“:

	1. IV. 1924	1. IV. 1925
Ukrajinci	48,3	58,1
Rusi	23,2	20,6
Jevreji	23,6	17,8
Ostali	4,9	5,5
	100 %	100 %

U ekonomskom pogledu ukrajinski narod dobio je jednu osnovnu tekovinu: ukrajinski seljaci dobili su zemlju, koja je prije revolucije pripadala veleposjednicima (većinom ruskim, djelomično i poljskim). Od novih ekonomskih gradjevina treba istaći. Dnjeprovsku Hidrauličku Stanicu (jačina 180.000 HP), najveću u Sovjetskoj Uniji, koja se je počela graditi u februaru 1927. Potpuno će biti dograđena za 5 godina a stajat će preko 100 miliona rubalja (50 miliona dolara).

„Ukrajina Ukrajinacima“ — taj ideal i ta težnja potlačenog ukrajinskog naroda ispunjena je. U Sovjetskoj Ukrajini vlast zaista pripada ukrajinskom narodu, koji stvara na ukrajinskom jeziku novu revolucionarnu kulturu. Uz kipeve Marksa i Lenjina, koji se nalaze po cijeloj Sovjetskoj Uniji, Ukrajinci dodaju i kip svog nacionalnog barda Ševčenka, umućenog od carizma početkom XIX. stoljeća.

Neoslobodjena Ukrajina.

Izvan Sovjetske Unije živi 11,5 miliona Ukrajinaca, od toga 8,3 miliona u Poljskoj, 450.000 u Čekoslovačkoj (Podkarpatska Ukrajina), 820.000 u Rumunskoj (Besarabija i Bukovina), ostalo su emigranti, većinom u Sjeveru i Južnu Americu. Istočna Galicija, nekad centar ukrajinskog nacionalnog života, zamrla je pod žizmom poljskog imperijalizma. Galicija, Volin, Podolje, Besarabija, Bukovina podvrgnute su sistematskoj nasilnoj denacionalizaciji. Ukrajinski narod je uvjeren da Versaljski mir, koji je izručio milione Ukrajinaca Poljacima, Rumunjima i Česima, neće ostati vječan i

da nije daleko dan ujedinjenja čitave ukrajinske nacije u jednu državu.

Nacionalne manjine Ukrajine.

Paralelno sa bujnim razvitkom ukrajinskog naroda, ide i razvitak nacionalnih manjina Ukrajine. Oslobodjenje Ukrajine nije značilo porobljenje i gonjenje nacionalnih manjina. Historijski dekret ukrajinske sovjetske vlade o ukrajinizaciji (Dekret „O mjerama osiguranja ravnopravnosti jezika i o pomoći razvoju ukrajinskog jezika“, od 1. avgusta 1923 g.) zagarantovao je istovremeno i prava nacionalnih manjina. „Centralna komisija za poslove nacionalnih manjina“ pri ukrajinskoj vladi, sastavljena od predstavnika nac. manjina, rukovodi političkim i kulturnim radom.

Rezultate slobodnog razvitka nacionalnih manjina možemo ocijeniti iz ovih podataka:

Ime nac. manjine	Broj stanovnika	Broj nacional. škole	Broj djaka	Broj nacionalnih seoskih sovjeta		Broj nacionalnih kotarskih sovjeta
				1. IV. 1925	1. I. 1926	
Jevreji	1.550.000	525	69.000	19	100	2
Nijemci	360.000	600	34.000	98	185	7
Poljaci	300.000	246	12.000	15	111	1
Bugari	110.000	45	4.300	25	57	4
Grci	50.000	1	96	26	27	2
Moldavci (bez. Moldavske Aut. Sov. Soc. Rep.)	50.000	11	—	—	9	—
Česi	—	12	—	5	13	—
Bielorusi	—	—	—	—	1	—
Tatari	11.000	31	1720	—	—	—
Latiši	—	2	53	—	—	—
Švedi	—	1	107	—	—	—
Sirijski	—	3	150	—	—	—
Armenci	—	3	225	—	—	—
Ukupno	2.431.000	1480	121.544	188	503	16

Sa Rusima (2—2,5 miliona) broj stanovništva nacionalnih manjina približava se k 5 miliona. (Na Ukrajinice ostaje nešto preko 23 miliona.) Obzirom na školstvo, Rusi i ne spadaju u nac. manjine jer je relativni procenat ruskih škola i danas još znatno veći od ukrajinskih. Zbog silne rastresenosti Ruse je teško baš kao i Jevreje, okupiti u lokalne nacionalne sovjete. God. 1926 postalo je svega 90 ruskih lokalnih sovjeta. Raznih političko-prosvjetnih kurseva i škola bilo je (na 1. III. 1925): 1346 sa 62.230 djaka i to na jezicima: jevrejskom, njemačkom, poljskom, tatarskom, bugarskom, češkom i armenskom. Na 6 raznih jezika nacionalnih manjina djeluju 92 sudska dvora (komore).

Znatan je posao učinjen, da se pomogne prelaz siromašnom jevrejskom stanovništvu ka poljoprivredi. (Jevrejsko stanovništvo malih gradova zapadne Ukrajine, koje se je do rata bavilo sitnom trgovinom i obrtom, ostalo je sada dobrim dijelom bez posla. Državna kooperacija i industrija ne može im dati svima posla, pa se pomaže i poljoprivredom.) Godine 1926 odjeljeno je za Jevreje 36.000 desetina zemlje u Hersonskoj guberniji i na tu je zemlju nastanjeno preko 2.000 porodica, organizovanih u 140 velikih kolektivnih gospodarstava sa 12.949 članova. U krivoroškom okružju naseljeno je 277 porodica na 3.800 desetina. Za godinu 1927 odjeljeno je daljih 50.000 desetina zemlje, na koju će se nastaniti 3—4.000 jevrejskih porodica.

(V. Nastavak.)

Dr. C. Antonetić

FEDERACIONI BALKANIK

DY-MUJËR

ORGAN I MINORITETEVET NACIONALË E I POPUJVET BALKANIK TË SHTYPUR

BOTOHET NË TË GJITHË GIUHËT BALKANIKE

Traktati francez-jugoslav

Me 7 të k. m. u botue teksti i traktatit francez-jugoslav: N' Artikullin 1 detyrohen të dyja anët mos me atakue njeni Shtet tjetrin, dhe mos me marr pjesë n' asnjë atakim që munt të vijnë prej ndo' i Shtetit të tretë kundra ndo njes anë kontraktuese. Ekçeptione munt të lëjn vehtëm prej possibilitetvet që dalin per t' i dalë zot vehtes, a por prej një akcioni që vendoset prej Lidhjes së Kombevet.

N' Artikullin 2 detyrohen partit kontraktuese me rregullue konfliktet që munt të lëjn nermjet të tyne nepermjet të rruges diplomatike e, po kje se me ket së rregullohet çështja, atherë me ju shtrua një formes arbitragji. Per ket do të bëhet një marrëveshje e posatëshme.

N' Artikullin 3 detyrohen Franca dhe Jugosllavia me studiu bashkarisht, të gjitha vëndimet e Lidhjes së Kombevet a të Këshillit të Lidhjes, që venë në dyshim sigurimin e njes anë kontraktuese.

Artikulli 4. Po kje, se Franca a Jugosllavia sado që kanë tendencë pagjet e pa provokue tjetër kend, atakohen prej ndokuej, aherë të dy qeverinat do të merren vesht njena me tjetren, per një akcion per të mprojtë intereset e tyne nacionale e gjendjes e krijueme prej traktatit të pagjes, tuj pasë veçse gjithnjë para sysh detyrat që rrjedhin prej paktit të Lidhjes së Kombevet.

N' artikullin 5 detyrohen të dyja qeverinat me luftue kundra ç' do akcioni per ndryshimin e gjendjes politike, të sotëshme e m' u marr vesht permbi akcionin që duhet bë në një rasë të tillë.

N' Artikullin 6 deklaroin të dyja anët kontraktuese, se asnjë artikull i këtij traktati nuk do të kuptohet në mndyrë të tillë, si t' ish n' kundershitim me traktatet të tjera që jan bë prej Francez a prej Jugosllavis e që merren me politiken europiane. Posë kësaj të dy qeverinat detyrohen m' u marr vesht rregullisht permbi të gjitha çështjet e politikës europiane e me i dalë zot atyne që kanë mendim pagje. Ashtu dhe do t' i diftojn me kohë njena anë tjeters të gjitha traktatet që do bajn me fuqinat tjera.

Artikulli 7 konstaton se ky traktat nuk rri në kundershitim me detyrat që i lëjn të dy Shtetetvet prej anëtarësis me Lidhje të Kombevet. Traktati do të regjistruhet në Lidhje të Kombevet. Traktati hën në fuqi mbas ratiifikimit e ngiatë dhet vjet, në funt të nandes vjetë munt të zgjatohet me dashje të dyja anëvet.

Ky asht teksti i Traktatit. Traktati ka bë një pershtypje mjaft të madhe në shtypin botnuer. Natyrisht se gjykimet mbi traktatin ndryshojn. Shtypi francez e jugosllav na seurojn se traktati është i pregatitur para shumë kohe vetun nuk kje nenshkrue deri tash per të mos të zemrue Italin. Mbase Italia veçse gjithnjë vijon n' udhen e sajë hostile kundra Jugosllavis, si u provue me traktatin e Tiranës dhe me traktatin e mshehtë që hani me Ahmet Zogun, aherë dhe Jugosllavia do të pshtetej n' mikneshen e sajë të motëshme, në Francen. Prap se prap veçse, thonë gazetata serbe e franceze, traktati është një traktat pagje, që pëshitet në bazen e Locarnos per të rrejtun pagjen botnore. Gazetat serbe thonë edhe se Balkani duhet të jät në dorë të Balkanasvet dhe tjera fjalë të zakonëshme që persriten në një rasë të tillë.

Shtypi italian n' anë tjetër thotë se deklarimet që nepen në shtyp se traktati nuk është kundra Italis janë pallavra, traktati është kundra Italis. Do t' ish ma mirë per Francen mos t' a ulte politiken europiane në çështje aventuriere të politikës serbo-balkanike, pse me bandat e kryengritjet aventuriere të Serbis nuk munt të ngatruhet politika e natë e Europes së civilizueme. Me ket Franca provon dhe një herë se është gjith herë aty ku janë anmiqt e Jugosllavis, Per sa' i perket Jugosllavis — thotë shtypi italian — është kot m' u marr me një qeveri që s' është as e zoja me ratiifikue traktatet që kanë nenshkrue po perfaqësuet e sajë. Jugosllavia s' është e zoja as në shpë të sajë me bë rregull, prap nuk munt të merret serjozisht prej një fuqis së madhe si është Italia. Per sa' i perket fjalëvet që perhapin serbët, Balkani per popujt e Ballkanit, dhe kjo — thotë shtypi italian — s' ka' as frymen e sinqeritetit pse mirë se Italia si popull jo-balkanik

nuk do t' u perzika në çështjet ballkanike, po me ç' të drejtë atherë do t' u perzika Franca? Traktati ka per fill me zhgulë hegemonin italiane në Ballkan, dhe në vent të sajë me ngulë hegemonin franceze dhe zgjedhen barbare serbe.

Këto janë shumë a pak reperkursionet e traktatit. Fakti është veçse se si Italia si Jugosllavia kanë hak kuer flasin njena per tjetren, çka provon se te dyja gjenden në rrugen e pa-drejtë. Filli i tyne si i Italis, si i Jugosllavis nuk ka tjetër per qellim, veçse me grabitë e me robnuë popujt e vegjel, per profitin e tyne. prap mos të shajn njena tjetren, pse te dy Shtetet janë mbretëna militariste e imperialiste.

Italia me traktatin e Tiranës, me Banken Nazionale, me traktatin e ishehtë etj. e ka' cue Shqypnin në grykë të vorrit dhe e ka' bë shërbtorë t' ultë per fillat e fashismes.

Jugosllavia kuer thotë Ballkani per popujt e Ballkanit etj. tallet me boten, pse ç' do me thanë Ballkani per popujt e Ballkanit, kuer robnon ajo vetë, në një mënyrë barbare tjerë popujt të Ballkanit. Mbaston me permendë Kosoven dhe Macedonin.

Prap fundi i të gjithë ketynë traktave miqësor e ushtarak nuk është tjetër veçse mendyra ma e shpejtë per me prue boten prap në lufta të tmershme.

Pë u mushë mirë 10 viet gjindemi prap në gjendjen para luftës: grabina, robnina, pa-drejtësina te shtetetvet të mëdhaj naj Shtetet e vogla' e traktate per të mbajtë në kamë këto pa-drejtësina.

Kjo gjendje e tmershme rrjedh prej pa-shpirtësis të kapitalismes botnore, që nuk munt të hiekun dorë kurr prej profitit, dhe kuer ky mbahet me gjakun e popujvet të mbarë.

Shqypnia e tjetër popujt e Ballkanit, gjenden në gjendjen ma të tmershme, nermjet të fashismes në njën anë, e të qeverinavet të tyre agente në tjetren anë.

Lufta që do rrjedhin nermjet t' Italis e të Jugosllavis do të kët per lamë Shqypnin.

Fryti i kësaj lufte, si fitoj Jugosllavia, si Italia do të jet per dam të popujvet të Ballkanit, duhet prap që popujt e Ballkanit qysh tash të bashkohen nermjet të tyne në një Federatë ballkanike punëtore.

Vehtem Federata Ballkanike do të jët e zoja me i bë ballë fashismes dhe me shperda qeverinat-agente e të huajvet që veprojnë ne Ballkan.

Vetëm kjo Federate do të munt të seurojn të drejtat e popujvet të Ballkanit.

Paris, me 12 Nanduerë.

J. Mali

Kujtime mbi Maqedonin!

Kena ç' faqë mendimin t' anë gjith një me letra të rreshtume Kujtimet e Maqedonis tuei in kujtue hallet vllaznivet ballkanas mbi rrjedhjet e ndollinat e idhta që po vlojnë në pellgun ballkanik.

Edhe tash do të perpiqemi me ja u forcue ket ideë me njerzit pololikan të famshem e ma të ndershmib e botes. Gazeta, Federacioni Ballkanik në të gjithë se cillin nuruer të saj i ka shtypë fotografinat e burravet diplomat ma më za të Europës që kanpasë nderen me mprojtë Davanë t' onë të perbashktë ballkanike. Prandaj e kam me detyrë me ja u njoftë shokvet bashka-idealiste të ballkanit burrat zemer bardhë që po na i mprojen principe t' ona me guzim, me trimmi e me ndergjegje të fort ma teper se na vet. Kështu pra kuptuhet se lufta qikemi ç' pallë per çështjen t' onë nuk jemi të Vetëm por kemi edhe miq të fortë të cillët po mundohen e poderdhin djersen e tyne tuei ja u ditue botes njerzore të drejtat t' ona që mbretnojen në Ballkan. Kur se miqtë po proin tezin në Hesap t' onë a thue nuk ishte turp per nevet ballkanes. Pra sod po ju paraqes me gëzim të madh mprojtin e Çështjes t' onë Prof. Dr. V. Valentinin që është mik i Vlershëm i Yni. Ka leë në Frangfortë në Vitni 1885, nga një familje emigrand të Francës i cilli është marë gjith një në jetem e vet me politikë, Istori e me ekonomi-internacionale.

Në Vitni 1910. është thirrë në Universitet të Ferihorgut e per pak kohë është bë Profesor. Me 1916, ka marrë pjesë në

luftën e Galicis. Me 1913 është kenë si referent për politiken e jashtme në Potesdam-Arshijun. Mbas luftës botnore, është bërë pasifist dhe ka marrë pjesë në partinë demokrate si këshilltar e është bërë Kolobararot i shtypit të partis demokrate.

Ky mik inderdhem për me mujtë m' i pë dhe m' i studjue për së afërm ngjarjet ballkanike që pëndizen si një vullkan del e i shetjetë të gjitha viset e rri në kryetë të vatrave t'ona të djeguna e të shkretënueme tuëi i lëmue e dasht varianjtakët „jetimat“ t' anë dhe e ndin për detyrë njerzore m' i ngushllue māmāt t' ona ky thot:

„Une e kam mësue me gazmend e deshir të madh shpirtin e djegun të nacionalistvet Ballkanas“. Sa lumni e madhe e sa shkallë e naltë njerzore për të.

Në Bullgarit Çankofistet mbrenda në dyvjete e sypër vrasine grijën mbase njëzetimj banor të nacionit të vet dhe familjet e foshnjat e të mjernëmvete pa kur far mëshiret i djegin e i për vlojën me tullumhat e vajgurit mbrenda në vatrāt c tyne!!! ... Kur se me anë tjetër ndigohet një zā i një burrit francez që ka leë në Frankfortë e ban sakrificā tuëi deklarue në pellg të Ballkanit se është i lumtun dhe i kënaqun për që ka mësue shpirtat e djegun e të pervlueim të popujvet të mjernem e të robnuem të Ballkanit.

Profesor Dr. Valentini është „një person i njoftun për pagjë e politikë botnore ë nuk munt t' i shofin pa dishprim rrjedhjet e ndoliivet të Ballkanit tuej thanëse Ballkani është folllja e gjith luftavet e si-do-mas luftes botmore“. Për këto arsuna i deklaroun botes mare që të marrin pjesë në fatkeqsin e mjernim t' anë.

Bujari-trim profesor ban këto pershkrime mbi çështjen t' onë.

„Traktatet e pagjes që uban mbas luftes botnore nuk janë të mjaftushme për me sigurue pagjen në Europen qentrale e në Ballkan si p. sh. Basarabia, Maqedonia, Shqipnia, Malizi, Kroatia e Dallmacia, çështja e të cillavet ka një rānsi tēper të veçante për ata burra që dinë me i çmue shpirtate e banorvet të këtyne visevet. Në kohë të sodit ballkanin po e sundojën e po e dominojën guvernāt me egoiste dhe shovene dhe po deklarojën me vepra e fakte se „të gjith ata popuj që rrenkojën nën-thundren e sundimit do të qindrojen me nevet patjeter se perndryshej bertasin si të çmendunit, me forcë e me pahirë kemi m' i shtype e m' i strengue me torturat e fitrshme për t' i bā serb, grek, rumen e bullgar se kēshtu ja u don interesi, militaristvet e i guvernavet-diktatoriale të guvernavet të Ballkanit.

Dr. Valentini thot: Vallë si do të i vinë perfumdimi i këtyne guvernavet që ushqejën të tilla mendime të kalbta që kufijitë e gjith shtet janë ngatrrue e aq perzi sa është imposibel me i dā si në gjuhā në besime e në kombesina...? Kufijitë e Serbis deri ku i kanë zgjonu e zgjatue, kufijitë e Greqis prej kah fillojën e deri ku mharojen e kufijitë e Shqipnis sa teper janë ngushtue?... Këto janë krimet e padrejtsitë ma të mbdha që kanë mujtë me i bā Diplomacia e sodit tuëi pēshtet vetem foreavat tyne!...

Indershmi profesor na difton se shovenizmi i guvernavet ballkanike nuk dëshiron kur se si t' i respektojen minoritetet e pakicysvet edhe as duen t' i marrin parasysh të drejtat e tyne.

Çështja e pakicavet figuron dhe në Europen Centrale por, të këtynevet u janë marrë parasysh të gjitha të drejtat jo vetem me teorī po edhe u janë zbatue pikrishtë, si p. sh. në qarkun e kufinit Germano Danois pakicavet in kanë dhanë të drejtat deri më at grade që kanë mbetë të kënaqun.

Kēshtu pra si këto shtetet Europes ishte nevoja që të veprojshin edhe qeverinat e shtetevet të ballkanit të cillat me shumicë të madhe po i gëzojōn popujtë e ndrëshem nen sundimin e tyne e nuk po mujën me bjeq dorë nga ato mendimet e shovonizmes se vjetër si kur se e kishin deklarue „Nacionalizēm etatique forcë“. Duhet që të hjekin dorë e mas të derthin kot gjokun e liberatorvet edhe të largsohen prej të bamit therorë, se mjaftojën shkretinat, grabitjet, gjakderdhjet, andrrat e ulizonet e mbdha që kanë për princip të vetem m' i pushtue vatrāt e vllaznivet tēqinj e m' u rriste e forcue ndeper vatrā të huja, Se nga këto taktik e verbte që po ndjekin as një prej tyne nuk munt të bahet një shtet i madh i fort si po androjōn këta lakmonjisit sundonjës. Po, munt të bahet një shtet i madh ballkanik, at herë kur gjith popujtë e kēsaj sinsie bashkohen e lidhen ne një organizatë të një shteti të perbashktë prej gjith popujvet të ballkanit, dhe vetem kēshtu munt t' i mprojōn interesat e përbashkta e munt t' i sigurojōn të drejtat e tyne.

Si kur se dihet zgjimi, inteligenca e pasunia e ballkanasvet është e madhe edhe e vlershme e vetem me ket mënyrë mundet me u lsumue e lulzue për-jetë ballkanit. Prandaj i pergëzoi dhe i uroj burrat e shoktë e gazetes Federacioni Ballkanik që kanë ditë me e gjetë rrugen e vertet e të lumnuhme e cilla është e vetmja rrugë shpetime për popujtë e ballkanit edhe këtë e ka kuptue krejtë bota CC.

Ky është profesor Dr. Valentini me zëmer shumë të diltë

e me ndergjegje të naltë i cilli del para botes e deklaroun mendimin e vet me prova e fakte të shnoshtë tuëi e mprojtë çështjen t' onë pa u lodhë fare.

Pra e kemi për detyrë t' a respektojmë me durëtrokitje ket burr të famshëm mikun e konfederacionit Ballkanik.
Prof. Qamil Bala

Çashjta shqiptare e sotshme

II.

Kët herë përgatiten projekte krejt radikale për reforma. Sa fytyra noble që kishte vendi, u thirrën në krye të punës. Qe, suksesi i parë i përpjekjeve të përgiakshme nacionale të 15 vjetve: një qeveri demokrate, qeveri populli me program për reformë agrare e me spiritë kundra feudalizmit. I shkretë popull në punë të vet, tue u orvatë me i mbështjellë plagët e veta. Pa ba kurnji hua, e ballancōn buxhetin e vet modest; e fillon me punue me nxehtesi e energjie. Së kishte mbetë ma kush prej sërbofilave e prej spjunëve të Serbis që ishin futë në të gjithë anët e vendit e në zytrat ma me rrandësi të qeveris. Ata, me Esadin e vogël ishin përmbledhë rreth sofrës së xha Pashiqit. Filluen bisedimet me qeverin e re demokrate të Shqipnis, duhet me e shdukë, në dashtë — për këtë qëllim — të sakrifkohet edhe independenca e vendit. Në Shqipni një qeveri demokratike, një qeveri që shteteve fqinj nuk u jep koncesione e nuk mer hua me kushte të rrandë, nuk duhet të jetojë.

Për me i shërbye këtij qëllim duhet pak lustrë e reklam. e kēshtu u tha e u shpall se, kjo qeveri është bolçevike,

Porse, projektī i reformës agrare që kishte përgatitë qeveria demokrate, ishte shumë ma mprapa atij të Sërbis. Regjimi demokrat i Shqipnis, gjyqi politik i tij, nuk dënoj me ndekje asnjeri, nuk u vluoe e drejta personale e civile e kurkuej. Qetsia e vendit ishte një shembull. Qeveria sërbe, që sot deklaroun miqsi për popullin shqiptar, si muejtë me e shdukë qeverin demokrate të Shqipnis? Esadi i vogël, ish kryeministr i Shqipnis me vrangjelistët me topat e Serbis e mbas planeve të shtatit madhnor serb, e msyni Shqipnin. Kët punë kush guxon me e ba në këtë shekull? Një bir i atdheut, një ish-kryeministr, me topat, me paren e me fuqit e një shteti amik, lufton kundra kombit, e shqimë ushtërin e vet! Ushtëria ngadhëne e wrangjeliste, e shtin Esadin e vogël në Tiranë. Sërbofilët këthehen krejt e më tjetër anë nacionalistët me vapore plot e janë atdheun e shjët e dalin jashtë.

Populli fatzi shqiptar, mbetet në dorë të Esadit vogël e t' oficerve të Serbis. Asht për t' u mendue se ku mbërrin halli i atdheut kur vendin e ushtëris së rregullshme e xen turma e katilëve të bñunut me pare. Ata patriotë të pafat që mbetën në atdhe u mbytën e u vranë një kah një nëpër burgje e në për shpia. Gjith feodalët e vendit u mblodhën e shfaqën bindjen e vet para Ahmedit tue i deklarue kēshtu që ban shka të bajsh e mos na len që të biem edhe një herë në dorë të nacionalistve!

Esadi i vogël, kryetar republikë. Këtij presidenti republikë, me kurorë e me uniformë mbretit, i u falën pallate që kushtojn aq shpenzime sa krejt t' ardhunat e popullit. Populli i shkretë, që sēpo mundet me gjetë bukën e kollombocit asht tue vjellë gjak për me i ngrehë pallatet e presidentit të republikës. Prishja e korrupsioni s'e kan hesap. E prej nacionalistëve, që sa vjet e majten qeverin në dorë, asnjëni s' e bani shpi.

Esadi i vogël, si i dha vehtes këtë tualet, si vuni kurorën mbi krye e u ungj mbi tron i u afrue Xha „Pashiqi me kerkesat e tia.

Vermoshiin, malin strategik të Shkodrës, që ishte tue u perpjekë prej vjetsh për t' a marë, e muer e fitoi edhe kishën historike me fam të Sh. Naumit — me gjith që institutet nderkombtare i a kan pas njoftë Shqipnis — prej nipit beg, kundra kurorës me serm. Prej kēsaj vepre, ambicia e Italis u shtue. Por nipi beg me sërma i tha Italis që edhe ty po t' ap. Ata, koncesjonin s'e bankës rē t' a kishin dhanë; merre, e me kondita që të duesh, jan të pran u ēshme. Huaja u kontraktue me një interes aq të rrandë të pa pame në botë. Kët herë Pashiqit i mbet hatri e iëu idhune Ahmedit për koncesione e privilegie që u vali italianëve, tue marrë edhe instruktore italiane për ushtri. Ahmedit tue pa se Pashiqi s' po ngihet e italianët jan ma të pasun e prishi me Pashiqiu e u lidh me Italin krejt nëpër mjet të paktit të Tiranës. Kēshtu i dha fund e e suprimoi edhe at fjalë „independencë“ që kishte mbetë mbi kartin e hyni nën mandatën e Italis. Mbas kēsaj ngjarjeje, Italia nisi me i shtrëngue nacionalistët refugjatë që ndodheshin n' Itali, deri as kryetartë e tyne u arratisën e duellën në Serbi.

Serb tuj pa nipin t' tyne në prëhen t' Italis, që gjith Shqipnin po i a falte asajë, sidomos me paktin e Tiranës, i vuni në rreseik Serbinë edhe ma teper se Shqipninë vetë, atëherë, po, kerkuene afrimin e rrethit të nacionalistëve të vjetër, therorë e të pa fatë(!):

Neve nuk kemi tashti — thonë serbt — mentalitetin e djeshëm; politikën t' onë me nipin beg, e kemi prishë e tash dëshirojmë veç një Shqipëri të lirë e veturdhunese, e kurgja tjetër. Shkon olgrifini njëqeveri nacionale, na do të ju ndihmojmë. Natyrisht, këta nacionalistë të pa fat që krejt jetën e tyne e kanë sakrifikue për idealin nacional, e qi prej tre vjetësh jasht atdheut po varhdojnë në përpjekjet e tyne, e dinë se serbi ç' asht.

Këta refugjatë të vlefshëm e të pa fat, qi dikur e me vjet kanë pas mallkue njerzit si Aqif Leshin e Taf Kazin, qi me paret e Serbis i kanë pas ba keq atdheut sot jan rreshtue rreth e përqark tavolinës së komitetit të Pashiqit e jan tue kërkue çare për derd qi kanë. Po duen me zija të dorë, e me e përqafue kë të fjalë e politikë të re të serbit. Edhe këta si Esadi i vogël do të armatosen dhe ndoshta një ditë, mbas përpjekjeve fort të përgiakshme Esadin e vogël do t' a shtin posht, por, Ahmedi sot armët i ka ndërue, në vend të armës serbe, ka marë armën italiane e në vend të wrangjelistëve ka marë oficerë italianë me kejnisha të zeza në ushtërin e vet. Mussollini guzintar topat e veta i ka ngrehë e vue në pozitë deri në Vermosh, deri në Krumë e Karshi Prizrendit. Përpara kësaj situatë serbt do të shtin me ba kryengritje! Në qoft se asht për të celë një luftë me Italinë, një kryengritje munt të ket vent.

S' asht e mundun, Italia, me përgatitjet qi ka në Shqipni nuk i jep shteg një revolucion, e në dy ditë e shkel. Se pse revolucionin nuk bahet kundra begut me serma, por karshi fuqive italiane.

Shka del, me e derdhë gjakun e popullit në një të përpjekun të tillë të përgiakshme?

T' a zain se një okasion qi s' vjen ndër mend e izoloj Italin e begu me sermat e la vendin e kaperçej në Bari. Kët herë qeveria serbe a s' kishte me kërkue një Vermosh të ri?

At herë Italia qi kishte me e hupë krejt çashtjen a kishte me mbetë indiferente?

Të pyesim, pse nuk i u kuq fytyra e serbit në të shkulun prej rranje të një grupi nacional, pacifist e demokrat tue e armatosë Esadin e vogël? Dhe ndër serbt ka nacionalista të ndershëm. Si u ba, qi nuk duet ne shesh një grup me bërtitë kundra këtij krimi e me e agitue ndergjegjin nacionale? S' kanë ndergjegje, s' kanë ndjenja! Një grup qeveritar ti verbuem qi dje ka pas lëshue konopin në fyt të një grupi nacional te një shtetit fqij e qi sot premtun e këndon ndiesië njerzore e fisnikije!

Ata ndoshta do të binden — por aj qi bje në det e përqaft gjarpnin — por në mes pse ka me u derdhë gjak? Për t' a dëbue Ahmed Zogun. A asht mjaft kjo? Për me zgjidhë dayat e serbit me Italin, çdo viet me sakrifikue nga disa mij katundar shqiptarë innocent! Italia me Serbiën s' asht e mundun qi të lán një qeveri të ndershme në fugi qi s' jep rus hvet as kujt. Serbia në qoft se u pendue prej gabimeve qi bani, pse nuk i jep të drejtat nacionale të një milion shqiptari në Kosovë qi i ka njoft e garantue dhe përpara ligë së kombeve? Pse nuk u thonë nacionalistëve qi i kanë marë përpara: ejani t' ju bashkojmë me vllaznit qi keni këtu, shkollat e tyne t' i çelim bashkë, e t' a inaugurojmë fillimin e gjuhës nacionale së bashku? Këte nuk e thonë; por të ju e ndihmojmë — thonë — qi t' a shpëtojmë Shqipnim, at Shqipni qi ka rra ndër thonjt të Italis.

Neve e këshillojmë e i rekomandojmë popullin shqiptar, mos me derdhë gjak në per hesap të Serbis e të Italis.

Një livizje e këfillë do të jetë fillimi i një lufte, do të derdhet prapë gjaku i mijna njerzve të pafajshëm në hesap të Serbis dhe vendi, do të pësoj një invazion të dytë italian.

Për me besue se serbt kanë ndërue mendim përnjimend si thashë ma nalt, ma së parit t' i u kthejnë të drejtat nacionale e civile të marruna nëpër kambë të popullsi në Kosovë e në Makedonie e mandej të shpallin intentionin e mir e të bukur. Përndryshe, mos të luejn, kot me fatin e popujve të pa fat!

(Fund)

Rassid

FEDERAȚIA BALCANICĂ

BI-LUNARA

ORGAN AL MINORITĂȚILOR NAȚIONALE ȘI AL POPOARELOR AȘUPRITE DIN BALCANI

APARE ÎN TOATE LIMBILE BALCANICE

Situația continuă a fi tulbure și imprecisă

În intențiunea guvernului Brătianu lovitura dată prin arestarea domnului Manoilescu și trimiterea lui în fața Consiliului de Război urma să atingă două scopuri: să silească partidele politice să se pronunțe în chip limpede și definitiv în chestiunea Regentei și, în cazul când acest scop nu ar fi fost atins sau când Partidul Național-Tărănesc s'ar fi pronunțat contra Regentei, să împiedice prin terorizare țineria adunării »naționale« dela Alba-Iulia. Astăzi trebuie constatată că cel puțin unul din aceste scopuri nu a fost atins.

Raporturile dintre partidele politice și atitudinile lor în chestiunea Regentei, în loc de a se fi clarificat și precizat, sunt tot mai întunecate. Care dintre ele sunt carliste și ce vor ele anume? Iată o întrebare la care nici guvernul nu a primit, cu toată provocarea sa, un răspuns limpede și la care nici nu se poate încă răspunde. Partidul Poporului părea acela, care în chestiunea Carol se angajase mai mult. Ori, în discursul său la Senat generalul Averescu l-a abandonat definitiv pe d. Manoilescu. »D. Manoilescu, a declarat generalul, ce-a făcut n'a făcut ca exponent al partidului nostru.« Ce urmărește generalul Averescu prin această abandonare rușionoasă și lașă a amicului și mesagerului său? Să recâștige încrederea domnului Brătianu? Se pare. Mai ales dacă constatăm, că în discursul său generalul s'a pus în situația de . . . apărător al Regentei, acuzând tocmai pe d. Brătianu că, prin politica sa de dictatură, compromite și pune printr' asta în pericol însăși instituția monarhiei.

Atitudinea Partidului Național-Tărănesc nu este nici ea mai limpede după provocarea Manoilescu, dimpotrivă. În discursul d-sale la Cameră șeful partidului, d. Maniu, s'a

declarat împotriva redeschiderii chestiunii Carol astăzi, dar a admis în principiu posibilitatea, redeschiderii ei »la momentul oportun«. În același timp a negat că Partidul d-sale ar fi invitat pe Carol să-și valorifice pretențiile la tron. Deci un fel de pentru-contra. Mai precis a fost d. Vaida-Voevod, vice-președintele P. N. T., în interviewul acordat »Adevărului«. Deși declară că s'ar adresa lui Carol, dacă l-ar întâlni la Paris, cu titlul de »Măria-ta«, tatsuși i-ar spune: »Ești uitat«. Dar, adaogă mai departe d. Vaida, »cine garantează, că dacă . . . ar fi mai departe strangulată viața economică, violențată magistratura și continuată reaua administrația, și în același timp defăimat eel absent, nu se vor produce în viitor curente nu pentru revizuirea actului intangibil dela 4 Ianuarie, ci — bunăoară — să zicem în cazul unei regretabile demisii a unuia dintre înalții regenti, pentru înlocuirea lui prin persoana al cărei nume este oprit să-l pronunțăm«. Așadar un limbaj obscur, menit a ascunde, și nu a lumina gândul.

Dar dacă conducătorii Partidului Național-Tărănesc se împotrivesc a se exprima pe față și hotărât în chestiunea schimbării ordinii dinastice, ei își dau toate silințele a se face înțeleși în ce privește chestiunea . . . schimbării guvernului. Chiar interviewul d-lui Vaida ne-o dovedește. Înțelegere cu liberii? »Da! Cine ar fi atât de lipsit de patriotism să nu o dorească. Dar . . . « Este un dar de mare importanță aici. »Dacă guvernul nu are nici coeziunea internă, iar partidul liberal nu dispune de simpatia obștească, atunci va putea asigura liniștea țării numai prin inversarea rolurilor, trecând în opoziție și colaborând din opoziție cu partidul național-tărănesc . . . «

Așadar în chestia Carol și a Regentei atitudine ambigenă, dar — »dacă ne dați guvernul, atunci vă lăsăm în pace și recunoaștem ordinea constituțională în vigoare«. Ca

și banii, puterea pentru conducătorii P. N.-T. n'are miros, indiferent cine le-o dă: Carol sau Brătianu.

Dar dacă cineva s'ar mai putea îndoi, că chestiunea dinastică este pentru conducătorii național-tărăniști numai un mijloc pentru a extorca puterea dela Regentă și liberali, atunci el se va convinge definitiv de cele ce afirmăm, când va auzi ce spune un alt fruntaș al Partidului Național-Tărănesc, d. Const. Stere. Într'un interview acordat deasemenea »Adevărului« d-sa spune pe șleau, că »toată chestiunea (crizei dinastice) nu este decât un pretext, un mijloc de a denatura rostul adevărat al luptelor noastre politice și de-a arunca un vâl asupra scopurilor reale urmărite de combatanți... Pentru d. Brătianu chestiunea dinastică e numai un pretext menit să justifice atotputernicia sa personală. Iar unii adversari ai regimului d-lui Brătianu nu văd, și ei, în această chestie decât o armă de luptă disperate împotriva unui odios despotism«.

Afirmațiile domnului Stere sunt numai pe jumătate adevărate. Este adevărat că, cel puțin deocamdată, chestiunea dinastică este pentru conducătorii național-tărăniști numai o armă poitică de luptă contra monopolului brătienist și pentru a-i sili pe liberali să-i accepte pe ei, pe conducătorii național-tărăniști, la împărțirea puterii politice și de guvernământ. Într'adevăr, în timp ce la Paris ei provoacă în taină pe prințul Carol să revendice tronul, la București ei se jură că nu urmăresc, doamne-fereste, o »revoluție« carlistă, — temându-se de răzburările liberalilor ca de trăznet. Asa cum Averescu s-a lepădat de Manoilescu îndată ce liberalii l-au pus pe general la zid, tot astfel național-tărăniștii s-au lepădat de Carol ca de satana îndată ce liberalii le-au arătat pumnul... și Jilava. Ceeace l-a și făcut pe Carol, care s'a văzut tras pe sfoară, să dea cărțile pe față și, în interviewul din l'»Intransigeant«, să denunte că »el nu s-a gândit să ridice chestiunea, dar timp de trei luni a fost rugat de conducătorii unor partide, dar mai ales de cei țărăniști, s'o facă, și la sfârșit s-a lăsat înduplecat«. Este deci adevărat că național-tărăniștii, cum am subliniat: cel puțin deocamdată, văd în chestiunea Carol numai un mijloc de luptă contra lui Brătianu.

Nu este însă adevărată și cealaltă jumătate din afirmațiile d-lui Stere, că și pentru d. Brătianu chestiunea este numai un pretext menit să justifice atotputernicia sa personală. D. Brătianu se teme într'adevăr de o mișcare carlistă. O asemenea mișcare a prins de-acuma, independent de intrigile național-tărăniștilor, în armată și în aparatul statului, care până acuma erau sigure în mâna liberalilor și fără de încredere absolută a cărora dictatura acestora este amenințată. Deasemenea carlismul, ca o mișcare fascistă specifică României, are posibilitatea să prindă în sânul micii-burghezii și al unei părți din țărănime. Din acest punct de vedere, din punctul de vedere al unui carlism de masă, liberalii au toate motivele să se teamă. Și carlismul, odată devenit o putere de masă, va atrage de partea sa, va grupa în jurul axei sale chiar și pe național-tărăniștii, cari astăzi se bălăbănesc între da și nu.

Și aici este pericolul cel mai mare și pentru lupta de dezrobire a poporului român și a celorlalte popoare din România. Național-tărăniștii, prin politica lor, provoacă confuzie în sânul masselor, răspândesc și întăresc iluzia, că e de ajuns numai ca Brătianu să plece și să le lase lor locul, pentru ca toate să se schimbe radical. Și cum Brătianu nu vrea să le cedeze locul de bună-voie, nu vrea să se sinucidă prin persuaziune, atunci... să vină Carol ca să-i silească, și să-i gonească. Pericolul cel mai mare este ca, în loc ca lupta masselor să ia drumul unei lupte atât împotriva liberalilor și a Regenței lor, cât și împotriva carlistilor și a regelui lor, în loc ca ea să ia drumul unei lupte pentru Republică, pentru un guvern muncitoresc-tărănesc, năzuința masselor, datorită demagogiei național-tărăniște, poate lua drumul carlismului.

Dela național-tărăniști nu se poate deaceea aștepta în nici-un caz salvarea. Chiar dacă nu se vor pune în fruntea carlismului, și este posibil ca să nu se pună, pentru că le e tare frică de liberali și de jilavele și consiliile lor de război, chiar atunci ei nu sunt în stare să dea luptei masselor o direcție justă, direcția republicei, pentru că conducătorii național-tărăniști știu că aceasta presupune o mișcare revoluționară în România de astăzi, și ei se tem de revoluție poate mai mult decât liberalii înșiși, autori de mai multe ori ai unor lovituri de stat. Intre carlism și înțelegere cu liberalii, iată drumul politic al național-tărăniștilor.

Drumul masselor nu poate fi însă decât Republica și Guvernul Muncitoresc-Tărănesc, dacă e vorba de un drum care să ducă la dezrobirea masselor de orice dictatură politică și de orice asuprire și înrobire economică și socială.

I. Mateescu

Noi procese carliste în perspectivă

Cu toate măsurile luate de către guvernul Brătianu pentru a »interzice« și împiedica discutarea chestiunii dinastice, discutarea ei s-a lăsat de-abia și cu atât mai mult. Fiecare exprimare publică în această chestiune »interzisă«, tocmai pentru că e interzisă, capătă importanța unui eveniment, savoea unei senzații. O asemenea senzație a provocat-o un articol al profesorului Ghiulea în officiosul național-tărănist »Dreptatea«. Articolul poartă titlul Dictatorul și urmărește să precizeze, că chestiunea dinastică nu este o chestiune Carol, ci o chestiune Brătianu. Calitatea cea mare a articolului însă este, că spune lucrurilor pe adevăratul lor nume. Până acuma, spune d. Ghiulea, Brătianu și-a putut impune regimul de dictatură, pentru că dânsul »luase ca girant al guvernului sale abuzive pe regele Ferdinand, făuritorul României Mari«. Dar »eu ce preț? se întreabă profesorul național-tărănist. Și răspunde: cu prețul compromiterii dinastiei și instituției monarhiei în inima poporului. »Astăzi însă nu mai este aceeași situație. D. Brătianu nu se mai poate ascunde. Regenta nu poate, nu are cu ce garanta dictatura d-lui Brătianu. Parlamentul ales prin fraudă nu are prestigiul suficient de a da formă constituțională tuturor acțiunilor sale nelegale și nedrepte. D. Brătianu e descoperit.«

Toate acestea sunt bine și frumos zise. Dar se pune acuma întrebarea cea mare: ce-i de făcut? Și aici d. Ghiulea se poticnește. La o întrebare așa de mare d-sa nu găsește decât un răspuns mic și mărunț. »După patru ani, la expirarea mandatului actualului parlament« d. Brătianu va fi silit să se declare dictator pe față. Nu înțelegem ce vrea să zică d. Ghiulea prin aceste cuvinte. Nu este destul de »pe față« dictatura brătienistă și acuma? Mai este cineva care să se îndoiască de ea? Dar chiar presupunând că ar mai fi. Peste patru ani d. Brătianu poate face iar alegeri prin fraude. Și atunci jocul, săngerosul joc, va începe din nou, — după socoteala domnului Ghiulea pentru alți patru ani.

S'ar părea deci că o mântuire nu se vede de unde ar veni. D. G. însă găsește una. Și anume: regenta. Peste patru ani d-sa așteaptă un... conflict între Brătianu și Regentă. Noi nu prea vedem de unde ar putea izbucni conflictul, căci Regenta este doar alcătuită din oamenii liberalilor. Dar să-l urmărim pe d. G. În acest conflict »Regenta nu va putea dispune de forța armată... care (gratie măsurilor de purificare și corupere pe care d. Brătianu le ia de pe acuma) va fi executoarea voinței și ordinelor d-lui Brătianu.« Și atunci? »Dacă Regenta se pleacă d. Brătianu rămâne mai departe Dictatorul Măriei Sale, dacă Regenta pleacă, atunci, d. Brătianu devine Președintele Republicii Române, o republică bine-înțeleasă de natură mexicană.«

Așadar după d. Ghiulea viitorul României, oricât ar apuca, tot brătienist este să fie... Trist viitor!... Doar domnului Brătianu personal d. Ghiulea îi prezice un... sfârșit tragic: »Sfârciat de bomba unui anarhist, născut într'o temniță revoluționară sau deportat de un dușman al țării care ne-ar fi învins și cucerit«. Atâta tot? Cu moartea domnului Brătianu s'a isprăvit însă și istoria României?... Este limpede, d. G. nu are o perspectivă de mântuire pentru poporul român.

Pentru acest articol d. Ghiulea va fi trimis în fața comisiei de disciplină a Ministerului de Instrucție, ca să fie scos din învățământ. Nu există nici-o îndoială că acest proces, ca atâtea altele pregătite de către reacțiune pentru a găui discuția în jurul crizei de stat, în loc de a înăbuși mișcarea și fierberea, le va întări și spori și mai mult. Dar pentru noi este o datorie să nu încheem fără a observa, că d. Ghiulea, ca și colegii d-sale din conducerea Partidului Național-Tărănesc, dovedește și mărturisește în articolul d-sale o complexă neputință în fața grelei situații. »Sfârcierea domnului Brătianu« într'un viitor mai mult îndepărtat decât apropiat — cel mai de vreme peste patru ani — este oare o soluție, care să scape poporul român de dictatura financiară sub care el geme? Nicidecum! Singura soluție poate fi ridicarea poporului și măturarea dictaturei brătieniste, dar nu pentru a o înlocui cu alta carlistă, ci pentru a pune în locul ei domnia poporului muncitor în forma unei Republici de Muncitori și Tărani. Cine se ferește de a pune această chestiune, și s'o pună astfel, și se leagă cu iluzii în Regentă și în bombe de anarhiști, acela nu merită să se numească conducător al țărănimei. Acela este un șarlatan și un trădător laș.

Nu mai Republica Muncitorilor și Tăranilor din România în cadrul Federației Republicilor din Balcani este lozincă, sub care masele se pot mântui de dictatura brătienistă și de oricare altă formă a dictaturei capitaliste.

Delablaș

ΒΑΛΚΑΝΙΚΗ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ

ΔΕΚΑΠΕΝΘΗΜΕΡΟ

ΟΡΓΑΝΟ ΤΩΝ ΕΘΝΙΚΩΝ ΜΕΙΟΝΟΤΗΤΩΝ ΚΑΙ ΤΩΝ ΚΑΤΑΠΙΕΖΟΜΕΝΩΝ ΛΑΩΝ ΤΗΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΗΣ
ΒΓΑΙΝΕΙ ΣΕ ΟΛΕΣ ΤΙΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΕΣ ΓΛΩΣΣΕΣ

Η ΕΡΕΥΝΑ ΜΑΣ

ΑΝΑΜΕΣΑ ΣΤΙΣ ΠΟΛΙΤΙΚΕΣ ΚΑΙ ΦΙΛΟΛΟΓΙΚΕΣ ΠΡΟΣΩΠΙΚΟΤΗΤΕΣ ΤΗΣ ΕΥΡΩΠΗΣ
για την
ΒΑΛΚΑΝΙΚΗΝ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΛΕΝΤΕΜΠΟΥΡ

Γεννήθηκε στις 7 Μαρτίου 1850 στο Αννόβερο και υπήρξε, ήδη από νέος ένας οξυπόσπαστος σοσιαλιστής μιλιτάν. Πολύ γρήγορα διακρίθηκε με τις αποφασιστικές του πράξεις, και έγινε σε λίγο ένας από τους πιο επιτυχημένους άριστους σοσιαλιστές άρχηγούς της Γερμανίας. Ήξελεγγη αντιπρόσωπος στο Ράιχσταγκ στα 1900. Όταν ξεσπάει ο παγκόσμιος πόλεμος κηρύχθηκε εναντίον του και έλαβε μέρος στην ίδρυση του ανεξαρτήτου σοσιαλδημοκρατικού κόμματος. Με ενεργητικότητα εργασήθηκε για την σοσιαλιστική επανάσταση στη Γερμανία, αλλά αρνήθηκε να μπει στην κυβέρνηση ύστερα από τις 9 Νοεμβρίου 1918, δηλώνοντας ότι δεν ήθελε να συνεργασθεί με τους σοσιαλιστές σωβινιστές "Εμπερτ, Λάντμπεργκ και Σάιντεμαν". Έλαβε μέρος στους αγώνες των εργατών του Βερολίνου κατά της αντιδράσεως του "Εμπερτ. Συνελήφθη από τους ανθρώπους του Νόκε στις 10 Ιανουαρίου 1919 και έμεινε πέντε μήνες στη φυλακή. Ξαναεπιλέχθηκε βουλευτής στο Ράιχσταγκ στα 1920. Πρόεδρος της "Σοσιαλιστικής Ένώσεως".

Τα βαλκανικά κράτη ύστερα από τον πόλεμο, παρεδόθησαν τελείως σε μίαν άγρια αντιδραστική τρομοκρατία. Είναι ευνόητο επομένως, ότι οι πληθυσμοί όλων των χωρών αυτών, οι οποίες όλες υποφέρουν από την αντίδραση αυτή, προσπαθούν να κλονίσουν την κοινή καταπίεση, με αγώνες κοινούς, για να δημιουργήσουν έπειτα ένα καλλίτερο κρατικό οργανισμό. Από τις προσπάθειες αυτές ανεπήδησε το σχέδιο μιάς Βαλκανικής Ομοσπονδίας.

Θά ήταν έν τούτοις μεγάλο σφάλμα να υποθέσει κανείς πως, ένα οποιοδήποτε κόμμα, στηριζόμενο στο καπιταλιστικό κοινωνικό σύστημα, και αν ακόμη έκήρυττε τις πιο βροντερές δημοκρατικές, φιλελεύθερες και πασιφιστικές αρχές, θα καταπιάνονταν στα σοβαρά με την πραγματοποίηση μιάς Βαλκανικής Ομοσπονδίας, στην περίπτωση που θά ανέβαινε στην έξουσία, σε ένα οποιοδήποτε από τα Βαλκανικά κράτη. Διότι αποτελεί

ένα από τα γνωρίσματα τα βασικά των καπιταλιστικών κομμάτων να εκμεταλλεύονται την εθνική ιδέα, για να εξαπλώνουν την δύναμή τους και να μπορούν έτσι να εκμεταλλεύονται τους εργάτες. Να γιατί τα καπιταλιστικά και αστικά κόμματα, τα όποια, από δεκάδες χρόνια διεξήγαγαν στα Βαλκανικά κράτη, ένα πεισματώδη αγώνα κατά της ξένης κυριαρχίας και για την άπελευθέρωση, μόλις ανέβηκαν στην έξουσία στο ίδιο τους το εθνικό κράτος, άρχισαν άμέσως να εκμεταλλεύονται και να καταπιέζουν τις ξένες μειονότητες της χώρας των, με την ίδια σκληρότητα, με όσην άλλοτε τους έφεροντο οι δικοί τους καταπιεστές. Μιά Βαλκανική Ομοσπονδία, προϋποθέτει την εγκατάλειψη της μεθόδου αυτής των εθνικών καταπιέσεων των εθνικών μειονοτήτων στην κάθε μιά από τις χώρες της Ομοσπονδίας αυτής. Κανένα καπιταλιστικό κράτος δεν εδειχθηκε ως σήμερα ικανό να εγκαταλείψει τις μεθόδους αυτές, και ο μόνος που μπορεί να εγγυηθεί αυτό το πράγμα είναι ο σοσιαλισμός, διότι ο σοσιαλισμός έχει ως βάση του την ισότητα όλων των ανθρώπων χωρίς διάκριση φύλου ή ράτσας. Σήμερα μονάχα η Ένωση Σοβιετικών Δημοκρατιών εφαρμόζει την αρχή της πλήρους ανεκτικότητας απέναντι όλων των εθνότητων.

Μιά Βαλκανική Ομοσπονδία επομένως, όσο επιθυμητή και αν είναι ως ένας σταθμός προς την Παγκόσμια Ομοσπονδία όλων των λαών που θά έχουν ελευθερωθεί από τον καπιταλισμό, δεν μπορεί να πραγματοποιηθεί παρά από κόμματα που στηρίζονται πάνω στη σοσιαλιστική βάση. Μονάχα σ' αυτά τα κόμματα μπορούμε να βασιζόμαστε, μέσα στους σημερινούς αγώνες για την πραγματική άπελευθέρωση και των Βαλκανικών Κρατών.

Γεώργιος Λέντεμπουρ

ΑΠΟ ΤΟ ΝΑΥΑΡΙΝΟ ΕΩΣ ΤΗΝ ΚΑΒΑΛΛΑ

Καταραμένη που μ' αυτήν είμαι δεμένος
Σαν με την άλλοσιδα ο καπός
Μποντελαίο

Πρό 100 χρόνια, επέτυχαν τα παιδιά της Ελλάδας με την βοήθεια ξένων όπλων την ανεξαρτησία τους. Γιορτές γίνονται, προπόσεις γέμονται, Γενικοί Διοικητές με τάλαντο προικισμένοι έκφωνούν λόγους αναμνηστικούς του ιστορικού γεγονότος μπροστά σε γυμνασιόπαιδες. "Όλα πλέον σε μιά θάλασσα άρμονίας. Οί κληρονόμοι των ήρώων του 1827 καμαρώνουν; είναι οι «άνθρωποι της ημέρας», ο στρατηγός Κόδριγκτων, διδάκτορας του άγγλου Ναυάρχου, άνεγκυρήχθη σε επίτιμον πολίτην της Πύλου. Το ταχυδρομείο τυπώνει αναμνηστικά γραμματόσημα, στήνονται τὰ θεμέλια ενός μνημείου. Χαιρετιστήριον κανονισολισμοί προς τιμήν των Βρετανών και των Γάλλων,

ιστορικά κύρια άρθρα σε όλες τις εφημερίδες... τί άλλο θέλουμε άκόμα!

Μεγάλα γεγονότα προβάλλουν όμως την σκιά τους! Η δίκη της Φλωρίνης, τὰ σημάδια σοβαρών ταραχών στη Μακεδονία, οί διαρκώς επαναλαμβανόμενες απόπειρες των κομιτατζήδων δημιουργούν στοιχεία άβεβαιότητας. Τά πιο γερά στηρίγματα της κυβερνήσεως κατηγορούνται για άντικρατικές ενέργειες. Και αυτός ο ίδιος ο στρατηγός Μαζουράκης έδωσε να τό πιστέψει. Ο ιδρυτής της Δημοκρατίας, στρατηγός Κόνδυλης, κατηγορείται ότι θέλει να ανατρέψει την κυβέρνηση με βία. "Όλα ταλαντεύονται και κανένας δεν εμπιστεύεται τον άλλο.

Στις 8 όχτωβρίου έγιναν αίματηρες συμπλοκές μεταξύ καπνεργατών και χωροφυλακής στην Καβάλλα. Στις 21 του μηνός έκίρυσαν οί καπνεργάτες

Ἀθηνῶν καὶ Πειραιῶς ἀπεργία. Ἄν οἱ βιομήχανοι δὲν ὑποχωρήσουν τότε θὰ κηρυχθῆι 24 ἡμέρες γενική ἀπεργία. Δὲν εἶναι οἱ «ἐξτρεμιστὰς» ποὺ μιλοῦν ἔτσι; ἡ ἴδια ἡ Γενική Συνομοσπονδία ποὺ δὲν εἶναι καθόλου ἐπαναστατική μιλά ἔτσι κάτω ἀπὸ τὴν πίεση τῶν μαζῶν. Τὸ αἷμα ποὺ ἐχυθῆκε στὴν Καβάλλα ἐκίνητοποίησε τὰ ἐργατικά στρώματα, καὶ ἡ «κυβέρνηση τοῦ κέντρου» πέφτει ἀπὸ τὴν ἐορτάσιμη ψυχολογία τῆς ἐκατονταετηρίδος στὴν φροντίδα τῆς διατηρήσεως τῆς «ἡσυχίας καὶ τῆς τάξεως».

Ἀριστερὰ ἐπαγγελματικά σωματεία διελύθησαν, κάπου κάπου κατηγορήθη καὶ τὸ δικαίωμα τῆς ἀπεργίας; τὰ μέσα αὐτὰ δὲν ἠμύθησαν ὅμως νὰ στερεώσουν τὸ πολιτεῦμα. Καὶ ἐνῶ ἔφθασε ἡ δεύτερη ἐπέτειος τῆς παραχωρήσεως τῆς ἐλευθέρως ζώνης, καὶ ἐορτάζεται τὸ γεγονός, ἀνακινεῖ ἡ Γιουγκοσλαβία ἐκ νέου τὸ παλιὸ ζήτημα: ἐλευθέρωσις διόδοι πρὸς τὴ Θεσσαλονίκη! Ὁ καυμένος ὁ Μιχαλακόπουλος ἀναγκάζεται νὰ ζαναδώσει στὸ ἐξωτερικὸ τὴ διαβεβαίωση πῶς ἡ Ἑλλάς θὰ διατηρήσει τὴν ἀκεραιότητά της. Ἄπὸ τὸ ὄνειρο τῆς Magna Charta τῶν βαλκανικῶν κρατῶν δὲν ἀπομεινε τίποτε ἄλλο, παρὰ μόνο ἡ φτωχικὴ σοῦπα τῆς Ἀκεραιότητος παρασκευασμένη σύμφωνα μὲ τὸ ἀγγλικὸ γούστο! Ἐνῶ ἐξωπολιτικά ἡ κατάσταση περιπλέκεται ὅλο καὶ περισσότερο, διαμαρτύρεται ἡ Γενική Συνομοσπονδία, ἐξεγείρονται οἱ τελευταῖοι ὀπαδοὶ τῶν κυβερνητικῶν κομμάτων ποὺ ὑπάρχουν ἀκόμα μέσα στὴν ἐργατιά, ἐναντίον τῆς συναδελφώσεως τῆς κρατικῆς ἐξουσίας μὲ τοὺς καπιταλιστὰς. Οἱ ἴδιοι ἄνθρωποι, οἱ ὁποῖοι ἐπεδοκίμασαν τὴν διάλυσιν τῶν ἀριστερῶν συνδικάτων, οἱ ὁποῖοι ἀντετάχθησαν βίαια στὴν ἰδέα τῆς ἐπαγγελματικῆς ἐνότητος ἀπαιτοῦν τὴν ἀπελευθέρωσιν τῶν συλληφθέντων καὶ ἐπιτακτικὴ ἀντηγεῖ ἡ φωνὴ πρὸς τὸ juste milieu: Οἱ ἐργάτες θὰ ὑπερασπίσονται οἱ ἴδιοι τὴν ὑπαρξὴ τους καὶ θὰ ἐμποδίσουν τὸ νὰ μπορεῖ ὁ καθεὺν χωρὸς ἑλάττωμα νὰ σκοτώνει ἐργάτες. Τὰ πιὸ νομιμόφρονα στοιχεῖα, ποὺ δὲν ἐπιθυμοῦσαν τίποτε ἄλλο παρὰ νὰ θέσουν τὴν ἰσχύοντων Ὄργανώσεων στὴν ὑπηρεσία τῆς Πατρίδας, ὑποχρεώνονται ἀπὸ τοὺς πρώην πάλτρωνας τῶν νὰ προβοῦν στὴν ὀργάνωσιν τῆς ἰσχύος.

Ἀποτέλεσμα εἶναι ἡ ἀριστεροποίηση τῆς Γενικῆς Συνομοσπονδίας. Ὅπαδοὶ τῆς μικροαστικῆς «δημοκρατικῆς Ἐνώσεως» καὶ τὰ ὑπόλοιπα τῶν κωνσταντινικῶν

ἐργατῶν ἀναγκάζονται νὰ ἀναγνωρίσουν τὰ ἄλλα τῆς τάξης — ἄλλως χάνουν κάθε ἐπαφὴ μὲ τὴν τάξιν. Οἱ καλλιτέρι, οἱ πιὸ πιστοὶ στὸ πολιτεῦμα ἄνδρες ζητοῦν λόγον καὶ ἀπαιτοῦν μέτρα κατὰ τῆς αὐθαιρεσίας τῆς χωροφυλακῆς — ἐν ἐναντία περιπτώσει...

Ἐν τῷ μεταξύ μαλώνουν οἱ ἄνδρες τῶν «ἐλευθεροφρόνων» στὴν κυβέρνησιν μὲ τοὺς βενιζελικούς. Ἡ ἀνέγερσις μνημείου γιὰ τὸν θανόντα βασιλῆα Κωνσταντῖνο ἀποτελεῖ ἀφορμὴ καινούργιων φιλονεικιῶν. Οἱ περὶ τὸν Μεταξῶν ἄνδρες ἐδοθήθησαν ὡς τὰ πάντα στὴν καταπίεσιν κάθε κινήσεως τῶν ἐργατικῶν μαζῶν καὶ μὲ τὸν ἀρχηγὸν τοῦ ἐπι κεφαλῆς ἐγκαθιδρυσαν μέσα στὴ μάζα τῶν ὑπαλλήλων Τ. Τ. Τ. ἕνα σύστημα ποὺ κάθε ἄλλο παρὰ ἐλευθερόφρον εἶναι — γιὰ τὸν ἑαυτὸ ὅμως ἀπαιτοῦν τὴν ἐλευθερίαν τοῦ μοναρχικοῦ φρονήματος γιὰ νὰ ἀποδείξουν στὸν Τσαλδάρη ὅτι μένουν πιστοὶ στὰ κοινὰ ἰδανικά. Παντοῦ ἀναφέρονται καινούργιες δυσκολίες.

Ναυαρίνον—Καβάλλα! Ποιὰ εἶναι ἡ αἰτία, ποὺ ἐξησθένησε ἕνα σύστημα τόσο πολὺ, ὥστε νὰ σκοτίζεται παντοῦ σὲ δυσκολίες, ὥστε ἀκόμα καὶ ἕνας Βενιζέλος νὰ ἀπαρνεῖται τὰ παιδιά του. Στὸ Ναυαρίνον ἐτέθησαν μὲ ξένα ὄπλα οἱ βάσεις τῆς ἐλληνικῆς ἐλευθερίας. Ἡ πεποίθησις στὴν ξένη βοήθειαν στὰ πολιτικά καὶ οἰκονομικὰ ζητήματα ἐξακολοῦθει νὰ μένει τὸ πιστεῦμα τῆς ἐλληνικῆς Πολιτικῆς. Ὁ Κουντουριώτης ἐπληρώθη ἑλαφρὰ, τὸ σύστημα ὅμως παρέμεινε ἀθίκτο. Γιὰ τοῦτο ἐξεφυλίσθη κατ' ἀνάγκην τὸ ἐλεύθερο ἑλληνικὸ κράτος σὲ μιὰ παλαιστρα τοῦ juste milieu, γιὰ τοῦτο ἐπαίτει τὰ ἄλλα στὸ Λονδίνο γιὰ δάνεια, στὸ Παρίσι γιὰ ἐγγυήσεις τῶν δανείων, στὴν μικρὴν Ἀνταντ γιὰ τὴν διατήρησιν τῆς ἐλληνικῆς ἀκεραιότητος. Γιὰ τοῦτο ἐγκαταλείπονται τὰ ὑπόδοι καὶ μέρη στὸν ξενικὸ ζυγὸν. Τὸ ἔργο τοῦ Ναυαρίνου δὲν ἔχει τελειώσει, ἐφ' ὅσον δὲν ἔχει ἐκμηδινισθῆι ἡ παράδοσις τῆς ἐγωϊστικῆς, στενόκαρδης φαναριωτικῆς πολιτικῆς. Ὅπως σέρνεται ἡχώντας ἡ ἀλλουσιδα στὸ ποδάρι τοῦ κατὰδικου, ἔτσι καὶ ἡ παράδοσις ἀισχροῦ πολιτικαντισμοῦ στὰ γερὰ μέλη τῆς Ἑλλάδος. Ἐναντίον τῆς ἐθνικῆς ἀναξιοπρεπείας, ἐναντίον τῆς προδοσίας ζωτικῶν ἐθνικῶν συμφερόντων, πρέπει ὁ ἐλληνικὸς λαὸς νὰ συνασπισθῆι! Ὅχι ξένη ἰμπεριαλιστικὴ βοήθειαν, μονάχη ἡ δύναμις τοῦ ἴδιου τοῦ λαοῦ θὰ δημιουργήσῃ τὴν Πανελλάδα, μέσα στὸ πλαίσιο τῆς Ὀμοσπονδίας τῶν ἀπελευθερωμένων βαλκανικῶν λαῶν. Μελιγκος

Adresse du journal

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE
Wien VI, Postamt 56, Postfach 64

SOMMAIRE

Prix du numéro et abonnement pour
6 mois 0.25 et 3 Sencil. pour l'Autriche,
6 et 80 cents pour tous pays restants

Texte français (pages 1585—1597)

Notre Enquête sur la Fédération Balkanique.

Erich Mühsam — Sia-Ting — Giorgio Salvi

Dimitri Jovanovitch: Le 10me Anniversaire de la Révolution d'Octobre de l'U. R. S. S.

Paul Louis: Comment sont gouvernés les Etats Balkaniques

Paolo Davila: Pour la paix des Balkans

L'ORIM Unifiée et les derniers attentats en Macédoine sous joug serbe

D. Viakhoff: La réaction fait rage en Bulgarie

L. Mateescu: En Roumanie, situation toujours trouble et imprécise

Delablay: De nouveaux procès carlistes à l'horizon

La réaction intensifiée en Macédoine après les attentats — (correspondances)

La Réaction dans les Balkans: Faits et Evénements

Texte allemand (pages 1597—1599)

Unsere Enquete über die Balkan-Föderation: Erich Mühsam

Planinsky: Zur Jahrhundertfeier Ludwig Kossuth's

Melingos: Die permanente Krise in Griechenland.

Texte bulgare (pages 1600—1603)

Д. Влахов: България пред финансовата катастрофа

Н. Терзиянов: Патентованите предатели

В. М. Р. О. (Обединена) и последните атентати в Македония

Texte serbe (pages 1603—1605)

Д. Јовановић: Врховистички атентати у Македонији

Јасребач: Питање Боке Которске и француско-југословенски уговор

Texte croate (pages 1605—1606)

Naša anketa o Balkanskoj Federaciji: Alfred Döblin

Dr. C. Antonetić: Nacionalno pitanje u Sovjetskoj Uniji-V

Texte albanais (pages 1607—1609)

Mali: Traktati francez-jugoslav

Prof. Qamil Bala: Kujtuire mbi Maqedonin!

Rassid: Çasntja shqiptare e sotshme

Texte roumain (pages 1609—1610)

L. Mateescu: Situația continuă a fi tulbură și imprecisă

Delablay: Noi procese carliste în perspectivă

Texte grec (pages 1611—1612)

Η αγωνία μας για την Βαλκανική Ομοσπονδία: Γεώργιος Λεντεμλουρ

Μελιγκος: Ἄπὸ τὸ Ναυαρίνο εἰς τὴν Καβάλλα

Propriétaire, Editeur et Gérant responsable: Josef Vrba, Arbeiter, Wien, XVI., Grundsteingasse 41.

Imprimerie: Carl Herrmann, Wien, IX., Alserstrasse 50.